

GUIDE D'INSTRUCTIONS POUR LES VISITES DU MECANISME NATIONAL DE PREVENTION DE LA TORTURE DANS LES CENTRES DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE AU MAROC

Français



Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Les Etats membres de l'Union européenne ont décidé de mettre en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles.

L'Union européenne s'engage à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

www.europa.eu

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 Etats membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les Etats membres.

www.coe.int

Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

GUIDE D'INSTRUCTIONS POUR LES VISITES DU MECANISME NATIONAL DE PREVENTION DE LA TORTURE DANS LES CENTRES DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE AU MAROC

ALICE MARYVONNE YORO-DADIÉ

Mars 2024

Edition française :

Ce guide d'instructions a été réalisé par Alice Maryvonne Yoro-Dadié, Docteur en Droit, ex-magistrate et consultante internationale, dans le cadre du programme conjoint **“Appui au mécanisme national de prévention de la torture et au développement du rôle du Parlement au Maroc 2020-2024”** financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par le Conseil de l'Europe.

Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur et ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la ligne officielle de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe.

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales tant que l'intégrité du texte est préservée, l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, n'apporte pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, la portée ou le contenu du texte. Le texte source doit toujours être mentionné comme suit « © Conseil de l'Europe, année de publication ». Pour tout autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Direction de la communication, Conseil de l'Europe (F-67075 Strasbourg Cedex), ou à : publishing@coe.int

Photo de la couverture : © Shutterstock

Conception et mise en page : [Creative Infinity](#)

© Conseil de l'Europe, Mars 2024

Imprimé au Conseil de l'Europe par [Creative Infinity](#)

Table des matières

Acronymes	7
1. Introduction	8
2. Présentation générale	9
2.1. Les mécanismes nationaux de prévention de la torture	9
2.2. Le mécanisme national de prévention de la torture au Maroc	9
2.3. Les Missions du MNP	11
2.3.1. Les visites comme moyen privilégié d'exercice de la prévention de la torture	11
2.3.2. L'inclusion des Centres de sauvegarde de l'enfance dans le champ de visites du MNP	12
2.3.3. Les différents « types » de visites	13
2.3.4. Caractéristiques des visites préventives :	14
2.3.5. Etapes de la visite	15
2.4. Les principes devant guider l'action du MNP	16
2.4.1. Les principes fondant la protection des enfants, y compris ceux en institution	16
2.4.2. Les principes éthiques devant guider le MNP avant et pendant les visites	19
3. Préparation de la visite	22
3.1. Définir les objectifs et la durée de la visite	22
3.2. Élaborer des outils de collecte des données	23
3.2.1. L'exigence préalable d'une bonne connaissance des normes et standards régissant les CSE et plus particulièrement les enfants délinquants et les enfants en situation de danger ou en difficulté	23
3.2.2. L'exigence d'une bonne connaissance des principes fondant la responsabilité de l'Etat vis à vis des enfants placés dans les CSE	24
3.2.3. L'élaboration des check-lists ou grilles d'évaluation	25
3.3. Collecter des informations sur le centre à visiter	25
3.4. Accomplir les formalités administratives	26
3.5. Constituer les équipes de visite	26
4. Réalisation de la visite : Etapes et modalités	28
4.1. La réunion préliminaire avec le directeur du centre	28

4.2. La réalisation d'un tour général du centre	29
4.2.1. La visite des bâtiments et infrastructures	29
4.2.2. Le traitement des enfants	32
4.3. Les entretiens avec les enfants et le personnel du CSE	36
4.3.1. Les recommandations éthiques de l'UNICEF comme cadre de référence pour impliquer les enfants dans les entretiens ou groupes de discussion	37
4.3.2. Les modalités de réalisation des entretiens ou groupes de discussion	38
5. Organisation d'une réunion de synthèse à l'issue de la visite	42
6. Rédiger le rapport de visite et assurer le suivi de l'exécution des recommandations	43
6.1. La nécessaire triangulation et analyse des informations collectées au cours de la visite	43
6.2. Les composantes et articulation du rapport de visite	44
6.2.1. Analyse de fond des questions relatives à la torture	44
6.2.2. Formulation de recommandations	44
7. Assurer le suivi des recommandations	46
8. Organisation d'une visite de suivi	48
9. Auto-évaluation	50
10. Conclusion	51
11. Bibliographie	52

Acronymes

CAT	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CDE	Convention des droits de l'enfant
CNDH	Conseil National des Droits de l'Homme
CSE	Centre de Sauvegarde de l'Enfance
MNP	Mécanisme National de Prévention de la Torture
OPCAT	Protocole facultatif à la Convention contre la torture
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques

1. Introduction

Ce guide est un document de référence définissant les principes, la conduite à tenir, ainsi que les modalités de préparation et de réalisation des visites de prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par le Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNP) dans les centres de sauvegarde (CSE) de l'enfance au Maroc.

La nécessité d'élaborer un guide spécifique aux établissements de protection de l'enfance est **d'une part**, liée à la spécificité des enfants qui y sont placés et qui, en raison de leur minorité et leurs vulnérabilités, nécessitent une protection renforcée contre les mauvais traitements, la torture et tout acte pouvant porter atteinte à leur intégrité physique, morale ou psychologique. **D'autre part**, cette nécessité est apparue en raison de la particularité des centres de sauvegarde de l'enfance qui sont des institutions de rééducation des enfants en conflit avec la loi et de protection des enfants vulnérables ou en danger.

Ce statut spécifique des enfants et des centres de sauvegarde de l'enfance exige par conséquent, que les méthodes et pratiques de visite du Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNP) soient adaptées au cadre et au statut de ces enfants et permettent *in fine* de prévenir les violences et autres mauvais traitements dans ces établissements.

Au-delà des raisons sus énoncées, l'élaboration de ce guide répond à la nécessité pour le MNP, organe relativement récent, d'établir les fondements de base et les composantes de son contrôle afin de permettre à ses membres d'opérer ces visites selon des standards précis et définis ; permettant d'asseoir sa crédibilité et donner de la visibilité à son *modus operandi*.

Ce document qui s'inspire à la fois du Manuel de procédures des centres de sauvegarde de l'enfance (Maroc 2015) et du guide des visites de prévention de la torture élaboré par les Nations Unies est donc un outil pratique qui contribuera à aider le Mécanisme National de Prévention de la torture (MNP) à pleinement réaliser sa mission de prévention de la torture dans les CSE au Maroc.

Ce guide a été élaboré après une session de formation et de discussion avec les membres du MNP qui a permis de mieux comprendre les spécificités des CSE ainsi que les besoins du MNP. Ces échanges ont permis d'enrichir le contenu de ce guide et de s'assurer que son contenu soit adapté au contexte et au mandat du MNP. Par ailleurs, ce guide a fait l'objet d'un processus d'assurance qualité ayant conduit à la lecture minutieuse et à la révision de son contenu par le Conseil de l'Europe et les membres du MNP. Cet outil est donc le fruit d'un processus participatif qui a impliqué l'ensemble des parties prenantes au Programme d'Appui au Mécanisme National de Prévention de la Torture mis en œuvre par le Conseil de l'Europe au Maroc.

2. Présentation générale

2.1. Les mécanismes nationaux de prévention de la torture

Les Mécanismes Nationaux de Prévention (MNP) sont des organes établis conformément au Protocole facultatif à la Convention contre la Torture (OPCAT). Selon l'article 3 de l'OPCAT, les États parties doivent créer, désigner ou maintenir au niveau national, un ou plusieurs organes de visite chargés de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Mécanismes nationaux de prévention¹).

2.2. Le mécanisme national de prévention de la torture au Maroc

- ◆ Au Maroc, l'institution de ce mécanisme se situe dans le contexte de la réforme du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) initiée en 2018, qui répondait à la nécessité de doter cet organe d'un statut conforme aux « principes de Paris » et permettre à cette institution nationale de jouer le rôle majeur que lui confère la loi, à savoir ; « connaître des questions relatives à la protection des droits de l'Homme et des libertés, à la garantie de leur plein exercice et à leur promotion² ».

L'article 4§ 2 de l'OPCAT définit la privation de liberté comme « toute forme de détention ou d'emprisonnement, ou le placement d'une personne dans un établissement public ou privé de surveillance dont elle n'est pas autorisée à sortir à son gré, ordonné par une autorité judiciaire ou administrative ou toute autre autorité publique ».

- ◆ Cette réforme a abouti à l'extension du mandat du CNDH qui, en plus de ses missions classiques de protection et de promotion des droits humains, y compris d'enquête et d'investigation au sujet des violations des droits humains, exerce désormais un mandat de prévention de la torture et des mauvais traitements, à travers l'exercice de visites régulières des différents lieux de privation de liberté, permettant ainsi l'examen de la situation et du traitement réservé aux personnes privées de liberté.
- ◆ Cette réforme nationale s'inscrit dans le cadre général de l'implication grandissante des Institutions Nationales des Droits de l'Homme dans la protection des droits humains et la prévention de la torture et des mauvais traitements. C'est à cette fin que le Protocole

1 Prévenir la torture : le rôle des mécanismes nationaux de prévention. Un guide pratique. Série sur la formation professionnelle n° 21 ; Publication des Nations Unies publiée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, (2021), p. 1, HR/P/PT/21.

2 Prévenir la torture : le rôle des mécanismes nationaux de prévention, op.cit.

facultatif à la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT 2002) a « introduit un modèle particulier de contrôle préventif qui combine un double contrôle international (par le Sous-comité pour la prévention de la torture (SPT) et un contrôle national (par les Mécanismes nationaux de prévention), par le biais de visites inopinées dans les lieux où des personnes sont privées de liberté »³.

- ◆ Dans cette configuration, il est attendu que les « MNP jouent un rôle particulièrement important en traduisant la volonté politique de prévenir la torture et les mauvais traitements en actions concrètes « sur le terrain », puisque la fréquence de leurs visites complétera les visites périodiques effectuées par le Sous-comité pour la prévention de la torture (SPT) »⁴.
- ◆ Afin de s'acquitter de cette nouvelle mission de contrôle au Maroc, le CNDH a institué un ensemble de mécanismes nationaux au nombre desquels figure le Mécanisme National de Prévention de la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (MNP), « un organe de surveillance qui exerce un contrôle préventif de la torture, à travers les visites des lieux de privation de liberté, dont les établissements pénitentiaires, les centres de sauvegarde de l'enfance, les hôpitaux psychiatriques et les établissements de protection sociale etc »⁵.

MISSION DES CSE ET TYPES D'ENFANTS QUI Y SONT PLACÉS

Les Centres de sauvegarde de l'Enfance sont des établissements socio-éducatifs qui accueillent des enfants en conflit avec la loi ainsi que d'autres enfants en situation difficile.

Les enfants en conflit avec la loi : Sur la base d'une décision judiciaire, les enfants en conflit avec la loi, c'est-à-dire des enfants qui ont commis des délits et des infractions pénales, sont accueillis dans ces institutions, en application des articles 471 et 481 du Code de procédure Pénale marocain.

Ces institutions ont pour mission de rééduquer ces enfants dans le but de les réintégrer dans la société, aussi bien dans le domaine scolaire que professionnel. Ainsi, ces centres formulent et soumettent aux autorités judiciaires, des propositions d'orientation en vue de prendre les mesures judiciaires adéquates pour les enfants. Ces établissements assurent également des prestations socio-éducatives et sanitaires susceptibles d'aider à la rééducation et à la réinsertion sociale des enfants. En outre, ces CSE offrent une formation scolaire et professionnelle afin de favoriser l'autonomie sociale et économique des enfants.

Les enfants en situation difficile. Ces centres accueillent également des enfants en situation difficile, conformément au livre III du Code de Procédure Pénale Marocain. Dans ce contexte, les centres de sauvegarde de l'enfance assurent la protection et la prise en charge des enfants (moins de 16 ans) qui n'ont pas commis un délit mais qui se trouvent en situation difficile. Il s'agit d'enfants qui, de par l'environnement dans lequel ils se trouvent ou vivent, ou des enfants qui, de par leurs situations personnelles sont exposés ou font face à des situations qui mettent en danger ou en péril leur développement, leur santé (physique, morale ou psychologique) ou leur éducation.

3 Ibidem, p. 9. Cette double dimension du contrôle préventif repose sur le principe selon lequel « chacun de ces mécanismes et leur interaction peuvent réduire les cas de torture et de mauvais traitements dans les États parties au Protocole facultatif.

4 Ibid.

5 Article 11 de la loi 76-15 Portant réorganisation du Conseil National des Droits de l'Homme.

2.3. Les Missions du MNP

2.3.1. Les visites comme moyen privilégié d'exercice de la prévention de la torture

Le Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNP) exerce un contrôle préventif au Maroc⁶ :

- ✓ Il identifie les schémas et détecte les risques systémiques de torture.
 - ✓ Il ne réalise pas d'enquête et ne statue pas sur les plaintes relatives à la torture ou les mauvais traitements, même lorsque ceux-ci sont identifiés au cours de leurs visites.
 - ✓ Il n'est pas un organe d'investigation.
- ◆ La principale mission du MNP est d'effectuer des visites dans les lieux de privation de liberté afin d'examiner le traitement et les modalités de détention des personnes privées de liberté, en vue de renforcer leur protection contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
 - ◆ Plus concrètement, une visite préventive vise **à identifier** les agissements ou manquements qui pourraient être susceptibles de constituer des actes de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; **« à en analyser les causes profondes ; à comprendre** la nature des problèmes systémiques et **à trouver des moyens de les traiter »**⁷.

6 Prévenir la torture : le rôle des mécanismes nationaux de prévention. Un guide pratique. Série sur la formation professionnelle n° 21 ; Publication des Nations Unies publiée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, (2021), p. 1, HR/P/PT/21. Les MNP ont également **une fonction consultative** qui comprend la formulation de recommandations à l'intention des autorités de l'État (avis, propositions, rapports) ; la présentation de propositions législatives ; l'examen des règles concernant la détention (règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire) et les questions relatives au personnel impliqué dans la garde à vue ou la détention provisoire, l'interrogatoire et le traitement des personnes privées de liberté (y compris, par exemple, les forces de l'ordre, le personnel civil, militaire ou médical, et les fonctionnaires) ; la contribution aux rapports des États parties ou la présentation de leurs propres rapports aux mécanismes des droits de l'homme et le suivi de leurs recommandations. **La fonction éducative** des MNP comprend la participation à la formation et au développement de programmes éducatifs et de sensibilisation dans les écoles, les universités et les milieux professionnels ; et l'examen des programmes d'études des établissements d'enseignement afin de s'assurer que l'éducation et l'information sur l'interdiction de la torture sont incluses dans la formation du personnel chargé de l'application des lois, du personnel civil ou militaire, du personnel médical, des fonctionnaires et des autres personnes susceptibles d'intervenir dans la garde à vue ou la détention provisoire, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu soumis à une forme quelconque de détention. La fonction de coopération englobe une implication par le biais d'un dialogue significatif avec les autorités de l'État partie et les autres parties prenantes concernées par la prévention de la torture et des mauvais traitements.

7 <https://www.apt.ch/fr/centre-de-connaissances/toolkit-mnp/activites/visites-preventives>. (Consulté le 19 Mars 2023).

- ◆ Les visites préventives « ne visent pas à réagir à des faits ou à des allégations spécifiques mais plutôt à faire en sorte que l'environnement de privation de liberté, en tant que tel, soit moins susceptible de donner lieu à de tels faits et allégations »⁸.
- ◆ Les visites du MNP ont donc « un caractère proactif et peuvent être effectuées à tout moment, même en l'absence de problèmes apparents »⁹. « Elles se focalisent sur le lieu de détention - considéré comme un système - plutôt que sur les individus qui s'y trouvent ; l'objectif ultime étant d'améliorer la protection de tous les individus contre la torture et d'autres formes de mauvais traitements et, plus généralement, de garantir le respect de leurs droits et de leur dignité¹⁰ ».
- ◆ Ces visites préventives « s'inscrivent dans le cadre d'un dialogue continu et constructif avec les autorités compétentes en vue d'améliorer le système de détention sur le long terme »¹¹.

— 2.3.2. *L'inclusion des Centres de sauvegarde de l'enfance dans le champ de visites du MNP*

- ◆ Les visites du MNP s'étendent à tous les lieux où des personnes sont, ou peuvent être privées de liberté, au sens où elles ne sont pas libres de partir (article 4 OPCAT). Le MNP doit donc avoir un accès illimité à tous les lieux, y compris tous les lieux suspects où des personnes sont ou peuvent être privées de leur liberté en vertu d'un ordre donné par les autorités.
- ◆ C'est dans ce cadre que les visites du MNP s'étendent aux centres de sauvegarde de l'enfance (CSE)¹² qui, bien que n'étant pas des institutions de privation de liberté « *per se* », s'inscrivent dans le champ de compétence du MNP.
- ◆ L'inclusion des centres de sauvegarde de l'enfance dans ce champ de visites résulte d'une interprétation élargie du terme « lieu de privation de liberté » tel que retenu par la loi 76-15 portant réorganisation du CNDH ainsi que l'OPCAT. Cela implique que le MNP est compétent pour entreprendre des visites et exercer un contrôle dans les CSE afin de prévenir les mauvais traitements, torture ou autres actes portant atteinte à l'intégrité physique ou morale des enfants.

8 Ibidem.

9 Ibid.

10 Ibid.

11 Ibid.

12 Voir les textes régissant les CSE sur le site internet du Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la communication : <https://mjcc.gov.ma/fr/departements/jeunesse/textes-juridiques/>. (Consulté le 31 Mai 2023).

— 2.3.3. Les différents « types » de visites

Le MNP peut réaliser plusieurs types de visites selon les objectifs recherchés. Elles incluent :

Les visites approfondies

- ◆ Elles couvrent tous les aspects des conditions de vie et du traitement des personnes privées de liberté. Ce faisant, elles permettent d'analyser de manière approfondie un large éventail de questions, y compris les garanties de procédure, les conditions d'accès à la nourriture et aux soins de santé ainsi que les conditions de travail du personnel dans le lieu visité¹³.
- ◆ Dans le cadre des CSE, ces visites permettraient au MNP d'analyser les modalités de traitement et de placement des enfants. À ce titre, ces visites permettraient au MNP d'avoir une compréhension élargie et complète du centre visité.

Les visites thématiques

- ◆ Elles ont pour objectif d'examiner des problèmes spécifiques dans une institution (ex : l'alimentation, le traitement, les modalités de placement). Souvent ces thèmes spécifiques sont « sélectionnés à la suite d'allégations récurrentes portant sur certaines questions - que celles-ci aient été identifiées par le MNP lui-même ou par d'autres acteurs (ONG ou médias) »¹⁴.

Les visites de suivi

- ◆ Ce genre de visites est entrepris après une première visite à l'issue de laquelle le MNP a élaboré des recommandations. La visite de suivi intervient alors pour vérifier si les recommandations précédemment formulées ont été mises en œuvre.

13 <https://www.appt.ch/fr/centre-de-connaissances/toolkit-mnp/activites/visites-preventives>. (Consulté le 19 Mars 2023).

14 Ibid.

Les visites ponctuelles

- ◆ Ce type de visites est organisé à la suite d'un événement majeur (incendie ou grève par exemple). Ces visites peuvent s'avérer nécessaires, si le MNP a recueilli des informations faisant état de pratiques récurrentes d'abus dans un établissement donné. Dans cette hypothèse, les visites ponctuelles visent à enquêter sur des problèmes particulièrement préoccupants. Les programmes de visites doivent par conséquent prévoir un certain degré de flexibilité afin de permettre l'organisation de ces visites non planifiées qui jouent un rôle important et s'inscrivent dans le travail de prévention des MNP¹⁵.
- ◆ Quel que soit le type choisi, le MNP peut effectuer des visites programmées ou inopinées, c'est à dire des visites réalisées sans notification préalable.

— 2.3.4. *Caractéristiques des visites préventives* ¹⁶:

Visites régulières et non pas uniques

Elles doivent être répétées avec une certaine fréquence.

Visites proactives et non réactives

Ces visites interviennent en amont et non en aval. Elles ne font pas suite à des plaintes mais interviennent à tout moment, même en l'absence de tout problème apparent.

Visites globales et non individuelles

Ces visites ne visent pas à résoudre des situations individuelles. Elles ont pour objectif d'analyser le lieu de détention en tant que système. Elles portent donc sur l'ensemble des composantes de la privation de liberté et ont pour but d'identifier tout élément susceptible de constituer de la torture ou des mauvais traitements ou qui pourrait mener à un autre type de violation des droits humains.

15 Ibidem. Les MNP réalisent également des visites réactives. Il s'agit de visites réalisées pour enquêter sur des allégations spécifiques. Elles sont généralement organisées à la suite d'une plainte adressée au MNP par un détenu, un membre de sa famille ou une ONG. Au Maroc, de par ses fonctions, le MNP ne réalise pas de visites réactive, car il n'exerce pas de mission d'investigation sur la base de plaintes de détenus.

16 Cette section est extraite de : <https://www.apr.ch/sites/default/files/publications/RoleForPhysiciansFr%20%282%29.pdf>

Visites basées sur la coopération et non sur la dénonciation

La visite constitue le point de départ d'un dialogue constructif qui, sur la base de recommandations concrètes, vise à apporter des améliorations au système dans le court terme ainsi que dans la durée.

2.3.5. Etapes de la visite

Les visites se déroulent en trois étapes obligatoires qui sont les suivantes :

Préparation de la visite	✓ Définir l'objet de la visite ✓ Collecter les informations disponibles permettant de renseigner sur le centre, ses activités..... ✓ Organiser le travail de l'équipe (définir les axes d'évaluation et déterminer le rôle de chacun des membres de l'équipe chargée de réaliser la visite).
Réalisation de la visite	✓ Réaliser un entretien préliminaire avec le/la Directeur.trice du centre ✓ Commencer la visite des locaux du centre afin de faire les constatations ✓ Consulter les registres ✓ Réaliser les entretiens en privé avec quelques pensionnaires ✓ Réaliser les entretiens avec le personnel ✓ Organiser in situ une réunion des membres de l'équipe de visite pour (1) partager les informations collectées au cours de la visite, (2) évaluer le déroulement de la visite et (3) préparer la réunion de synthèse avec le Directeur.trice de l'établissement visité ✓ Organiser une réunion de synthèse avec le/la Directeur.trice de l'établissement.
Élaboration du rapport de visite et planification des activités de suivi	✓ Etablir un projet de rapport préliminaire de la visite ✓ Notifier le rapport au Directeur.trice dans un délai (à déterminer) afin qu'il/elle ait le temps nécessaire pour faire valoir ses observations ou objections et proposer un plan de mesures correctives ou « plan d'amélioration » ✓ Elaborer le rapport définitif ou final qui inclut les réponses et observations du Directeur ou de la Directrice de l'établissement visité ✓ Elaborer un plan de suivi de l'exécution des recommandations ✓ Planifier une visite de suivi afin de constater et évaluer l'implémentation des mesures correctives adoptées par l'institution.

2.4. Les principes devant guider l'action du MNP

2.4.1. Les principes fondant la protection des enfants, y compris ceux en institution

La visite des centres de sauvegarde de l'enfance doit être gouvernée par les principes énoncés dans les principaux instruments internationaux de protection des droits humains ratifiés par le Maroc¹⁷, y compris ceux spécifiques aux enfants¹⁸. Il s'agit des principes suivants :

-
- 17 Le **Pacte international** sur les droits civils et politiques et le **Pacte international** sur les droits économiques sociaux et culturels (1966) ; La Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants et son protocole facultatif du 18 décembre 2002 ; la **Convention internationale** pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées du 20 Décembre 2006 ; le **Protocole de la Convention de Palerme** sur la traite des personnes ainsi que le Protocole additionnel à cette Convention fut également ratifié en mai 2009, la **Convention contre** la criminalité transnationale organisée. **La Convention internationale** sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille du 18 décembre 1990, ratifiée par le Maroc le 21 juin 1993 ; la **Convention** sur la protection des personnes handicapées et son Protocole additionnel qui garantissent à ces populations un ensemble de droits spécifiques. **En outre**, la **Convention** pour l'Élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (CEDEF) ; le **Protocole facultatif** à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (06 octobre 1999) instituant un comité (Comité CEDEF) chargé du suivi de l'application de cette Convention, en 2011.
- 18 La **Convention** relative aux droits de l'enfant (1989) ; Le **Protocole facultatif** à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ; La **Convention de Lanzarote du 25 Octobre 2007**. La **Convention internationale** concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, publiée au BO n° 5108 du 15 mai 2003. La **Convention n° 182** sur les pires formes de travail des enfants et la **Convention n° 190** concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants ainsi que le **Protocole facultatif à la Convention** relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. **Il convient d'ajouter à cette liste, les Déclarations et Résolutions onusiennes suivantes** : L'ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), **l'ensemble** de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing (1985), **les Règles des Nations Unies** pour la protection des mineurs privés de liberté (règles de la Havane), Adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies, dans sa Résolution 45/113 du 14 Décembre 1990. Cet instrument a pour but d'établir un ensemble de règles minima ou normes à appliquer lorsqu'un enfant est placé dans une institution ou un centre (pénal, correctionnel, éducatif ou préventif) afin de favoriser sa réinsertion sociale. **Les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile : Principes directeurs de Riyad (1990)**. Ils présentent une approche complète et positive de la prévention et de la réintégration sociale et détaillent des stratégies économiques et sociales qui impliquent presque tous les domaines de la société.

Ne pas nuire :

- ◆ Ce principe signifie qu'en entreprenant les visites dans les CSE, les membres du MNP doivent veiller à ce que leurs actions et interventions destinées à prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sur l'enfant, ne l'exposent pas à un préjudice supplémentaire. Ce principe implique donc, qu'à chaque étape de la préparation et la réalisation de la visite, l'équipe du MNP doit veiller à ce que les enfants placés dans ces institutions ne subissent aucun préjudice du fait de leur conduite, de leurs actions ou décisions. Cela signifie également que, lorsque le MNP réalise une visite, la sécurité et l'intérêt supérieur des enfants doivent toujours primer sur toute autre considération.
- ◆ Aucune visite ne doit remettre ce principe en cause. Ce faisant, **l'équipe de visite doit veiller à ce qu'aucun préjudice ne soit causé aux enfants ou aux familles, du fait de la collecte, de la conservation ou du partage de leurs informations**¹⁹.

Intérêt supérieur de l'enfant

- ◆ Selon la Convention internationale des droits de l'enfant (article 3.1), ce principe signifie que « (...) dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, **l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale**²⁰ ».
- ◆ Ce principe primordial doit être appliqué par l'équipe du MNP dans toutes ses interventions, au cours des visites et la formulation des recommandations en vue de la protection et la recherche de solutions à court et à long terme, ainsi que pour toutes les décisions et actions susceptibles d'affecter l'enfant. Ce principe doit sous-tendre et guider les visites et le rapport de visite, y compris les recommandations.

Dignité humaine de l'enfant

- ◆ Ce principe signifie qu'en tant que membres de la famille humaine, les enfants ont une valeur inhérente et inaliénable qui ne peut être ni détruite, ni retirée, ni mesurée et qui ne dépend de rien, et n'est soumise à aucune condition.

19 <https://www.apr.ch/sites/default/files/publications/RoleForPhysiciansFr%20%282%29.pdf>.

20 Ibidem.

- ◆ Cela implique que **tout au long du processus de visite, y compris les entretiens, les enfants placés dans les CSE doivent être traités avec le respect inhérent à leur dignité humaine**. Cela signifie également que le respect des droits doit l'emporter sur toute pratique qui pourrait être considérée comme nuisible. Ce principe prohibe expressément la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Droit à la vie, à la survie et au développement

- ◆ Cela signifie qu'en tant que titulaires de droits, **les enfants vulnérables, y compris ceux qui sont en danger, jouissent du droit à la vie, à la survie et au développement, reconnu par la Convention des droits de l'enfant (CDE)**.
- ◆ Inversement, cela signifie que les membres du MNP ont l'obligation légale de dénoncer ou indexer les pratiques ne respectant pas les droits des enfants placés dans les CSE.
- ◆ Ce principe implique qu'au cours de la visite, les membres du MNP doivent être vigilants, en particulier, lorsqu'une violation des droits de l'homme a été commise. Ce faisant, ils doivent donc formuler les recommandations nécessaires pour corriger les lacunes observées afin de protéger adéquatement ces enfants contre les risques liés aux traitements, conditions de placement ou abus, violence, négligence, exploitation qui affecteraient ou mettraient en péril leur droit à la vie, à la survie et au développement.

Consentement à participer aux entretiens au cours de la visite

- ◆ L'implication d'un enfant nécessite une explication claire du but et de l'objectif de la collecte des informations au cours des entretiens ou groupes de discussion et la possibilité pour cet enfant de donner son consentement verbal ou écrit et/ou de refuser de s'y engager.

— 2.4.2. Les principes éthiques devant guider le MNP avant et pendant les visites

- ◆ La visite des lieux de privation de liberté est une tâche très délicate qui exige le respect de principes éthiques ²¹. En effet, l'attitude de ses membres peut favoriser une acceptation ou un rejet du MNP et de ses conclusions par les responsables de l'institution visitée. Aussi, est-il important que les membres du MNP soient informés de la conduite à tenir pendant les visites.
- ◆ C'est à cette fin que sont élaborés les principes suivants qui sont inspirés du Manuel de formation sur le monitoring des droits de l'Homme des Nations Unies et adaptés aux particularités des visites dans les CSE au Maroc. Ces principes sont les suivants :

Avoir une attitude respectueuse envers le personnel du centre à visiter :

- ◆ Être courtois et tenir des propos respectueux à l'encontre de la Direction et du personnel du centre visité.
- ◆ N'avoir aucune attitude de mépris à leur égard.

Respecter les règles de fonctionnement du centre.

Respecter les enfants (pensionnaires) de l'institution

- ◆ Quels que soient les motifs de placement ou le statut des enfants, ces derniers doivent être traités avec respect.

Être crédible :

- ◆ Expliquer clairement au personnel les objectifs et les limites du travail du MNP et agir en conséquence.
- ◆ Faire en sorte de ne jamais promettre quoi que ce soit que les membres du MNP ne soient pas en mesure de tenir et n'entreprendre aucune action que ce mécanisme ne peut réaliser.

Respecter la confidentialité :

- ◆ Respecter la confidentialité des informations obtenues lors des entretiens privés.

21 Le réseau des Centres de Protection de l'Enfance au Maroc regroupe vingt (19) établissements disposant d'infrastructures, de moyens matériels, de cadres éducatifs et professionnels qui offrent des prestations socio-éducatives et sociales visant la réalisation des objectifs sus énoncés.

- ◆ Toute démarche nominale ne doit être entreprise qu'avec le consentement exprès et avisé de l'enfant ou de ses tuteurs, y compris le Directeur/la Directrice du centre. Cette exigence vaut également pour les médecins et interprètes qui sont tous tenus de respecter cette confidentialité.

Observer, constater écouter et parler le moins possible :

- ◆ Être un bon auditeur, une personne qui écoute et parle moins (sauf si nécessaire).
- ◆ Se rappeler que le but de la visite n'est pas de résoudre les problèmes mais plutôt de les identifier, les diagnostiquer et attirer l'attention de la Direction du centre afin qu'elle y apporte des solutions.

Eviter les discussions et confrontations ouvertes :

- ◆ Ne pas entrer dans des confrontations ou argumentations avec le Directeur/la Directrice ou le personnel du centre.
- ◆ En cas de constatations de carences, irrégularités ou pratiques non conformes aux standards définis, informer le coordinateur du MNP. Ce dernier pourra alors attirer l'attention du Directeur ou la Directrice du centre sur ces faits.

Se rappeler qu'il appartient à la Direction du centre de résoudre les problèmes, non pas au MNP.

Se munir du matériel de travail adéquat :

- ◆ Apporter du matériel de travail (bloc note, stylos/crayons, appareil photo et un dispositif d'enregistrement, si possible).
- ◆ Prévoir des grilles d'évaluation (check-lists) comprenant les standards à vérifier et/ou des grilles d'entretien.

Garder la tête froide :

- ◆ Avoir connaissance des normes et des règles/standards qui font l'objet d'examen au cours de la visite. Néanmoins, quel que soit leur nombre, leur pertinence et leur précision, ces standards ne peuvent se substituer à la perspicacité personnelle des membres du MNP.
- ◆ Ceux-ci doivent donc en toute circonstance se faire une opinion par eux-mêmes.

Avoir une attitude objective et faire preuve d'impartialité :

- ◆ S'entretenir avec le personnel et les enfants de manière impartiale et sans préjugés ;
- ◆ Eviter de critiquer et relater les observations négatives ou autres problèmes constatés dans un autre centre, devant le Directeur/la Directrice ou le personnel du centre visité ;
- ◆ Eviter de s'impliquer et de prendre parti dans des conflits interpersonnels entre le personnel, le Directeur/la Directrice et leurs supérieurs hiérarchiques ;
- ◆ Être intègre. Ne pas agir pour des motifs personnels ;
- ◆ S'acquitter de sa mission et de ses tâches en conformité avec le mandat du MNP et avec les normes internationales relatives aux droits humains qui le sous-tendent.

Être cohérent, persévérant, patient et précis :

- ◆ Collecter des informations solides et précises afin d'être en mesure d'élaborer des rapports bien documentés et de formuler des recommandations pertinentes ;
- ◆ Focaliser l'attention sur les faits, sujets, questions, pratiques et situations qui ne respectent pas de façon significative les traitements, conditions de prise en charge, ou les standards régissant le fonctionnement et le placement des enfants dans les centres de sauvegarde de l'enfance (avoir des standards précis et les connaître).

3. Préparation de la visite

Cette étape précède la visite. Elle consiste pour le MNP à réaliser les formalités administratives et la collecte d'informations préliminaires sur le centre de sauvegarde de l'enfance à visiter. Cette étape est donc essentielle. Par conséquent, l'équipe de visite devra y accorder une attention particulière, car une bonne préparation est un gage de réussite de la visite, et au final, un moyen effectif de prévenir les violences, la torture et autres mauvais traitements.

3.1. Définir les objectifs et la durée de la visite

- ◆ La préparation de la visite devrait être un cadre pour en définir les objectifs. Cette précision est essentielle, car elle permet à chacun des membres du MNP de se rappeler et d'avoir clairement à l'esprit le but de la visite qui est d'observer *in situ* le cadre et les conditions de placement ainsi que le traitement des enfants dans les CSE afin *d'une part*, d'identifier les agissements ou manquements qui pourraient être susceptibles de constituer des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. *D'autre part*, « à en analyser les causes profondes ; à comprendre la nature des problèmes systémiques et à trouver des moyens de les traiter²² ».
- ◆ Les visites doivent durer aussi longtemps que nécessaire pour effectuer un travail professionnel. Elles doivent être suffisamment longues pour que l'équipe visiteuse puisse s'entretenir avec le personnel en charge, ses subordonnés et un membre de l'équipe de surveillance.
- ◆ Ce faisant, comme recommandé par le Conseil de l'Europe, si le temps imparti pour la visite est relativement court, il est souhaitable que l'équipe de visite fixe des objectifs précis, limités et réalistes et s'attache à les réaliser au cours de la visite²³. En général, la durée de la visite dépend des facteurs suivants²⁴ :
 - ✓ La taille de l'établissement visité,
 - ✓ Le nombre d'enfants placés,
 - ✓ Le but de la visite
 - ✓ Le nombre de personnes effectuant la visite,
 - ✓ La distance et la localisation géographique du centre.

22 Conseil de l'Europe, Visiter les lieux où des enfants sont privés de liberté à la suite de procédures d'immigration ; Guide à l'intention des Parlementaires, p. 27. <https://edoc.coe.int/fr/migrations/7525-visiter-les-lieux-ou-des-enfants-sont-prives-de-liberte-a-la-suite-de-procedures-d-immigration-guide-a-l'intention-des-parlementaires.html>. (Consulté le 24 mars 2023).

23 Ibidem.

24 Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, Prepared by Trevor Stevens, Marcin Kusy, Jörg Pont and Mehmet Özkan Aslıpek, (2020), p. 6.

3.2. Élaborer des outils de collecte des données

3.2.1. L'exigence préalable d'une bonne connaissance des normes et standards régissant les CSE et plus particulièrement les enfants délinquants et les enfants en situation de danger ou en difficulté

- ◆ L'élaboration des outils de collecte des données suppose une bonne connaissance du corpus normatif international prohibant la torture et les autres mauvais traitements ainsi que ceux régissant les CSE, le placement des enfants dans ces institutions et plus généralement, ceux relatifs aux enfants délinquants et aux enfants en danger ou en difficulté.
- ◆ Ces standards sont ceux définis par le cadre normatif national qui régit les CSE (le code de procédure pénale, le manuel de procédures et le guide d'accueil des enfants, etc.). Il faut y adjoindre les normes établies par les instruments internationaux (généraux et spécifiques aux enfants) ratifiés par le Maroc,²⁵ y compris les standards non contraignants « *soft law* » tels que l'ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), l'ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (règles de Beijing), les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté dites « Règles de Havane » (1990), la CAT, l'OPCAT et la Convention des droits de l'enfant.
- ◆ Il est donc impérieux pour les membres du MNP de se référer à ces documents avant les visites, pour en maîtriser les principes et standards.²⁶

25 Voir la liste de ces instruments à la section 2.4.1. Les principes fondant la protection des enfants, y compris ceux en institution de ce guide.

26 Ces standards sont également énoncés dans les instruments européens ci bas. Bien que le Maroc ne soit pas parti à ces instruments, les standards qu'ils instituent pourraient inspirer le MNP dans l'exercice de ses visites. Council of Europe, Child-friendly juvenile justice: from rhetoric to reality, Doc. 13511; 19 May 2014. [Recommendation CM/Rec\(2008\)11 of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures](#). Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe on child-friendly justice. [Practical Guide: Monitoring places where children are deprived of liberty \(DCI - Belgium\)](#) (2016). [Recommendation CM/Rec\(2019\)11 of the Committee of Ministers on Effective guardianship for unaccompanied and separated children in the context of migration](#) and its Explanatory Memorandum. [Recommendation CM/Rec\(2008\)11 of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures. Age assessment for children in migration - A guide for policy makers](#) (2019). [Guide for Parliamentarians: Visiting places where children are deprived of their liberty as a result of immigration procedures](#) (2017). [A study of immigration detention practices and the use of alternatives to immigration detention of children](#) (2017).

— 3.2.2. *L'exigence d'une bonne connaissance des principes fondant la responsabilité de l'Etat vis à vis des enfants placés dans les CSE*

- ◆ La ratification des principaux instruments internationaux des droits de l'enfant fait naître à la charge de l'Etat marocain la responsabilité d'adopter les mesures nécessaires pour assurer la protection et le bien-être des enfants placés dans les CSE au Maroc.
- ◆ Le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies affirme sur ce point que « l'Etat est *toujours* responsable du bien être des détenus et de toute violation de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques [PIDCP] dans les centres de détention »²⁷. Cela implique que l'intégrité physique et le bien être des détenus dépendent des autorités publiques compétentes qui ont donc, l'obligation de leur fournir des prestations de services et des conditions de vie qui assurent leur bien-être et ne portent pas atteinte à leur intégrité physique.
- ◆ Ces principes sont réaffirmés par la Cour européenne des droits de l'Homme qui rappelle de manière constante que « l'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en compte de manière cohérente tout au long de la procédure »²⁸. La Cour affirme par ailleurs, qu'« en vertu de la Convention, les États ont également l'obligation positive de prendre des mesures appropriées pour protéger les personnes détenues, en particulier les personnes vulnérables »²⁹.
- ◆ Au niveau régional africain, c'est la Déclaration de Kampala (1996) qui affirme ce principe en instituant l'obligation pour l'Etat de veiller à ce que « aucun enfant détenu ou emprisonné, ou (...) dépourvu de sa liberté ne soit soumis à la torture ou à des traitements ou châtiments inhumains ou dégradants »³⁰.
- ◆ Appliqué au cadre des CSE, ce principe signifie que « les enfants placés dans les CSE « (...) doivent bénéficier d'un traitement correspondant à leur âge, être placés dans des établissements séparés des adultes, et protégés contre les mauvais traitements et les tortures³¹ ».

27 Article 10(1) PIDCP : « Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine ». Carlos Cabal et Marco Pasini Bertran c/ Australia, communication n° 1020/2001, U.N. Doc. CCPR/C/78/D/1020/2001 (2003), §.7. 2 ; « Jurisprudence du Comité des droits de l'Homme » (Partie III) : quels recours pour les victimes de la torture, Guide sur les mécanismes de communications individuelles des organes de traité des Nations, p. 209. L'emphase ajouté.

28 D.L. v. Bulgaria, no. 7472/14, 19 May 2016; Popov v. France, nos. 39472/07 and 39474/07, §§ 140- 141, 19 January 2012; R.M. and Other v. France, no. 33201/11, 12 July 2016.

29 Storck v. Germany, no. 61603/00, § 102 ECHR 2005-V; Stanev v. Bulgaria [GC], no. 36760/06, § 120, ECHR 2012; Nencheva and Others v. Bulgaria, no. 48609/06, 18 June 2013.

30 Déclaration de Kampala sur la santé en Prison en Afrique du 12 Décembre 1999 à Kampala (Ouganda), in Les recommandations Africaines pour la réforme pénale, Penal Reform International, 2008.

31 Ibid.

— 3.2.3. *L'élaboration des check-lists ou grilles d'évaluation*

- ◆ Cette phase constitue une étape cruciale dans la préparation des visites. En réalité, l'élaboration des grilles de collecte des données devrait être réalisée au moment de l'institutionnalisation du MNP et de ses outils de travail, c'est-à-dire, bien avant l'initialisation ou l'opérationnalisation des visites.
- ◆ Cette étape consiste pour le MNP à établir les check-lists à partir desquels seront analysées les constatations ou observations issues de la visite. De manière pratique, l'élaboration des grilles d'évaluation consiste à résumer et présenter les standards prohibant la torture et autres mauvais traitements en des fiches récapitulatives qui seront utilisées par le MNP pendant les visites.

— 3.3. *Collecter des informations sur le centre à visiter*

- ◆ Avant d'entreprendre une visite dans un centre de sauvegarde de l'enfance, il est essentiel que les membres du MNP se renseignent et collectent des informations sur cet établissement. Cela inclut entre autres, des informations sur les missions du centre ainsi que le type (enfant en conflit avec la loi ou enfant en situation de danger), le genre (centre pour filles ou garçons) et le nombre d'enfants hébergés, y compris les capacités d'accueil de l'établissement à visiter.
- ◆ De même, lorsque possible, il est recommandé d'obtenir des informations sur la situation géographique (ville, distance) et la superficie du centre pour d'une part, évaluer le temps nécessaire pour effectuer le voyage, et d'autre part, pour prévoir le nombre de personnes nécessaires pour réaliser la visite.
- ◆ Les informations relatives au centre et à ses activités peuvent être collectées à travers les supports ou sources suivantes :
 - ✓ Site internet de l'institution,
 - ✓ Rapports des précédentes visites du MNP -si applicable-,
 - ✓ Rapports d'organisations internationales, nationales et non gouvernementales,
 - ✓ Articles de presse,
 - ✓ Rapports des principales autorités.

3.4. Accomplir les formalités administratives

- ◆ Quelques jours avant la visite, il est recommandé de contacter la Direction du centre et de lui envoyer un courrier l'informant de la visite de la délégation du MNP (s'il s'agit d'une visite planifiée). Cette notification préalable permettra au Directeur ou à la Directrice du centre de préparer la visite et de s'assurer de la présence et la disponibilité du personnel du centre à recevoir l'équipe du MNP à la date convenue conjointement.
- ◆ L'accomplissement des formalités administratives implique également l'établissement des ordres de mission pour les membres du MNP chargés de la visite. Ces documents peuvent être requis par la Direction du centre, surtout si cette dernière n'a pas connaissance de l'existence du MNP, ni de son mandat. Il est donc recommandé de préparer ces documents et être en mesure de les présenter à la Direction du centre en cas de besoin.

3.5. Constituer les équipes de visite

- ◆ Avant d'entreprendre des visites, le MNP doit définir le profil des membres de l'équipe qui réalisera la visite. Ce choix devrait être déterminé par la nature du centre et le type de visite à entreprendre. Cela dit, il est recommandé de prévoir une équipe pluraliste et diversifiée en expertise et en genre (hommes et femmes) qui évaluera le cadre de placement et le traitement des enfants.
- ◆ La prise en compte de la dimension genre dans la composition de l'équipe de visite est recommandée et devrait autant que possible être réalisée, car « le confort psychologique des interlocuteurs a un impact significatif sur la qualité de l'entretien et l'établissement de la confiance au cours de la conversation, et donc sur l'obtention d'informations pertinentes³² ». C'est le cas des victimes de violences sexuelles qui sont souvent « très réticentes à parler de leurs expériences, en raison de diverses préoccupations psychologiques et sociales. Le fait de disposer d'une diversité non seulement professionnelle, mais aussi de genre, facilitera grandement l'établissement de la confiance nécessaire pour surmonter cette réticence³³».

32 Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, Prepared by Trevor Stevens, Marcin Kusy, Jörg Pont and Mehmet Özkan Aslıpek, (2020), p. 6.

33 Ibidem.

- ◆ Dans le cadre des CSE, l'équipe de visite devrait comprendre au moins :
 - ✓ Un ou des juristes (spécialistes de domaines tels que les droits humains, le droit humanitaire, les systèmes pénitentiaires...) ;
 - ✓ Un médecin ;
 - ✓ Un psychologue (eu égard à la situation de vulnérabilité des enfants) ;
 - ✓ Un nutritionniste ou tout autre profil jugé nécessaire par le MNP.
- ◆ Toutefois, selon ses besoins, le MNP pourrait faire appel à des experts extérieurs pour renforcer ses équipes pendant les visites dans les CSE.
- ◆ Une fois l'équipe de visite composée, il est nécessaire de choisir un chef d'équipe qui aura pour mission de diriger le travail, coordonner la délégation et répartir à l'avance les tâches et lieux à visiter. Cette répartition des tâches devrait tenir compte de l'expérience et de l'expertise de chacun des membres de l'équipe.

4. Réalisation de la visite : Etapes et modalités

- ◆ Cette étape est le cœur de la mission. Elle consiste pour le MNP à se rendre dans le centre pour y réaliser la visite qui se déroule en trois phases :

- (1) la réunion préliminaire avec le Directeur/la Directrice du centre ;
- (2) la visite des locaux, y compris les entretiens avec les pensionnaires et le personnel
- (3) la réunion de synthèse avec la Direction à la fin de la visite.

4.1. La réunion préliminaire avec le directeur du centre

- ◆ Il est recommandé de commencer la visite par une réunion préliminaire organisée avec la Direction du centre. Ce faisant, les membres du MNP devraient identifier les échelons de la hiérarchie du CSE pour être sûrs de s'adresser aux personnes adéquates.
- ◆ Cette réunion préliminaire est une opportunité permettant à l'équipe de visite de se présenter au Directeur, de présenter le MNP, ses objectifs et le but spécifique de la visite. Dans ce contexte, la délégation du MNP devrait rassurer la Direction en insistant sur le fait que la visite a pour but de réaliser un diagnostic objectif du centre, y compris le traitement et les services offerts aux enfants ainsi que des modalités de leur placement.
- ◆ Après ces présentations d'usage, l'équipe de visite invite la Direction du centre à poser des questions et à présenter son établissement et ses activités. Les informations partagées par le Directeur/la Directrice devraient inclure celles relatives au plan et à la superficie du CSE à visiter. Ainsi, le plan géographique du centre devrait être expliqué à l'équipe de visite au cours de l'entretien initial avec la Direction. Cette exigence s'impose, car la visite générale peut être difficile à planifier si le plan du CSE n'est pas connu à l'avance.
- ◆ Par ailleurs, ces informations fournies par la Direction du centre permettront aux membres du MNP de se familiariser avec le centre, de suggérer un itinéraire de visite et, lorsque nécessaire, ajuster la répartition des tâches initialement réalisée. En tout état de cause, quel que soit le déroulement de la visite, l'équipe doit garder à l'esprit qu'elle doit voir tous les lieux qui ont un rapport avec la vie dans l'établissement³⁴.
- ◆ Il est recommandé de veiller à ce que cette réunion préliminaire ne dure pas trop longtemps pour éviter de nuire au temps imparti à la visite.

34 Hernán Reyes, Visits to prisoners by the ICRC, in TORTURE, Supplementum No.1, 28-30 p., 31-01-1997, <https://www.icrc.org/en/doc/resources/documents/article/other/57jqur.htm>. (Consulté le 24 Mars 2023).

4.2. La réalisation d'un tour général du centre

- ◆ Après la réunion préliminaire, l'équipe du MNP réalise la visite des locaux qui devrait avoir lieu avant les entretiens. Cette visite devrait être réalisée par l'ensemble des membres de la délégation afin que ces derniers puissent tous avoir une vue d'ensemble des conditions de vie³⁵ dans cet établissement. En général, la visite est réalisée sous la conduite d'un membre de l'administration ou de la Direction du CSE qui se charge d'ouvrir les portes des bâtiments et autres lieux de vie³⁶.

4.2.1. La visite des bâtiments et infrastructures

- ◆ Le tour du centre inclut la visite approfondie des bâtiments³⁷, infrastructures, services et cadre de vie des enfants afin d'évaluer leur conformité aux standards de protection de l'enfance, de justice juvénile et de l'article 7 du PIDCP qui tous, prohibent la torture et les autres mauvais traitements.
- ◆ Afin d'organiser convenablement la visite, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) recommande aux membres de l'équipe de se répartir les rôles. Ainsi, un des membres de l'équipe devrait prendre « des notes spécifiques sur le plan [du centre] au fur et à mesure de la visite et pour s'assurer que tous les endroits ont été visités et qu'aucune section n'a été « oubliée »³⁸. Par ailleurs, les différences d'infrastructure, de logement ainsi que les différences d'aspect général des locaux doivent être dûment notées³⁹. Après la visite, les notes prises devraient permettre de dresser un plan du centre afin que tous les membres de l'équipe comprennent son agencement⁴⁰.

35 Ibidem.

36 Ibid.

37 Dortoirs, cuisine, infirmerie, terrain de sport, cour intérieure, aires de jeux etc.) les quartiers d'habitation, les cuisines, les latrines et autres installations hygiéniques, les cours et autres lieux récréatifs (...) les blocs de punition et tous les autres lieux liés à la vie.

38 Hernán Reyes, op. cit. Après la visite, les notes prises devraient permettre de dresser un plan du centre afin que tous les membres de l'équipe en comprennent l'agencement.

39 Ibidem.

40 Ibid.

- ◆ Le CICR recommande en outre, qu'un autre membre de l'équipe prenne note des faits observés en temps réel, notamment le nombre de pensionnaires par dortoir ou par bâtiment afin de le comparer aux chiffres officiels⁴¹. Un autre membre de l'équipe, - de préférence le médecin -devrait faire des observations cliniques sur tous les facteurs relatifs à la santé et évaluer l'état clinique⁴² des pensionnaires. Un autre membre de la délégation pourrait se voir assigner la responsabilité de vérifier les registres et autres documents importants qui consignent les informations relatives à la prise en charge et la tenue des dossiers des enfants, y compris le registre médical et le carnet médical des enfants.
- ◆ Ce partage des tâches devrait permettre à chacun des membres de l'équipe de se voir assigner un rôle particulier, de manière à couvrir adéquatement tous les lieux et composantes de la visite.

A. Configuration des dortoirs, infrastructures ou lieux de vie des enfants dans le centre

Les standards de justice juvénile et l'ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) stipulent que les enfants doivent être placés dans un environnement sain et adapté à leur situations et besoins. Ce faisant, les points suivants devraient faire l'objet d'une attention soutenue par le MNP au cours de la visite.

Les questions suivantes devraient guider les visites et constatations de l'équipe du MNP en ce qui concerne la configuration des dortoirs, infrastructures ou lieux de vie des enfants⁴³

- ✓ Les capacités d'accueil des dortoirs sont-elles respectées ?
- ✓ Les enfants sont-ils en surnombre dans les dortoirs et dans le centre en général ?
- ✓ Les enfants disposent-t-ils d'un espace nuit différent de l'espace de jour où ils travaillent et vaquent à leurs occupations ?
- ✓ Les enfants disposent-ils d'un espace suffisant pour se déplacer et vivre dans les dortoirs ?
- ✓ Chaque dortoir dispose-t-il d'un système de chauffage suffisant en hiver ?
- ✓ Les dortoirs disposent-ils de lumières suffisantes ?
- ✓ Les douches sont-elles en nombre suffisant pour les enfants ?
- ✓ Les dortoirs sont-ils bien ventilés ou aérés ?

⁴¹ Ibid.

⁴² Ibid.

⁴³ Ces questions sont extraites des procédures de supervision des centres de sauvegarde de l'enfance élaborées en 2015.

- ✓ Les infrastructures sont-elles étanches ? (existe-t-il des fuites d'eau s'écoulant des murs, du plafond ou du sol des toilettes, douches, dortoirs ?)
- ✓ Les infrastructures du CSE sont-elles adaptées à la situation et au handicap des enfants à besoin spécifiques (handicap moteurs) ?
- ✓ Les infrastructures du CSE (douches, lavabos, toilettes, dortoirs, lits) sont-elles adaptées aux jeunes enfants (-12 ans) placés dans le CSE au titre des enfants en situation de danger ?
- ✓ Les enfants en situation difficile sont-ils soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal ?

B. Hygiène des enfants et des lieux de vie

a) Hygiène des enfants

- ✓ Chaque enfant a-t-il l'opportunité de se laver au moins deux fois par semaine ?

b) Hygiène des draps et vêtements des enfants

- ✓ Chaque enfant possède-t-il un lit, un oreiller et un matelas propre et en bon état ?
- ✓ Chaque enfant dispose-t-il de literie (draps de lits et couvertures) adaptée aux saisons et au climat ?
- ✓ Les draps et taies d'oreillers des enfants sont-ils régulièrement changés ?
- ✓ Les vêtements des enfants sont-ils régulièrement lavés (au moins une fois par semaine) ?

c) Propreté des salles de bains, toilettes et dortoirs

- ✓ Les toilettes et lavabos des dortoirs occupés par les enfants de -12 ans sont-ils adaptés à leur âge ?
- ✓ Les toilettes et lavabos des dortoirs sont-ils adaptés aux enfants en situation de handicap ?
- ✓ Chaque dortoir dispose-t-il d'un nombre suffisant de toilettes propres et fonctionnelles ?
- ✓ Les lavabos sont-ils propres, fonctionnels et en nombre suffisants pour les enfants ?
- ✓ Les douches sont-elles propres, suffisamment aérées (pour l'évacuation des odeurs et moisissures). Sont-elles fonctionnelles ?
- ✓ Les dortoirs et espace de vie des enfants sont-ils propres (dépourvus de saletés, ordures, poussière visible et toiles d'araignées) ?

d) Hygiène de la cuisine et du réfectoire

- ✓ Les sols, murs, ustensiles de cuisine etc... sont-ils propres et dépourvus de graisse ?
- ✓ La cuisine et le réfectoire sont-ils dépourvus de rats, souris, insectes, cafards, etc. ?
- ✓ Les services d'hygiène assurent-ils régulièrement l'inspection des cuisines ?

4.2.2. Le traitement des enfants

A. Les services fournis aux enfants (conditions matérielles de placement)

a) procédure d'admission

- ✓ L'enfant reçoit-il des informations suffisantes sur ses droits et obligations à son arrivée dans le centre ?
- ✓ Dès leur arrivée dans le CSE, les enfants sont-ils informés en des termes accessibles et compréhensibles des règles de vie du centre ?
- ✓ Les modalités de la fouille corporelles respectent-elles la dignité et l'intimité de l'enfant ?

b) Alimentation et nourriture

- ✓ Chaque enfant a-t-il accès à l'eau potable pour boire et prendre sa douche ?
- ✓ Les enfants ont-ils accès à un repas équilibré servi à la température adéquate selon la nature du plat ?
- ✓ Les repas servis aux enfants ont-ils une valeur nutritive suffisante au maintien de la santé et de la force des enfants ?
- ✓ Les enfants ont-ils accès à de la nourriture de bonne qualité, en quantité suffisante et disponible aux heures usuelles, c'est-à-dire servie au minimum trois fois par jour, incluant le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner ?
- ✓ Le régime alimentaire est-il adapté aux particularités des enfants à besoins spécifiques (nourrisson, enfants malades...) ?

c) Produits de première nécessité

Les enfants possèdent-ils en quantité suffisante :

- ✓ Du savon de toilette et du shampoing ?
- ✓ Une brosse à dent et de la pâte dentifrice ?
- ✓ Du papier hygiénique ?
- ✓ Des serviettes propres (au moins 01) ?
- ✓ Des serviettes hygiéniques et produits nécessaires pour la toilette des filles ?

d) Soins médicaux

- ✓ Les enfants ont-ils accès à des soins médicaux, y compris dentaires et à des services de santé mentale (psychologiques) et de vaccination ?
- ✓ La présence régulière d'un médecin ou d'un(e) infirmier(ère) dans le CSE est-elle assurée ?
- ✓ Les enfants font-ils l'objet d'un examen médical au plus tard 48h après leur arrivée dans le CSE ?
- ✓ Les résultats des consultations sont-ils enregistrés dans le dossier médical de l'enfant après chaque visite médicale ?
- ✓ Le CSE dispose-t-il d'une infirmerie, des soins de premiers secours et médicaments de première nécessité ?
- ✓ L'intervention d'un médecin est-elle sollicitée en cas de signes de lacérations, blessures ou tout autre signe physique indiquant un besoin de soins médicaux immédiats de l'enfant ?
- ✓ Les enfants présentant des maladies contagieuses sont-ils isolés et les enfants violents (toxicomanes ou alcooliques) sont mis sous surveillance pour protéger la santé et la sécurité des autres résidents ?
- ✓ Les enfants à besoins spécifiques (handicap physique ou mental) reçoivent-ils des soins médicaux adaptés à leur besoins et situation ?
- ✓ Les jeunes filles mères placées dans le CSE ont-elles accès à des soins de santé maternelle et infantile liés à leur situation et pédiatriques liés à celles de leurs enfants ?

e) Activités récréatives

- ✓ Les enfants ont-ils la possibilité de faire de l'exercice physique en plein air ? Pendant combien de temps ? À quelle fréquence ?
- ✓ Des équipements et activités récréatives sont-ils prévus et organisés pour les enfants (éducation, loisirs et culture) ?
- ✓ Les enfants à besoins spécifiques ont-ils accès à des activités récréatives et sportives adaptées à leurs besoins, situation et handicaps ?

f) Contenus des programmes éducatifs ou de formation professionnelle

- ✓ Chaque enfant fait-il l'objet d'un plan individualisé de prise en charge ? Ce plan est-il adapté à l'âge, la personnalité, le sexe, le stade de développement et les besoins de l'enfant ? Combien de temps après l'admission le plan est-il préparé ? Par qui ? À quelle fréquence est-il évalué ?

- ✓ L'enfant participe-t-il à la mise en œuvre et à la mise à jour du programme individuel ?
- ✓ Le CSE dispense-t-il des programmes éducatifs et socioprofessionnels aux enfants ? Ces programmes incluent-ils des formations scolaires et professionnelles ?
- ✓ Le contenu de ces programmes est-il en adéquation avec les objectifs de rééducation et de réinsertion sociale ? sont-ils adaptés à l'âge, aux besoins et situation spécifiques des enfants placés ? Sont-ils de nature à favoriser l'autonomie sociale et économique des enfants ainsi que leur réinsertion dans la société ?
- ✓ Les enfants en situation difficile bénéficient-ils de programmes et mesures appropriés à leur âge, leur statut légal et leur besoin de protection ?

g) Liens avec la famille (droit de visite et communication)

- ✓ Les enfants ont-ils la possibilité de recevoir les visites de leurs parents ou connaissances ?
- ✓ Quelles formes revêtent les contacts avec la famille ou les connaissances (droit de visite, fréquence, conditions, durée) ?
- ✓ Les enfants sont-ils autorisés à contacter le monde extérieur, notamment avoir accès aux médias (télévision, radio), de téléphoner, recevoir du courrier et des colis ?

B. Traitement des enfants

a) Mesures disciplinaires appliquées

- ✓ Les mesures disciplinaires administrées aux enfants sont-elles prononcées à titre individuel ?
- ✓ Les mesures disciplinaires sont-elles choisies, dans la mesure du possible, en fonction de leur impact éducatif ? Sont-elles graduées en fonction de la gravité de l'acte commis par l'enfant ?
- ✓ Sont-elles proportionnelles à l'âge, aux capacités physiques et morales de l'enfant à qui elles sont appliquées. Sont-elles plus lourdes que ne le justifie la gravité de l'infraction.
- ✓ Le CSE adopte-t-il exclusivement un système de punition pour imposer le respect et l'obéissance aux lois et règlements par les enfants ? L'administration de punitions est-elle l'unique méthode utilisée par le personnel des CSE pour promouvoir le respect des règles de vie par les enfants ?
- ✓ Le CSE adopte-il également des mesures incitatives visant à encourager et féliciter les enfants dont la conduite est remarquable ou positive. ?
- ✓ Les droits de l'enfant sont-ils garantis tout au long de la procédure devant le Conseil de discipline ? L'enfant est-il informé d'une manière qui lui soit compréhensible, des faits pour lesquels il comparait devant le Conseil de discipline ?

- ✓ Les mesures disciplinaires qui constituent des châtiments corporels, la mise à l'isolement et toute punition préjudiciable à la santé physique ou mentale d'un enfant (ex: bastonnades, gifles, coups de poings, etc.) sont-elles appliquées aux enfants ?
- ✓ La réduction de nourriture, les restrictions ou l'interdiction des contacts avec la famille sont-elles appliquées aux enfants à titre de mesures disciplinaires ?
- ✓ La réduction du nombre de douche, de l'usage des toilettes, de sommeil, d'activités scolaires et la privation de soins de santé est-elle appliquée aux enfants à titre de mesures disciplinaires ?
- ✓ L'établissement recourt-il à l'isolement cellulaire et à d'autres mesures disciplinaires visant à humilier ou isoler l'enfant ?
- ✓ Les enfants sont-ils assignés des tâches physiques laborieuses disproportionnées par rapport à leur âge et capacités physiques et morales ?
- ✓ Les enfants sont-ils l'objet d'injures ou moqueries touchant à leur physique, leur santé physique, mentale ou psychique ?
- ✓ Les mesures disciplinaires administrées aux enfants sont-elles notifiées et consignées dans les dossiers des enfants ?

b) Notification des droits à l'enfant

- ✓ Les enfants sont-ils informés sans délai, d'une manière qui leur soit totalement compréhensible des actes ou manquements qu'on leur reproche avant l'application de mesures disciplinaires ?
- ✓ Les enfants ont-ils l'opportunité de s'expliquer avant qu'une mesure disciplinaire ne leur soit appliquée, quelle que soit la nature ou la gravité des actes qu'ils ont commis ?

c) Mesures de protection en cas d'allégation d'abus ou de violence à l'égard des enfants

- ✓ Des allégations de violences du personnel contre les enfants ont-elles été formulées ? Quelle est la nature de ces allégations ? Comment furent traitées ces allégations ? Des enquêtes internes ont-elles été organisées ? Ces faits ont-ils été portés à la connaissance des autorités, y compris la Police ?
- ✓ Les responsables du centre adoptent-ils des mesures provisoires à l'encontre du membre du personnel ? à l'égard de l'enfant, en cas d'allégations d'abus et violences contre les enfants ?
- ✓ Les responsables CSE adoptent-ils les mesures nécessaires pour protéger les enfants contre la récurrence ou la répétition des abus ou violences alléguées ?
- ✓ Les responsables du CSE prennent-ils les mesures nécessaires pour préserver la santé de l'enfant et s'assurent-ils que celui-ci reçoit les soins médicaux appropriés, y compris une assistance psychologique renforcée par des rencontres avec un psychologue et/ou une assistante sociale ?

d) Mesures de protection contre les vengeances ou représailles

- ✓ Existe-t-il dans le CSE, une politique interdisant expressément les mesures de représailles ou vengeances contre les enfants qui dénoncent des abus ou violences ? contre les membres du personnel qui dénoncent les violations ou abus subis par les enfants ?

C. Organisation interne du CSE

- ✓ Le personnel reçoit-il une formation spécifique sur les questions relatives aux droits des enfants ?
- ✓ Le CSE fait-il l'objet d'une organisation interne et d'un système de rotation du personnel pour assurer les services et le fonctionnement du Centre ?
- ✓ Le personnel fait-il l'objet d'une organisation interne afin d'assurer la supervision et la sécurité des enfants ?
- ✓ Le personnel est-il en nombre suffisant pour assurer une supervision et la sécurité des enfants ?
- ✓ La sécurité du CSE et de ses bâtiments est-elle assurée 24H/24 par le personnel de sécurité affecté à cette tâche.

4.3. Les entretiens avec les enfants et le personnel du CSE

- ◆ En plus de la visite des bâtiments, infrastructures et lieux de vie du centre, l'équipe du MNP réalise des entretiens avec le personnel et/ou les enfants.
- ◆ Cette étape est donc une composante importante de la visite à laquelle le MNP devra accorder une attention particulière. En effet, ces entretiens sont un moyen pour le MNP de collecter les informations leur permettant de compléter, étayer et confirmer ou infirmer les constatations faites au cours de la visite. Par ailleurs, les informations issues des entretiens permettent de vérifier, si nécessaire, les informations données⁴⁴ par les enfants. Ainsi ce temps spécial consacré à des échanges avec les enfants et le personnel permettra au MNP d'entendre le récit des conditions et modalités de placement auxquels font face les enfants du CSE.

⁴⁴ Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, op. cit.

— 4.3.1. Les recommandations éthiques de l'UNICEF comme cadre de référence pour impliquer les enfants dans les entretiens ou groupes de discussion

- ◆ Les entretiens réalisés avec le personnel adulte travaillant dans le CSE obéissent aux mêmes conditions et principes que ceux appliqués par le MNP au cours des visites dans les prisons classiques⁴⁵.
- ◆ En revanche, les entretiens réalisés avec les enfants obéissent à des règles éthiques qu'il incombe au MNP de respecter. Cela implique donc, la nécessaire adaptation des méthodes et pratiques des visites au but des CSE et la situation des enfants qui y sont placés. Ces exigences sont motivées par la vulnérabilité des enfants qui nécessite que ces derniers soient protégés tout au cours des entretiens.
- ◆ Ce faisant, les membres du MNP devraient adopter les recommandations éthiques de l'UNICEF qui devraient être un cadre de référence pour guider la préparation et la réalisation des entretiens. Ces standards garantiront la protection et la prise en compte des intérêts des enfants tout au long de la collecte des informations.

Les recommandations suivantes devraient être adoptées :

- ✓ **Protéger** les enfants et respecter leur vie privée et leur identité, (y compris leur nom et leur droit à l'image) dans toutes les phases de la collecte de données, de l'analyse, de l'utilisation des données et de la rédaction du rapport de visite. Ainsi, les membres de la délégation du MNP devraient :
 - **Respecter** le droit à la confidentialité et à la vie privée des enfants qui seront impliqués dans cette visite, notamment lors des entretiens ou groupes de discussion ;
 - **Veiller** aussi à l'anonymisation des informations individuelles collectées auprès des enfants ;
 - **Transcrire** intégralement et littéralement les propos de l'enfant, sans les déformer, sans les sortir de leur contexte, lorsqu'il exprime son opinion ou fait des recommandations ;
 - **Ne pas utiliser** les informations recueillies, dans un cadre ou un but autre que celui relatif à la mission du MNP ;
 - **Éviter** de photographier ou de publier des photos d'enfants ou leur identité.

45 Ce point ne fera donc pas l'objet d'un développement détaillé dans ce guide, contrairement aux entretiens réalisés avec les enfants placés dans ces établissements.

De même, afin de prévenir ces manquements et assurer la protection des droits et l'intérêt supérieur de l'enfant, les mesures suivantes devraient être appliquées :

- ✓ Adopter des méthodes/techniques d'entretien et un vocabulaire adapté à l'âge, au genre, et à la situation spécifique des enfants. Faire attention au langage corporel et au ton de la voix de celui qui réalise l'entretien. Ce dernier ne doit pas être intimidant⁴⁶ ;
- ✓ Communiquer de manière appropriée avec les enfants qui connaissent des situations de vie « complexes » ou diverses vulnérabilités telles que : les enfants en conflit avec la loi, les enfants victimes de violence ou les enfants en situation difficile ;
- ✓ Communiquer de manière adéquate avec les enfants concernant les sujets sensibles. Faire preuve d'empathie mais prendre le recul nécessaire pour recueillir des informations factuelles, sans jugement ni parti pris ;
- ✓ Expliquer et préciser clairement comment les informations recueillies seront utilisées. Surtout, recueillir le consentement exprès des enfants avant l'organisation des entretiens ou groupes de discussion. Ce consentement sera demandé directement aux enfants (12 ans et plus). Pour les enfants de moins de 12 ans, le consentement sera recherché auprès des parents ou tuteurs ? ou par l'intermédiaire de l'institution qui accueille ou prend en charge l'enfant ;
- ✓ Informer clairement les enfants sélectionnés de la nature volontaire de leur participation et de l'engagement de l'équipe de visite à respecter leur décision de participer, y compris en cas de désaccord ou de réticence. Ils seront également informés qu'ils peuvent cesser de participer aux entretiens ou groupes de discussion à tout moment, sans sanction, ni représailles.

— 4.3.2. Les modalités de réalisation des entretiens ou groupes de discussion

A. Les entretiens individuels

- ◆ Au cours de la visite, les membres du MNP peuvent réaliser des entretiens individuels impliquant des enfants. En général, il est recommandé de réaliser plusieurs entretiens individuels avec des enfants de différentes catégories. D'une part, cela permettra de bien évaluer la situation de ces derniers, vérifier si les informations collectées décrivent une tendance générale ou des faits isolés. D'autre part, cette démarche permettra de ne pas singulariser ou identifier les enfants qui auront dénoncé un ou plusieurs problèmes existant dans le CSE ; ce faisant les risques de représailles seront amoindris.

⁴⁶ « Tu fais du sport ici ? Quels types de sports ? », « Comment est-ce qu'on te traite ? », « Qu'est-ce qu'on te donne à manger ici ? ». Ce type de questions encouragent l'enfant à se souvenir d'événements. Conseil de l'Europe, op.cit.

Déroulement de l'entretien : réaliser un entretien est un processus délicat qui exige de :

- ✓ Identifier le (s) enfant (s) avec qui l'équipe de visite souhaite faire l'entretien. Ce choix devait être opéré par l'équipe du MNP et non par le personnel du centre. Les enfants choisis devraient autant que possible représenter les différentes catégories de pensionnaires placés dans l'établissement. Cela impliquera par exemple, de choisir à la fois des enfants en situation difficile et des enfants en conflit avec la loi. Lorsqu'il/elle est présent dans le centre, le représentant du conseil des enfants devrait faire partie du panel des enfants à interviewer ;
- ✓ Pour faciliter ce choix, l'équipe de visite pourrait demander à la Direction du CSE une liste d'enfants appartenant à des groupes vulnérables⁴⁷, puis choisir ceux à interviewer parmi cette liste. L'équipe de visite pourrait également examiner les dossiers et les registres afin d'identifier ces enfants.
- ✓ Prendre les précautions nécessaires pour que l'entretien ait lieu dans un cadre privé et confidentiel ;
- ✓ Créer un climat de confiance et s'assurer « que l'enfant se sent à l'aise pour parler (lui demander s'il préférerait parler à une personne du sexe opposé, en présence d'un autre interprète). Si l'enfant est trop jeune pour un entretien, ou s'il ne se sent pas à l'aise pour parler tout seul, une personne de confiance peut être présente. Dans ce cas, la personne qui conduit l'entretien doit garder à l'esprit que l'objectif est de connaître le point de vue de l'enfant, et donc faire tout son possible pour limiter les effets induits par la présence de cette autre personne sur l'entretien. Ainsi, si c'est un adulte qui répond aux questions, vous devez vérifier si l'enfant est d'accord ⁴⁸ » ;
- ✓ Se présenter en précisant son identité et sa fonction et en faisant clairement comprendre à l'enfant que le MNP ne dépend pas du personnel du CSE, ni de la Police. Présenter l'interprète s'il y en a un ;
- ✓ Rappeler à l'enfant que ce qu'il dira sera gardé confidentiel et ne sera pas rapporté au personnel du centre. Lui rappeler également qu'il peut mettre fin à l'entretien à tout moment, s'il ne souhaite pas le poursuivre ;
- ✓ Poser des questions ouvertes simples, accessibles à l'enfant, sur un ton informel qui lui permette de s'exprimer spontanément en relatant sa propre histoire ;
- ✓ Eviter donc les questions fermées qui orientent et incitent l'enfant à reconnaître ou confirmer une situation de fait⁴⁹ ;

47 Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, op. cit. Les groupes vulnérables incluent par exemple : les nouveaux arrivants, les filles enceintes ou les nourrices, les enfants étrangers, les enfants en situation de handicap.

48 Conseil de l'Europe, op.cit., p. 27.

49 Contrairement aux questions fermées/ (« Est-ce qu'on t'a refusé l'accès aux installations sportives ? », « As-tu été maltraité(e) ? », « Est-ce que la nourriture est bonne ? »).

- ✓ Ne pas dominer la conversation ou ne pas la mener comme s'il s'agissait d'un interrogatoire. Il faut encourager les enfants à répondre avec leurs propres mots ;
- ✓ Ecouter activement les propos rapportés par les enfants en gardant une expression neutre et sans laisser transparaître son opinion, par des signes ou un comportement qui pourrait nuire à l'instauration d'un climat de confiance⁵⁰ ;
- ✓ Déployer des compétences psychosociales adaptées permettant à l'enfant de s'exprimer et de répondre aux questions. Si l'enfant est « bouleversé par des questions ou des souvenirs, il peut être bon d'interrompre l'entretien, voire de demander une aide médicale »⁵¹ ;
- ✓ Observer le langage corporel et l'attitude de l'enfant tout au long de l'entretien pour détecter ou identifier toute situation pouvant indiquer d'éventuels mauvais traitements ;
- ✓ Se rappeler du principe NE PAS NUIRE, car « l'entretien ne vise pas à interroger l'enfant mais plutôt à écouter ses inquiétudes et recueillir des informations. Ne pas faire un usage trop mécanique des questionnaires pour ne pas donner à l'enfant l'impression qu'il subit un interrogatoire ; ce qui n'est pas dans son intérêt supérieur⁵² » ;
- ✓ Faire appel à un interprète, au cas où l'enfant parle une langue différente de celle de l'équipe de visite. Dans ce cas, l'interprète devrait être un professionnel parlant couramment les deux langues en question. Ce dernier devrait par ailleurs, être capable d'employer un langage adapté aux enfants et être en mesure de faire comprendre à l'enfant l'objectif et les raisons de la visite du MNP. Il devrait en outre, être en mesure de rapporter les propos de l'équipe de visite en des termes compréhensibles à l'enfant⁵³.

B. Les groupes de discussion

- ◆ Des groupes de discussions impliquant plusieurs enfants peuvent être organisés pour compléter les entretiens individuels. Cela pourrait être nécessaire pour comprendre globalement la situation des enfants dans le CSE et se faire une idée du climat régnant dans l'établissement. Ces groupes de discussion permettront également à l'équipe de visite d'être informée des problèmes courants relatifs aux activités, à la nourriture, aux relations avec le personnel, etc⁵⁴.

50 Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, op. cit ., p. 27.

51 Ibidem.

52 Ibid.

53 Ibid.

54 Ibid.

- ◆ De par leur nature, les groupes de discussion n'offrent pas un cadre garantissant la confidentialité des échanges avec les enfants. Il est donc souhaitable que les questions les plus sensibles [celles relatives aux traitements et services dont bénéficient les enfants] ou les questions concernant un enfant en particulier ne soient pas abordées dans ce cadre⁵⁵.
- ◆ Après les entretiens et/ou groupes de discussion, le MNP organise une réunion de synthèse ou debriefing avec la Direction du CSE.

55 Ibid.

5. Organisation d'une réunion de synthèse à l'issue de la visite

- ◆ A la fin de la visite, les membres du MNP ayant réalisé la visite devront se réunir afin d'échanger sur les informations collectées et recouper leurs impressions, notes et observations. Cette réunion permettra par ailleurs, à ces derniers de discuter/s'accorder sur les points clés à aborder au cours de l'entretien final.
- ◆ Par la suite, l'équipe de visite organise une réunion finale avec la Direction du CSE. Cet entretien final devrait permettre au MNP d'avoir une discussion confidentielle avec la Direction du centre afin de présenter un résumé des observations préliminaires et problèmes spécifiques constatés au cours de la visite.
- ◆ Cette réunion devrait aussi être l'occasion d'identifier les questions et les situations nécessitant une action immédiate, ainsi que d'autres éléments de droit et des pratiques à améliorer afin de renforcer les garanties contre les mauvais traitements des enfants. Dans ce contexte, les situations urgentes, en particulier, celles relatives à la prévention de la torture et des mauvais traitements doivent être présentées immédiatement à la Direction. Ce compte rendu devrait être fait de façon objective, sans jugement⁵⁶.
- ◆ À l'issue de ce bref aperçu, l'équipe du MNP invite avec courtoisie la Direction du CSE à répondre à la brève synthèse de la visite qui lui est présentée. Lorsque aucun problème spécifique n'a été rencontré, l'entretien avec la Direction peut être de nature plus formelle ou devenir une simple discussion. En revanche, lorsque des abus graves ont été constatés, la délégation du MNP s'adressera directement à un niveau hiérarchique supérieur afin de ne pas générer de représailles à l'encontre des personnes qui ont donné les informations relatives à ces faits. Cette dernière stratégie ne devrait être utilisée que dans des situations faisant état de violations graves des droits humains afin d'éviter de porter inutilement atteinte aux relations de travail entre les personnes qui ont donné ces informations et les responsables du CSE⁵⁷.
- ◆ A l'issue de la visite, l'équipe remercie le Directeur/la Directrice et son personnel pour leur hospitalité et leur coopération.

56 Ibid.

57 Ibid.

6. Rédiger le rapport de visite et assurer le suivi de l'exécution des recommandations

La rédaction du rapport est une étape importante de la visite. Par conséquent, sa rédaction doit être entreprise avec attention. Ce rapport est un outil visant à atteindre plusieurs objectifs clé, à savoir :

- ✓ Informer le Directeur/la Directrice du CSE de la situation réelle relative au traitement et aux conditions d'institutionnalisation des enfants ;
- ✓ Identifier et analyser les questions clés relatives à la prévention de la torture et des mauvais traitements ;
- ✓ Formuler des recommandations ;
- ✓ Mesurer les progrès accomplis (ou l'absence de progrès) en matière de prévention de la torture et des mauvais traitements ;
- ✓ Instaurer et maintenir un dialogue continu avec les autorités étatiques.

6.1. La nécessaire triangulation et analyse des informations collectées au cours de la visite

- ◆ Après la visite, le MNP rédige un rapport préliminaire de la visite et le notifie au Directeur ou à la /Directrice dans un délai raisonnable -à fixer par le MNP -afin de lui permettre de faire valoir ses observations ou objections et proposer par ailleurs un plan d'amélioration ;
- ◆ La rédaction du rapport est précédée par l'analyse des données qui permet au MNP de focaliser son attention sur les faits, sujets, questions, pratiques et situations qui ne respectent pas de façon significative les traitements, conditions de prise en charge ou les standards régissant le fonctionnement et le placement des enfants dans les centres de sauvegarde de l'enfance (avoir des standards précis et les connaître). Cela implique que le MNP ne devrait prendre en compte que les observations, constatations et pratiques qui révèlent ou attestent des écarts fréquents et significatifs identifiés au cours de la visite ;
- ◆ Par ailleurs, l'analyse devrait conduire à la triangulation des informations, c'est-à-dire que seules devraient être incluses dans le rapport, les pratiques et les faits qui sont répétés/récurrents et confirmés - dans la mesure du possible - par l'observation et/ou les entretiens et/ou les documents. Dans cette hypothèse, il doit s'agir de manquements constatés sur un échantillon représentatif de dossiers, registres observés qui confirment le non-respect récurrent des procédures ;

- ◆ En tout état de cause, ne devrait inclure dans le rapport, que ce qui aura été personnellement vu et constaté par les membres de l'équipe de visite, c'est-à-dire, ce qui a pu être observé, vu, mesuré ou documenté à partir des observations, entretiens, dossiers, registres, etc.

6.2. Les composantes et articulation du rapport de visite

6.2.1. Analyse de fond des questions relatives à la torture

- ◆ La rédaction du rapport devrait permettre au MNP de présenter une analyse de fond des questions relatives à la prévention de la torture et dresser un état des lieux des défis auxquels est confronté le CSE visité dans la prise en charge et la protection des enfants. Il s'ensuit que le rapport doit consister en une analyse de la conformité des conditions de placement avec les normes nationales et internationales pertinentes.
- ◆ Le rapport ne devrait pas se limiter à examiner la conformité ou non des pratiques, services et modalités de placement des enfants. Il doit plutôt tenter d'expliquer, au moins partiellement, les causes des éventuels écarts. Ainsi, au-delà de l'énumération des constatations, l'évaluation de la prévention de la torture et des mauvais traitements exige une analyse en profondeur des constatations pour ensuite identifier les causes profondes de nature structurelle et systémique qui pourraient expliquer les manquements observés. Cette étape est importante, car l'analyse des problèmes et de leurs causes permet de : (a) identifier les points névralgiques ou les problèmes centraux ; (b) intégrer le facteur temps dans les recommandations (ce qui peut être fait à court, moyen ou long terme) ; (c) proposer des solutions nouvelles à certains problèmes ; (d) faire progresser les normes.

6.2.2. Formulation de recommandations

- ◆ L'analyse des observations devrait aboutir à la formulation de recommandations pertinentes visant à s'attaquer aux causes profondes de la torture et des mauvais traitements et à adopter les mesures nécessaires pour les prévenir. Ainsi, le MNP devrait formuler des recommandations substantielles et pragmatiques et ne devrait pas se contenter d'énumérer simplement des observations.

- ◆ Comme le fait remarquer un auteur, les recommandations visent à prodiguer des conseils aux autorités en leur indiquant les changements à adopter⁵⁸. Cette inspection ne peut valablement être réalisée sans la production (...) d'observations issues de la visite. Elle ne peut non plus se faire de manière efficiente, qu'à travers un examen approfondi qui découle d'informations substantielles⁵⁹.
- ◆ Selon le Conseil de l'Europe, les recommandations devraient donc être « précises, clairement formulées, spécifiques, étayées par des informations documentées et fondées sur une analyse approfondie ⁶⁰ ». Elles doivent être « rédigées de manière à ce que l'amélioration suggérée soit pratiquement réalisable et soit perçue, non pas comme une condamnation pour non-conformité aux normes concernées, mais comme une occasion stimulante d'améliorer la pratique et, ce faisant, de mieux respecter les droits de l'homme⁶¹ ».
- ◆ Elles devraient par ailleurs, être SMART. C'est à dire :
 - ✓ **Spécifiques** : Une recommandation concernant une question spécifique.
 - ✓ **Mesurables** : Les visites de suivi doivent permettre d'évaluer le degré de mise en œuvre des recommandations.
 - ✓ **Réalisables** : Les recommandations doivent pouvoir être mises en pratique dans les locaux du CSE.
 - ✓ **Réaliste** : Les actions proposées doivent pouvoir être réalisées en fonction des fonds disponibles.
 - ✓ **Temporelles** : Les recommandations doivent préciser un calendrier de réalisation (court, moyen, long terme).
- ◆ Ce faisant, le rapport de visite du MNP devrait présenter : (1) les informations relatives aux principaux problèmes rencontrés durant les visites ainsi que (2) les recommandations relatives aux changements à ⁶²accomplir, sans oublier (3) celles relatives au suivi de l'exécution des recommandations.

58 GAER F., D., « First fruits: Reporting by States under the African Charter on Human and People's rights », Netherlands Quarterly of Human Rights, vol. 10, n° 1 (1992), p. 29- 42.

59 Conseil de l'Europe, Visiter les lieux où des enfants sont privés de liberté à la suite de procédures d'immigration ; op.cit.

60 Ibidem.

61 Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, op. cit, p. 16.

62 Conseil de l'Europe, Visiter les lieux où des enfants sont privés de liberté à la suite de procédures d'immigration ; op.cit.

7. Assurer le suivi des recommandations

- ◆ Il est important de se rappeler qu'une « visite n'est pas une fin en soi : sans suivi elle ne sert à rien »⁶³. Si elle doit contribuer à l'amélioration des modalités de placement des enfants, elle doit être accompagnée de mesures spécifiques relatives au suivi. Ces propos du Conseil de l'Europe rappellent que l'objectif principal du contrôle des CSE est d'encourager les autorités à améliorer les conditions et le traitement des enfants. Ce faisant, les visites et les rapports qui s'ensuivent doivent être des moyens d'atteindre cet objectif ;
- ◆ Il est donc important pour le MNP d'avoir constamment à l'esprit que la visite constitue le point de départ d'un dialogue constructif qui, sur la base de recommandations concrètes, vise à apporter des améliorations au système dans la durée. C'est pourquoi le suivi de la mise en œuvre des recommandations est une des étapes les plus importantes du processus de contrôle. Ainsi, ce suivi ne devrait pas être exclusivement limité à la programmation d'une seconde visite dans l'établissement déjà visité ;
- ◆ L'exécution des recommandations élaborées par le MNP constitue la finalité du mécanisme. Elle est par ailleurs, un des critères d'appréciation de l'effectivité du mécanisme en tant qu'outil de prévention de la torture. Il importe donc au MNP de définir au préalable une stratégie précise lui permettant de fixer un cadre global et des outils de suivi de ces recommandations. Cela inclut des indicateurs ou un modèle de tableau de bord qui permet de suivre et d'évaluer le niveau de correction des anomalies identifiées dans le rapport de visite⁶⁴ ;
- ◆ Il est également recommandé d'instituer un mécanisme interne de suivi et de désigner un membre du MNP dont la mission sera d'engager un dialogue constructif avec les autorités étatiques pour s'assurer et s'enquérir de l'état d'exécution des recommandations incluses dans le rapport. Par ailleurs, « ce mécanisme de suivi interne favorisera une meilleure exécution des recommandations issues des visites et permettra d'avoir une vue complète de leur réalisation. Ce faisant, le plus important aspect du suivi devrait être le maintien du contact continue avec l'institution visitée, même en l'absence de visite de suivi programmée⁶⁵ ».

63 Ibidem.

64 Ces outils sont actuellement utilisés par le MNP.

65 VILJOEN F., "The Special Rapporteur on prisons and conditions of Detention in Africa: Achievements and possibilities", Human Rights Quarterly, vol. 27, n° 1 (2005), p. 125-171.

- ◆ Un des moyens utilisés par les organes de contrôle pour amorcer ce dialogue constructif est d'accompagner les recommandations d'un délai d'exécution adressé aux responsables du CSE visité. Cette exigence étant une pratique solidement ancrée dans les mécanismes de contrôle des lieux de privation de liberté, il est recommandé au MNP d'accompagner ses recommandations d'un délai d'exécution au cours duquel il sera attendu des autorités concernées qu'elles s'acquittent des mesures recommandées. En cas d'inexécution des mesures recommandées dans les délais fixés, le MNP pourra initier un dialogue constructif avec les institutions concernées afin de parvenir à leur exécution.

8. Organisation d'une visite de suivi

- ◆ Il est recommandé d'instituer un système de suivi qui consiste à entreprendre une seconde visite dans un établissement déjà visité. Selon E.V.O. Dankwa ancien rapporteur spécial sur les prisons de la Commission africaine, l'impact de son travail « sera d'autant plus grand qu'il pourra retourner sur les lieux déjà visités pour voir si ses recommandations sont mises en œuvre et si des changements sont intervenus entre deux missions »⁶⁶ ;
- ◆ Cette démarche est donc pertinente, car elle permet d'avoir des éléments factuels afin de comparer et apprécier concrètement l'incidence des visites sur les conditions de détention. Ainsi, l'étape post visite est donc aussi importante que la visite elle-même, et requiert attention et planification. Dans cette hypothèse, la visite de suivi prendra la forme d'une analyse des écarts entre ce qui est attendu et ce qu'est la réalité ;
- ◆ Afin de favoriser ce suivi et par ricochet, l'exécution des mesures préconisées, il est nécessaire que les recommandations issues du rapport de visite soient adéquatement formulées et que leur mise en œuvre fasse l'objet d'un suivi accru. Ce monitoring permettrait de maintenir le contact et de fournir aux Etats l'assistance nécessaire pour appliquer les mesures suggérées⁶⁷. Ainsi, la seconde visite serait un cadre opportun pour apprécier concrètement le niveau de réalisation des recommandations formulées à l'issue de la précédente visite ;
- ◆ En pratique, cette visite de suivi est organisée selon le format de la visite initiale. Elle obéit aux mêmes formalités de préparation et de réalisation que la première visite, avec toutefois un accent spécifique sur les lacunes et carences observées et consignées dans le rapport de la visite initiale. La visite de suivi devrait donc permettre de passer en revue et observer les amendements et mesures adoptées par les responsables du CSE en réponse aux recommandations formulées dans le rapport initial ;

66 Rapport de visite : Les prisons au Mali, Seconde visite, Professeur Emmanuel Victor Oware Dankwa, Rapporteur spécial sur les prisons et les conditions de détention en Afrique (27 novembre au 8 Décembre 1998). Alice Maryvonne Yoro-Dadié, « La contribution de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples à la protection des droits des détenus », Thèse de Doctorat : Droit public soutenue, sous la direction d'Élisabeth Lambert, le 10 Juillet 2018, Université de Strasbourg.

67 Ibidem.

- ◆ La planification de la seconde visite devrait prendre en compte la nécessité pour les autorités de corriger les mesures suggérées. Ainsi, si les carences identifiées sont de nature systémique et/ou requièrent des mesures structurelles ou substantielles exigeant du temps et des moyens financiers importants, il serait souhaitable d'en tenir compte pour fixer une date et planifier la seconde visite. Il serait donc préférable d'accorder un délai raisonnable aux autorités nationales et laisser un délai adéquat entre les deux visites. Les échanges entre le MNP et les autorités du CSE devraient permettre de parvenir à un accord sur ce point.

9. Auto-évaluation

- ◆ A l'issue des visites et à intervalles régulières, le MNP devrait s'auto évaluer pour apprécier objectivement la portée de ses visites de prévention de la torture. Cela devrait inclure l'examen de ses méthodes de travail et surtout, l'exécution de ses recommandations par les institutions visitées. Cela est nécessaire, car comme le fait remarquer le Conseil de l'Europe, « l'efficacité du travail d'un organe de surveillance peut être appréciée par une évaluation de l'impact de ses rapports et de ses recommandations au fil du temps »⁶⁸.
- ◆ Ces constatations et conclusions, y compris les recommandations issues de ces analyses permettront certainement d'améliorer le mécanisme et renforcer la prévention de la torture et les autres mauvais traitements dans les CSE au Maroc. Ce faisant, les questions suivantes pourraient guide le MNP dans cette phase d'auto évaluation.
- ✓ Qu'avons-nous fait en termes d'activité ? de visites ?
- ✓ Qu'avons-nous obtenu ?
- ✓ Quelle différence avons-nous faite en matière de prévention de la torture dans les CSE ? Au Maroc ?
- ✓ Que savons-nous maintenant que nous ne savions pas auparavant ?
- ✓ Y a-t-il des lacunes ou des déficiences dans nos méthodes et modalités de visite ? nos méthodes de suivi auprès des responsables des institutions visitées ?
- ✓ Qu'est-ce que nous pourrions améliorer ? Que devons-nous faire pour y parvenir ? à court, moyen ou long terme ?

68 Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, op. cit.

10. Conclusion

Ce guide a eu pour objectif de consigner des instructions et orientations afin de guider le MNP dans la préparation, la réalisation et le suivi des visites de prévention de la torture dans les centres de sauvegarde de l'enfance au Maroc. Son contenu sera enrichi par des grilles d'évaluation ou check-lists qui seront élaborées prochainement et qui compléteront les instructions contenues dans ce guide.

11. Bibliographie

Articles scientifiques et thèse

- ✓ GAER F., D., « First fruits: Reporting by States under the African Charter on Human and People's rights », Netherlands Quarterly of Human Rights, vol. 10, n° 1 (1992), p. 29- 42.
- ✓ VILJOEN F., "The Special Rapporteur on prisons and conditions of Detention in Africa: Achievements and possibilities", Human Rights Quarterly, vol. 27, n° 1 (2005), p. 125-171.
- ✓ Alice Maryvonne Yoro-Dadié, « La contribution de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples à la protection des droits des détenus », Thèse de Doctorat : Droit public soutenue sous la direction d'Élisabeth Lambert, le 10 Juillet 2018 à l'Université de Strasbourg.

Rapports et guides

- ✓ Conseil de l'Europe, Prison Monitoring Toolkit, Prepared by Trevor Stevens, Marcin Kusy, Jörg Pont and Mehmet Özkan Aslıpek, (2020), p. 6.
- ✓ Conseil de l'Europe, Visiter les lieux où des enfants sont privés de liberté à la suite de procédures d'immigration ; Guide à l'intention des Parlementaires, p. 27. <https://edoc.coe.int/fr/migrations/7525-visiter-les-lieux-ou-des-enfants-sont-prives-de-liberte-a-la-suite-de-procedures-d-immigration-guide-a-lintention-des-parlementaires.html>. (Consulté le 24 mars 2023).
- ✓ Council of Europe, Child-friendly juvenile justice: from rhetoric to reality, Doc. 13511; 19 May 2014. [Recommendation CM/Rec\(2008\)11 of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures](#).
- ✓ Déclaration de Kampala sur la santé en Prison en Afrique du 12 Décembre 1999 à Kampala (Ouganda), in Les recommandations Africaines pour la réforme pénale, Penal Reform International, 2008.
- ✓ Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe on child-friendly justice. [Practical Guide: Monitoring places where children are deprived of liberty \(DCI - Belgium\)](#) (2016).
- ✓ [Guide for Parliamentarians: Visiting places where children are deprived of their liberty as a result of immigration procedures](#) (2017). [A study of immigration detention practices and the use of alternatives to immigration detention of children](#) (2017).
- ✓ Hernán Reyes, Visits to prisoners by the ICRC, in TORTURE, Supplementum No.1, 28-30 p., 31-01-1997, <https://www.icrc.org/en/doc/resources/documents/article/other/57jqur.htm>. (Consulté le 24 Mars 2023).

- ✓ Prévenir la torture : le rôle des mécanismes nationaux de prévention. Un guide pratique. Série sur la formation professionnelle n° 21 ; Publication des Nations Unies publiée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, (2021), p. 1, HR/P/PT/21.
- ✓ Rapport de visite : Les prisons au Mali, Seconde visite, Professeur Emmanuel Victor Oware Dankwa, Rapporteur spécial sur les prisons et les conditions de détention en Afrique (27 nov. au 8 Décembre 1998).
- ✓ [Recommendation CM/Rec\(2019\)11 of the Committee of Ministers on Effective guardianship for unaccompanied and separated children in the context of migration](#) and its Explanatory Memorandum.
- ✓ Recommendation [CM/Rec\(2008\)11](#) of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures. [Age assessment for children in migration - A guide for policy makers](#) (2019).

Jurisprudence du- Comité des droits de l'Homme et de la Cour européenne des droits de l'Homme

- ✓ Carlos Cabal et Marco Pasini Bertran c/ Australia, communication n° 1020/ 2001, U.N. Doc. CCPR/C/78/D/1020/2001 (2003), §.7. 2 ; « Jurisprudence du Comité des droits de l'Homme » (Partie III) : quels recours pour les victimes de la torture, Guide sur les mécanismes de communications individuelles des organes de traité des Nations, p. 209.
- ✓ Cour EDH, affaire POPOV c. FRANCE, n° 39472/07 et n° 39474/07, arrêt (au principal et satisfaction équitable), cinquième Section du 19/01/2012, §§ 140- 141. Cour EDH, affaire R.M. et autres c. France, Requête no 33201/11, arrêt du 12 Juillet 2016.
- ✓ Storck v. Germany, no. 61603/00, § 102 ECHR 2005-V; Stanev v. Bulgaria [GC], no. 36760/06, § 120, ECHR 2012; Nencheva and Others v. Bulgaria, no. 48609/06, 18 June 2013.

دليل إرشادات خاص بزيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إلى مراكز حماية الطفولة في المغرب

العربية



بتمويل من الاتحاد الأوروبي



الاتحاد الأوروبي

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

ينفذه مجلس أوروبا

قررت الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي توحيد معارفها و
مواردها ومصيرها المشترك، حيث قامت سويًا ببناء منطقة
يسود فيها الإستقرار والديمقراطية والتنمية المستدامة مع
الحفاظ على التنوع الثقافي و الحرص على التسامح و
الحريات الفردية، ويلتزم الاتحاد الأوروبي بتقاسم إنجازاته
وقيمه مع البلدان والشعوب الأخرى خارج حدوده

www.europa.eu

مجلس أوروبا هو المنظمة الرائدة المعنية بحقوق الإنسان في
القارة الأوروبية، و يضم 46 دولة عضوا، بما في ذلك جميع
الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي. وقد وقعت جميع الدول
الأعضاء في مجلس أوروبا على الإتفاقية الأوروبية لحقوق
الإنسان و الديمقراطية و سيادة القانون. و تشرف المحكمة
الأوروبية لحقوق الإنسان على تنفيذ الإتفاقية داخل الدول
الأعضاء

www.coe.int

بتمويل من الاتحاد الأوروبي



الاتحاد الأوروبي

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

ينفذه مجلس أوروبا

دليل إرشادات خاص بزيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إلى مراكز حماية الطفولة في المغرب

أليس ماريغون يورو-داديه

مارس 2024

النسخة العربية :

تم إعداد هذا الدليل من قبل أليس ماريون يوروداديه ، دكتوراه في القانون ، قاضية سابقة ومستشارة دولية، في إطار البرنامج المشترك "دعم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب وتطوير دور البرلمان في المغرب 2020-2024" بتمويل من الإتحاد الأوروبي وتنفيذ مجلس أوروبا.

الآراء المعبر عنها هي من مسؤولية المؤلف. ولا تعكس بأي حال من الأحوال السياسة الرسمية للإتحاد الأوروبي أو مجلس أوروبا.

يسمح باستنساخ مقتطفات (حتى 500 كلمة)، باستثناء الأغراض التجارية طالما تم الحفاظ على سلامة النص ، ولم يتم استخدام المقتطف خارج السياق ، ولا يقدم معلومات غير كاملة أو لا يضلل القارئ بحكمة أخرى فيما يتعلق بطبيعة أو نطاق أو محتوى من النص. يجب دائما الاعتراف بالنص المصدر على النحو التالي" © مجلس أوروبا ، سنة النشر".

وينبغي توجيه جميع الطلبات الأخرى المتعلقة باستنساخ/ترجمة كل أو جزء من الوثيقة إلى مديرية الاتصالات بمجلس أوروبا
أو F-67075 Strasbourg Cedex)
(publishing@coe.int).

صورة الغلاف : Shutterstock ©

تصميم الغلاف وتخطيطه : Creative Infinity

© مجلس أوروبا، مارس 2024

طبع في مجلس أوروبا من قبل : Creative Infinity

قائمة المحتويات

7	1. مقدمة
8	الاختصارات
9	2. مقدمة عامة
9	2.1. الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب
9	2.2. الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب في المغرب
10	2.3. مهام الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب
10	2.3.1. الزيارات كوسيلة مفضلة لممارسة منع التعذيب
11	2.3.2. إدراج مراكز حماية الطفولة في نطاق زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب
12	2.3.3. أنواع الزيارات المختلفة
13	2.3.4. خصائص الزيارات الوقائية:
14	2.3.5. مراحل الزيارة
15	2.4. المبادئ التي من شأنها إرشاد عمل الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب
15	2.4.1. المبادئ التي تقوم عليها حماية الأطفال، بما في ذلك أولئك المودعين في المؤسسات
17	2.4.2. المبادئ الأخلاقية التي من شأنها إرشاد الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب قبل الزيارات وأثناءها
20	3. التحضير للزيارة
20	3.1. تحديد أهداف الزيارة ومدتها
21	3.2. إعداد أدوات جمع المعطيات
	3.2.1. اشتراط الإمام الجيد المسبق بالقواعد والمعايير المتعلقة بمراكز حماية الطفولة وبصورة خاصة الأطفال الجانحين والأطفال المعرضين للخطر أو الذين يعيشون في ظروف صعبة
21	3.2.2. اشتراط الإمام الجيد بالمبادئ التي تقوم عليها مسؤولية الدولة تجاه الأطفال المودعين في مراكز حماية الطفولة
22	3.2.3. إعداد قوائم مرجعية أو شبكات التقييم
23	3.3. جمع المعلومات حول المركز المراد زيارته
23	3.4. استكمال الإجراءات الإدارية
23	3.5. تشكيل فريق الزيارة
25	4. القيام بالزيارة: المراحل والترتيبات
25	4.1. الاجتماع التمهيدي مع مدير المركز
26	4.2. القيام بجولة عامة في المركز
26	4.2.1. زيارة المباني والبنى التحتية
28	4.2.2. معاملة الأطفال

32	4.3. المقابلات مع الأطفال وموظفي مراكز حماية الطفولة
32	4.3.1. المبادئ التوجيهية الأخلاقية لليونيسف كإطار مرجعي لإشراك الأطفال في المقابلات أو مجموعات النقاش
34	4.3.2. طرق إجراء المقابلات أو مجموعات النقاش
36	5. تنظيم اجتماع ختامي في نهاية الزيارة
37	6. صياغة تقرير الزيارة ومتابعة تنفيذ التوصيات
37	6.1. التعقب والتحليل اللازمين للمعلومات التي تم جمعها خلال الزيارة
38	6.2. مكونات وبنية تقرير الزيارة
38	6.2.1. تحليل متعمق للقضايا المتعلقة بالتعذيب
38	6.2.2. صياغة التوصيات
40	7. متابعة تنفيذ التوصيات
41	8. تنظيم زيارة متابعة
42	9. التقييم الذاتي
43	10. خاتمة
44	11. قائمة المراجع

1. مقدمة

هذا الدليل هو وثيقة مرجعية تحدد المبادئ والسلوك الواجب اتباعه، فضلاً عن إجراءات التحضير والقيام بزيارات الوقاية من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة من قبل الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب (MNP) في مراكز حماية الطفولة في المغرب.

ترتبط الحاجة إلى وضع دليل خاص بمؤسسات حماية الطفل، من جهة، بخصوصية الأطفال الذين يتم إيداعهم والذين، بسبب أقليتهم وضعفهم، يحتاجون إلى حماية معززة ضد إساءة المعاملة والتعذيب وأي فعل من شأنه الإضرار بسلامتهم الجسدية أو المعنوية أو النفسية. من ناحية أخرى، نشأت هذه الحاجة بسبب خصوصية مراكز حماية الطفولة (CSE) التي هي مؤسسات لإعادة تأهيل الأطفال في نزاع مع القانون وحماية الأطفال المستضعفين أو المعرضين للخطر.

يتطلب هذا الوضع الخاص للأطفال ومراكز حماية الطفولة بالتالي تكييف أساليب وممارسات الزيارة الخاصة بالآليات الوقائية الوطنية مع سياق وحالة هؤلاء الأطفال، وفي نهاية المطاف جعل من الممكن منع العنف وغيره من ضروب إساءة المعاملة في هذه المؤسسات.

بالإضافة إلى الأسباب المذكورة أعلاه، فإن إعداد هذا الدليل يستجيب لحاجة الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب، وهي هيئة حديثة نسبياً، لوضع القواعد الأساسية ومكونات رقابتها من أجل السماح لأعضائها بالقيام بهذه الزيارات وفقاً لمعايير دقيقة ومحددة؛ لإثبات مصداقيتها وإبراز طريقة عملها.

هذه الوثيقة، المستوحاة من دليل إجراءات مراكز حماية الطفولة (المغرب 2015) ودليل زيارات الوقاية من التعذيب الذي أعدته الأمم المتحدة، هي بالتالي أداة عملية ستساعد الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب على تنفيذ مهمتها بالكامل المتمثلة في الوقاية من التعذيب في مراكز حماية الطفولة في المغرب.

تم إعداد هذا الدليل عقب دورة تدريبية ومناقشة مع أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب مما أتاح فهمًا أفضل لخصائص مراكز حماية الطفولة بالإضافة إلى احتياجات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب. وقد ساعدت هذه المناقشات على إثراء محتوى هذا الدليل وضمان تكييف محتواه مع سياق واختصاصات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب. بالإضافة إلى ذلك، خضع هذا الدليل لعملية ضمان الجودة التي أدت إلى قراءة ومراجعة دقيقة لمضمونه من قبل مجلس أوروبا وأعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب. وبالتالي، فإن هذه الأداة هي نتيجة لعملية تشاركية شارك فيها جميع أصحاب المصلحة في برنامج دعم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب الذي ينفذه مجلس أوروبا في المغرب.

الاختصارات

CAT	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CDE	Convention des droits de l'enfant
CNDH	Conseil National des Droits de l'Homme
CSE	Centre de Sauvegarde de l'Enfance
MNP	Mécanisme National de Prévention de la Torture
OPCAT	Protocole facultatif à la Convention contre la torture
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques

اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة	CAT
اللجنة الدولية للصليب الأحمر	CICR
اتفاقية حقوق الطفل	CDE
المجلس الوطني لحقوق الإنسان	CNDH
مراكز حماية الطفولة	CSE
الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب	MNP
البروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب	OPCAT
العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية	PIDCP

2. مقدمة عامة

1.2. الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب

تُعرف المادة 4 الفقرة 2 من البروتوكول الاختياري الحرمان من الحرية على أنه "أي شكل من أشكال الاحتجاز أو السجن، أو وضع شخص في مؤسسة احتجاز عامة أو خاصة لا يُسمح له بمغادرته بإرادته، بأمر من سلطة قضائية أو إدارية أو أي سلطة عامة أخرى".

الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب هي هيئات أنشئت بموجب البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب. وفقاً للمادة 3 من البروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب (OPCAT)، يجب على الدول الأطراف إنشاء أو تعيين أو الحفاظ على مستوى وطني واحد أو أكثر من هيئات الزيارة المسؤولة عن الوقاية من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة (الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب¹).

2.2. الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب في المغرب

- ♦ في المغرب، يأتي إنشاء هذه الآلية في سياق إصلاح المجلس الوطني لحقوق الإنسان (CNDH) الذي بدأ في عام 2018، والذي استجاب لضرورة منح هذه الهيئة وضعاً وفقاً لـ «مبادئ باريس». والسماح لهذه المؤسسة لتلعب الدور الرئيسي المنوط بها بموجب القانون، وهو؛ «الإلمام بالقضايا المتعلقة بحماية حقوق الإنسان والحريات، وضمان ممارستها الكاملة وتعزيزها»².
- ♦ أدى هذا الإصلاح إلى تمديد ولاية المجلس الوطني لحقوق الإنسان، والذي، بالإضافة إلى مهامه التقليدية المتمثلة في حماية وتعزيز حقوق الإنسان، بما في ذلك التحقيق في انتهاكات حقوق الإنسان، يمارس المجلس منذ ذلك الحين مهمة للوقاية من التعذيب وإساءة المعاملة، من خلال القيام بزيارات منتظمة إلى مختلف أماكن الحرمان من الحرية، مما يجعل من الممكن فحص الوضع والمعاملة المخصصة للأشخاص المحرومين من حريتهم.
- ♦ هذا الإصلاح الوطني هو جزء من الإطار العام للمشاركة المتزايدة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في حماية حقوق الإنسان ومنع التعذيب وإساءة المعاملة. ولهذه الغاية، أدخل البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة لعام 2002 «نموذجاً خاصاً للرقابة الوقائية يجمع بين الرقابة الدولية المزدوجة (من قبل اللجنة الفرعية للوقاية من التعذيب (SPT) والرقابة الوطنية (بواسطة الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب) من خلال زيارات غير معلنة للأماكن التي يُحرم فيها الأشخاص من حريتهم»³.

1 منع التعذيب: دور الآليات الوقائية الوطنية. دليل عملي. سلسلة التدريب المبني رقم 21؛ منشور للأمم المتحدة صادر عن مفوضية الأمم المتحدة السامية لحقوق الإنسان، (2021)، ص. 1، HR/P/PT/21.

2 منع التعذيب: دور الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب، المرجع السابق.

3 المرجع نفسه، ص. 9-9. ويستند هذا البعد المزدوج للرقابة الوقائية إلى مبدأ أن "كل من هذه الآليات والتفاعل بينها يمكن أن يقلل من حالات التعذيب وإساءة المعاملة في الدول الأطراف في البروتوكول الاختياري.

- ♦ في إطار هذه التشكيلة، من المتوقع أن «تقوم الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب بدور هام للغاية في ترجمة الإرادة السياسية للوقاية من التعذيب وإساءة المعاملة إلى أعمال ملموسة «على أرض الواقع»، لأن تواتر زياراتها سيكمل الزيارات الدورية التي تقوم بها اللجنة الفرعية المعنية بمنع التعذيب⁴.

مهمة مراكز حماية الأطفال وأنواع الأطفال

الذين يتم إيداعهم هناك

مراكز حماية الطفولة هي مؤسسات اجتماعية - تعليمية تستقبل الأطفال في نزاع مع القانون وكذلك الأطفال الآخرين الذين يعيشون في أوضاع صعبة. الأطفال في نزاع مع القانون: بناء على قرار من المحكمة، يتم إيواء الأطفال المخالفين للقانون، أي الأطفال الذين ارتكبوا مخالفات وجرائم جنائية، في هذه المؤسسات، وفقاً للمادتين 471 و481 من قانون الإجراءات الجنائية المغربي.

وتتمثل مهمة هذه المؤسسات في إعادة تعليم هؤلاء الأطفال بهدف إعادة دمجهم في المجتمع، سواء في المجالات الأكاديمية أو المهنية. وبذلك تقوم هذه المراكز بصياغة مقترحات توجيهية وتقديمها إلى السلطات القضائية بهدف اتخاذ الإجراءات القانونية المناسبة للأطفال. كما تقدم هذه المؤسسات خدمات اجتماعية وتعليمية وصحية من شأنها أن تساعد في إعادة تأهيل الأطفال وإعادة دمجهم في المجتمع. بالإضافة إلى ذلك، تقدم مراكز حماية الطفولة تدريبات أكاديمية ومهنية لتعزيز الاستقلال الاجتماعي والاقتصادي للأطفال.

الأطفال الذين يعيشون في ظروف صعبة: كما تستقبل هذه المراكز الأطفال الذين يعيشون في ظروف صعبة، وفقاً للكتاب الثالث من قانون المسطرة الجنائية المغربي. في هذا السياق، تضمن هذه المؤسسات حماية ورعاية الأطفال (أقل من 16 عاماً) الذين لم يرتكبوا جريمة ولكنهم يجدون أنفسهم في وضع صعب. هؤلاء هم الأطفال الذين، بسبب البيئة التي يجدون أنفسهم فيها أو يعيشون فيها، أو الأطفال الذين، بسبب أوضاعهم الشخصية، يتعرضون أو يواجهون مواقف تعرضهم للخطر أو تهدد نموهم أو صحتهم (جسدية أو معنوية أو نفسية) أو تعليمهم.

- ♦ من أجل تنفيذ هذه المهمة الرقابية الجديدة في المغرب، أنشأ المجلس الوطني لحقوق الإنسان مجموعة من الآليات الوطنية، بما في ذلك الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، وهي هيئة رقابة تمارس رقابة وقائية من التعذيب، من خلال زيارة أماكن الحرمان من الحرية، بما في ذلك السجون ومراكز حماية الطفولة ومستشفيات الأمراض النفسية ومؤسسات الرعاية الاجتماعية، إلخ⁵.

3.2. مهام الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب

1.3.2. الزيارات كوسيلة مفضلة لممارسة منع التعذيب

تمارس الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب رقابة وقائية في المغرب⁶:

- ✓ تحدد أنماط التعذيب وتكشف عن المخاطر المنهجية للتعذيب.
- ✓ لا تقوم بالتحقيق في شكاوى التعذيب أو إساءة المعاملة ولا تبت فيها، حتى عندما يتم اكتشافها أثناء زيارتهم.
- ✓ ليست هيئة تحقيق.

4 المرجع السابق.

5 المادة 11 من القانون 15-76 المتعلق بإعادة تنظيم المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

6 منع التعذيب: دور الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب، دليل عملي، سلسلة التدريب المبي رقم 21؛ منشور للأمم المتحدة صادر عن مفوضية الأمم المتحدة السامية لحقوق الإنسان، (2021)، ص. 1، HR/P/PT/21. وللآليات الوقائية الوطنية أيضاً وظيفة استشارية تتضمن تقديم توصيات إلى سلطات الدولة (الأزاء والمقترحات والتقارير)؛ تقديم المقترحات التشريعية؛ فحص القواعد المتعلقة بالاحتجاز (القواعد والتعليمات وأساليب وممارسات الاستجواب) والأسئلة المتعلقة بالموظفين المشاركين في الاحتجاز في مراكز الشرطة أو الاحتجاز السابق للمحاكمة، والاستجواب ومعاملة الأشخاص المحرومين من حريتهم (بما في ذلك، على سبيل المثال، : الموظفين المكلفين بإنفاذ القانون، والموظفون المدنيون أو العسكريون أو الطيبون، والموظفون العموميون)؛ المساهمة في تقارير الدول الأطراف أو تقديم تقاريرها الخاصة إلى آليات حقوق الإنسان ومتابعة توصياتها. تشمل الوظيفة التعليمية للآليات الوقائية الوطنية المشاركة في التدريب وإعداد البرامج التعليمية والتوعوية في المدارس والجامعات والأماكن المهنية؛ ومراجعة مناهج المؤسسات التعليمية لضمان إدراج التنقيف والمعلومات حول حظر التعذيب في تدريب الموظفين المكلفين بإنفاذ القانون، والموظفين المدنيين أو العسكريين، والعاملين في المجال الطبي، والموظفين المدنيين وغيرهم من الأشخاص الذين يحتمل أن يكونوا متورطين في الاحتجاز في مراكز الشرطة أو الاحتجاز السابق للمحاكمة أو الاستجواب أو معاملة أي فرد تحت أي شكل من أشكال الاحتجاز. تشمل وظيفة التعاون المشاركة من خلال حوار هادف مع سلطات الدولة الطرف وأصحاب المصلحة الآخرين المعنيين بمنع التعذيب وإساءة المعاملة.

- ◆ تتمثل المهمة الرئيسية للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب في القيام بزيارات إلى أماكن الحرمان من الحرية لفحص معاملة وظروف احتجاز الأشخاص المحرومين من حريتهم، بهدف تعزيز حمايتهم من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة.
- ◆ وبشكل أكثر تحديداً، تهدف الزيارة الوقائية إلى تحديد الأفعال أو الانتهاكات التي من المحتمل أن تشكل أعمال تعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة؛ وتحليل الأسباب الجذرية؛ فهم طبيعة المشاكل المنهجية وإيجاد طرق للتعامل معها»⁷.
- ◆ الزيارات الوقائية «لا يُقصد بها الرد على وقائع أو ادعاءات محددة، بل تهدف إلى ضمان أن بيئة الحرمان من الحرية، على هذا النحو، من غير المرجح أن تؤدي إلى مثل هذه الوقائع والادعاءات»⁸.
- ◆ زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب «استباقية بطبيعتها ويمكن إجراؤها في أي وقت، حتى في حالة عدم وجود مشاكل واضحة»⁹. «فهي تركز على مكان الاحتجاز - الذي يُنظر إليه على أنه نظام - بدلاً من التركيز على الأفراد الموجودين فيه، بهدف نهائي هو تحسين حماية جميع الأفراد من التعذيب وغيره من أشكال إساءة المعاملة، وبشكل أعم، ضمان احترام حقوقهم وكرامتهم»¹⁰.
- ◆ هذه الزيارات الوقائية «هي جزء من حوار مستمر وبناء مع السلطات المختصة بهدف تحسين نظام الاحتجاز على المدى الطويل»¹¹.

2.3.2. إدراج مراكز حماية الطفولة في نطاق زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب

- ◆ تمتد زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب لتشمل جميع الأماكن التي يحتمل أن يحرم فيها الأشخاص أو قد يحرمون من حريتهم، بمعنى أنهم ليسوا أحراراً في المغادرة (المادة 4 من البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب). لذلك يجب أن تتمتع الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بوصول غير محدود إلى جميع الأماكن التي يحتمل أن يُحرَم فيها الأشخاص أو قد يحرمون من حريتهم، بموجب أمر صادر عن السلطات.

7 <https://www.apr.ch/fr/centre-de-connaissances/toolkit-mnp/activites/visites-preventives> (تم الاطلاع عليه في 19 آذار/مارس 2023).

8 المرجع نفسه.

9 المرجع السابق.

10 المرجع السابق.

11 المرجع السابق.

♦ ضمن هذا الإطار، تمتد زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إلى مراكز حماية الطفولة¹² التي، على الرغم من أنها ليست مؤسسات للحرمان من الحرية «في حد ذاتها»، هي جزء من اختصاص الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب. إن إدراج مراكز حماية الطفولة في هذا المجال من الزيارات ناتج عن تفسير أوسع لمصطلح «مكان الحرمان من الحرية» كما هو منصوص عليه في القانون 15-76 الذي يعيد تنظيم المجلس الوطني لحقوق الإنسان والبروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب.

♦ إن إدراج مراكز حماية الطفولة في نطاق زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب يعني ضمناً أن هذه الآلية مختصة بالقيام بزيارات وممارسة الرقابة في هذه المؤسسات من أجل منع إساءة المعاملة أو التعذيب أو الأفعال الأخرى التي تؤثر على السلامة الجسدية أو الأخلاقية للأطفال.

3.3.2. أنواع الزيارات المختلفة

يمكن للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إجراء عدة أنواع من الزيارات حسب الأهداف المنشودة. وتشمل:

الزيارات المتعمقة

♦ تغطي هذه الزيارات جميع جوانب الظروف المعيشية ومعاملة الأشخاص المحرومين من حريتهم. من خلال القيام بذلك، فإنها تسمح بإجراء تحليل متعمق لمجموعة واسعة من القضايا، بما في ذلك الضمانات الإجرائية، وظروف الوصول إلى الغذاء والرعاية الصحية، وظروف عمل الموظفين في المكان الذي تمت زيارته¹³.

♦ في سياق مراكز حماية الطفولة، ستسمح هذه الزيارات للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بتحليل طرق معاملة الأطفال وإيداعهم. على هذا النحو، ستسمح هذه الزيارات للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بالحصول على فهم شامل وكامل للمركز الذي تمت زيارته.

الزيارات المواضيعية

♦ تهدف هذه الزيارات إلى دراسة مشاكل معينة في مؤسسة (مثل الطعام، المعاملة، ترتيبات الإيداع). غالباً ما يتم «اختيار هذه المواضيع الخاصة بعد الادعاءات المتكررة حول قضايا معينة - سواء تم تحديدها من قبل الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب نفسها أو من قبل الجهات الفاعلة الأخرى (المنظمات غير الحكومية أو وسائل الإعلام)»¹⁴.

12 انظر النصوص المتعلقة بمراكز حماية الطفولة على موقع وزارة الشباب والثقافة والاتصال:

<https://mjcc.gov.ma/fr/departements/jeunesse/textes-juridiques> (تم الاطلاع عليه في 31 مايو 2023).

13 <https://www.apt.ch/fr/centre-de-connaissances/toolkit-mnp/activites/visites-preventives> (تم الاطلاع عليه في 19 آذار/مارس 2023).

14 المرجع السابق.

زيارات المتابعة

- ◆ يتم إجراء هذا النوع من الزيارات بعد زيارة أولية تقوم بعدها الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بصياغة توصيات. تتم زيارة المتابعة للتحقق مما إذا كانت التوصيات التي تمت صياغتها مسبقًا قد تم تنفيذها.

الزيارات المخصصة

- ◆ يتم تنظيم هذا النوع من الزيارات بعد حدث كبير (حريق أو إضراب، على سبيل المثال). قد تكون ضرورية إذا كانت الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب قد جمعت معلومات تشير إلى ممارسات تعسفية متكررة في مؤسسة معينة. في هذه الحالة، تهدف الزيارات المخصصة إلى التحقيق في القضايا ذات الاهتمام الخاص. لذلك يجب أن توفر برامج الزيارة درجة من المرونة للسماح بتنظيم هذه الزيارات غير المخطط لها والتي تلعب دورًا مهمًا وتشكل جزءًا من عمل الوقاية الذي تقوم به الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب¹⁵.
- ◆ بغض النظر عن نوع الزيارات المختارة، يمكن للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إجراء زيارات مبرمجة أو غير معلن عنها، أي الزيارات التي تتم دون إشعار مسبق.

4.3.2. خصائص الزيارات الوقائية¹⁶:

زيارات منتظمة وليست فريدة

يجب تكرار هذه الزيارات مع بعض التواتر.

الزيارات الاستباقية والتي لا تأتي كاستجابة

تحدث هذه الزيارات قبل وليس بعد. فهي لا تستجيب للشكاوى ولكنها تأتي في أي وقت، حتى في حالة عدم وجود أي مشكلة ظاهرة.

زيارات شاملة وغير فردية

لا تهدف هذه الزيارات إلى إيجاد حل للحالات الفردية. تهدف إلى تحليل مكان الاحتجاز كنظام. ولذلك فهي تتعلق بجميع مكونات الحرمان من الحرية وتهدف إلى تحديد أي عنصر يحتمل أن يشكل تعذيباً أو إساءة معاملة أو يمكن أن يؤدي إلى نوع آخر من انتهاك حقوق الإنسان.

15 المرجع نفسه. تقوم الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب أيضًا بزيارات استباقية. وهي زيارات للتحقيق في ادعاءات معينة. وعادة ما يتم تنظيمها بناءً على شكوى موجهة إلى الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب من قبل محتجز أو أحد أفراد أسرته أو منظمة غير حكومية. في المغرب، بحكم مهامها، لا تقوم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بزيارات استباقية، لأنها لا تقوم بمهمة تحقيق على أساس شكاوى المحتجزين.

16 هذا القسم مأخوذ من: <https://www.apr.ch/sites/default/files/publications/RoleForPhysicians-Fr%20%282%29.pdf>

الزيارات القائمة على التعاون وليس الإبلاغ

تشكل الزيارة نقطة الانطلاق لحوار بناء مهدف، على أساس توصيات ملموسة، إلى إدخال تحسينات على النظام على المدى القصير وكذلك على المدى الطويل.

5.3.2. مراحل الزيارة

تتم الزيارات على ثلاث مراحل إلزامية وهي كالتالي:

✓ تحديد الغرض من الزيارة؛ ✓ جمع المعلومات المتاحة لتقديم معلومات عن المركز وأنشطته؛ ✓ تنظيم عمل الفريق (تحديد محاور التقييم وتحديد دور كل عضو في الفريق المسؤول عن تنفيذ الزيارة.	التحضير للزيارة
✓ إجراء مقابلة أولية مع مدير المركز؛ ✓ البدء بزيارة مباني المركز من أجل إبداء الملاحظات؛ ✓ الاطلاع على السجلات؛ ✓ إجراء المقابلات على انفراد مع بعض المقيمين؛ ✓ إجراء مقابلات مع الموظفين؛ ✓ تنظيم اجتماع في عين المكان لأعضاء فريق الزيارة من أجل (1) تبادل المعلومات التي تم جمعها أثناء الزيارة، (2) تقييم التقدم المحرز في الزيارة، (3) التحضير للاجتماع الختامي مع مدير المؤسسة التي تمت زيارتها؛ ✓ تنظيم لقاء ختامي مع مدير أو مديرة المؤسسة.	القيام بالزيارة
✓ القيام بإعداد مشروع تقرير أولي عن الزيارة؛ ✓ القيام بإخطار المدير بالتقرير في غضون موعد نهائي (يتم تحديده لاحقًا) حتى يكون لديه الوقت اللازم لتقديم ملاحظاته أو اعتراضاته واقتراح خطة تدابير إصلاحية أو «خطة تحسين»؛ ✓ إعداد التقرير الختامي أو النهائي الذي يتضمن ردود وملاحظات مدير المؤسسة التي تمت زيارتها؛ ✓ وضع خطة متابعة لتنفيذ التوصيات؛ ✓ التخطيط لزيارة متابعة لمراقبة وتقييم تنفيذ التدابير الإصلاحية التي اعتمدها المؤسسة.	إعداد تقرير الزيارة والتخطيط لأنشطة المتابعة

4.2. المبادئ التي من شأنها إرشاد عمل الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب

1.4.2. المبادئ التي تقوم عليها حماية الأطفال، بما في ذلك أولئك المودعين في المؤسسات

يجب أن تخضع زيارة مراكز حماية الطفولة للمبادئ المنصوص عليها في الصكوك الدولية الرئيسية لحماية حقوق الإنسان التي صادق عليها المغرب¹⁷، بما في ذلك تلك الخاصة بالأطفال¹⁸. يتعلق الأمر بالمبادئ التالية:

عدم الإضرار:

◆ يعني هذا المبدأ أنه عند القيام بزيارات إلى مراكز حماية الطفولة، يجب على أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب التأكد من أن تصرفاتهم وتدخلاتهم الهادفة إلى منع التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة ضد الطفل لا تعرض الطفل لمزيد من الأذى. وبالتالي فإن هذا المبدأ يعني ضمناً أنه في كل مرحلة من مراحل التحضير للزيارة وتنفيذها، يجب على فريق الزيارة للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب التأكد من أن الأطفال المودعين في هذه المؤسسات لا يتعرضون لأي ضرر نتيجة لسلوكهم أو أفعالهم أو قراراتهم. وهذا يعني أيضاً أنه عندما تقوم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بزيارة، يجب إيلاء سلامة ومصالح الطفل الفضلى الأولوية على أي اعتبار آخر؛

◆ لا ينبغي لأي زيارة أن تشكل في هذا المبدأ. وهذا، يجب على الفريق الزائر التأكد من عدم حدوث أي ضرر للأطفال أو العائلات نتيجة جمع معلوماتهم أو الاحتفاظ بها أو مشاركتها¹⁹.

17 العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية والعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية (1966) : اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة القاسية واللاإنسانية والمهينة وبروتوكولها الاختياري المؤرخ 18 ديسمبر / كانون الأول 2002، الاتفاقية الدولية لحماية جميع الأشخاص من الاختفاء القسري المؤرخة 20 ديسمبر / كانون الأول 2006؛ كما تم التصديق على بروتوكول اتفاقية باليرمو بشأن الاتجار بالأشخاص وكذلك البروتوكول الإضافي لهذه الاتفاقية في مايو 2009، اتفاقية مكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية؛ الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم المؤرخة 18 ديسمبر / كانون الأول 1990، وصادق عليها المغرب في 21 يونيو / حزيران 1993؛ اتفاقية حماية الأشخاص ذوي الإعاقة وبروتوكولها الإضافي الذي يضمن لبؤلاء الأشخاص مجموعة من الحقوق الخاصة: اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDF)؛ البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (6 أكتوبر 1999) بإنشاء لجنة مسؤولة عن مراقبة تنفيذ هذه الاتفاقية، في عام 2011.

18 الاتفاقية المتعلقة بحقوق الطفل (1989)؛ البروتوكول الاختياري لاتفاقية حقوق الطفل المتعلق ببيع الأطفال وبغاء الأطفال واستغلال الأطفال في المواد الإباحية: اتفاقية لاندراوت المؤرخة في 25 تشرين الأول/أكتوبر 2007؛ الاتفاقية الدولية بشأن الولاية القضائية والقانون المنطبق والاعتراف والتنفيذ والتعاون في المسائل المتعلقة بالمسؤولية الأبوية وحماية الطفل، المنشورة في الجريدة الرسمية رقم 5108 بتاريخ 15 أيار/مايو 2003. الاتفاقية رقم 182 بشأن أسوأ أشكال عمل الأطفال والاتفاقية رقم 190 بشأن حظر أسوأ أشكال عمل الأطفال والبروتوكول الاختياري لاتفاقية حقوق الطفل بشأن اشتراك الأطفال في المنازعات المسلحة المتعلقة بالأطفال.

وينبغي إضافة إعلانات وقرارات الأمم المتحدة التالية إلى هذه القائمة: قواعد الأمم المتحدة الدنيا لمعاملة المعتقلين (قواعد نيلسون مانديلا)، وقواعد الأمم المتحدة الدنيا لإدارة شؤون قضاء الأحداث (قواعد بيجين (1985)، وقواعد الأمم المتحدة لحماية الأحداث المجردين من الحرية (قواعد هافانا)، التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة في قرارها 11/45، والغرض من هذا الصك هو وضع مجموعة من القواعد أو المعايير الدنيا التي تطبق عند إيداع الطفل في مؤسسة أو مركز (جنائي أو إصلاحي أو تعليمي أو وقائي) من أجل تعزيز إعادة الاندماج الاجتماعي. مبادئ الأمم المتحدة التوجيهية لمنع جنوح الأحداث: مبادئ الرياض التوجيهية (1990). وهي تقدم نهجاً شاملاً وإيجابياً للوقاية وإعادة الإدماج الاجتماعي، وتفصل الاستراتيجيات الاقتصادية والاجتماعية التي تشمل جميع مجالات المجتمع تقريباً.

المصلحة الفضلى للطفل

- ♦ وفقاً لاتفاقية حقوق الطفل (CDE) (المادة 3 الفقرة 1)، يعني هذا المبدأ أنه «(...) في جميع القرارات المتعلقة بالأطفال، سواء الصادرة عن مؤسسات الرعاية الاجتماعية العامة أو الخاصة أو المحاكم أو السلطات الإدارية أو الهيئات التشريعية، يجب أن تولى مصالح الطفل الفضلى الاعتبار الأساسي²⁰»؛
- ♦ يجب تطبيق هذا المبدأ الأساسي من قبل فريق الزيارة للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب في جميع تدخلاته أثناء القيام بالزيارات وصياغة توصيات للحماية والبحث عن حلول، على المدى القصير والطويل، وكذلك في جميع القرارات والإجراءات التي قد تؤثر الطفل. يجب أن يدعم هذا المبدأ ويوجه الزيارات وتقرير الزيارة، بما في ذلك التوصيات.

الكرامة الإنسانية للطفل

- ♦ يعني هذا المبدأ أن للأطفال، كأعضاء في الأسرة البشرية، قيمة متأصلة وغير قابلة للتصرف لا يمكن تدميرها أو انتزاعها أو قياسها ولا تعتمد على أي شيء ولا تخضع لأيّة شروط؛
- ♦ هذا يعني أنه خلال عملية الزيارة، بما في ذلك المقابلات، يجب معاملة الأطفال المودعين في مراكز الحماية باحترام متأصل في كرامتهم الإنسانية. كما يعني أن احترام الحقوق يجب أن يسود على أي ممارسة يمكن اعتبارها ضارة. يحظر هذا المبدأ صراحة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة.

الحق في الحياة والبقاء والنمو

- ♦ هذا يعني أن الأطفال الضعفاء، بمن فيهم أولئك المعرضون للخطر، يتمتعون، بصفتهم أصحاب حقوق، بالحق في الحياة والبقاء والنمو المعترف به في اتفاقية حقوق الطفل؛
- ♦ بالمقابل، هذا يعني أن أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب عليهم التزام قانوني بالإبلاغ أو فهرسة الممارسات التي لا تحترم حقوق الأطفال المودعين في مراكز الحماية؛
- ♦ يشير هذا المبدأ إلى أنه خلال الزيارة، يجب على أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن يكونوا يقظين، على وجه الخصوص، عندما يكون هناك انتهاك لحقوق الإنسان. وبهذا، يجب عليهم بالتالي صياغة التوصيات اللازمة لتصحيح أوجه القصور الملحوظة من أجل حماية هؤلاء الأطفال بشكل مناسب من المخاطر المتعلقة بالمعاملة أو ظروف الإيداع أو الإيذاء أو العنف أو الإهمال أو الاستغلال التي قد تؤثر على حقهم في الحياة والبقاء والنمو أو التعرض للخطر.

الموافقة على المشاركة في المقابلات أثناء الزيارة

- ◆ تتطلب مشاركة الأطفال شرعًا واضحًا للغرض والهدف من جمع المعلومات أثناء المقابلات أو مجموعات النقاش وإمكانية إعطاء هذا الطفل موافقة شفوية أو كتابية و / أو رفض المشاركة.

2.4.2. المبادئ الأخلاقية التي من شأنها إرشاد الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب قبل الزيارات وأنثناءها

- ◆ زيارة أماكن الحرمان من الحرية مهمة حساسة للغاية تتطلب احترام المبادئ الأخلاقية²¹. في الواقع، يمكن لتصرفات أعضائها أن يشجع قبول أو رفض الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب واستنتاجاتها من طرف المسؤول عن المؤسسة. كما أنه من المهم أن يتم إبلاغ أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بالسلوك الذي يجب اتباعه أثناء الزيارات؛

- ◆ ولهذا الغرض، تم وضع المبادئ التالية، المستوحاة من دليل الأمم المتحدة للتدريب حول الرقابة عل حقوق الإنسان وتكييفها مع خصوصيات الزيارات إلى مراكز حماية الطفولة في المغرب. هذه المبادئ هي:

التصرف بمسؤولية واحترام تجاه موظفي المركز الذي تتم زيارته:

- ◆ التصرف بأدب واحترام تجاه إدارة وموظفي المركز الذي تتم زيارته؛

- ◆ عدم التصرف بازدرأ تجاههم؛

- ◆ احترام قواعد عمل المركز.

احترام الأطفال (المودعين) في المؤسسة: مهما كانت أسباب الإيداع أو وضع الأطفال، يجب معاملتهم باحترام.

التحلي بالمصداقية:

- ◆ الشرح للموظفين أهداف وحدود عمل الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بوضوح والتصرف وفقًا لذلك؛

- ◆ عدم تقديم وعود أبدًا بأي شيء لا يستطيع أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب الوفاء به، وعدم اتخاذ أي إجراء لا تستطيع هذه الآلية القيام به.

21 تضم شبكة مراكز حماية الطفولة في المغرب عشرين (19) مؤسسة ذات بنية تحتية وموارد مادية وأطر تعليمية ومهنية تقدم خدمات اجتماعية وتعليمية واجتماعية تهدف إلى تحقيق الأهداف المذكورة أعلاه.

احترام السرية:

- ◆ احترام سرية المعلومات التي يتم الحصول عليها أثناء المقابلات الشخصية؛
- ◆ يجب ألا تتخذ أي إجراءات اسمية إلا بموافقة صريحة ومستنيرة من الطفل أو أولياء أموره، بمن فيهم مدير أو مديرة المركز. وينطبق هذا الشرط أيضاً على الأطباء والمترجمين الشفويين المطالبين جميعاً باحترام هذه السرية.

المراقبة، الملاحظة، الاستماع والتحدث بأقل قدر ممكن:

- ◆ كن مستمعاً جيداً، شخصاً يستمع ويتحدث بأقل قدر ممكن (إلا إذا لزم الأمر)؛
- ◆ تذكر أن الغرض من الزيارة ليس حل المشكلات بل التعرف عليها وتشخيصها ولفت انتباه إدارة المركز حتى يتمكنوا من إيجاد الحلول.

تجنب المناقشات والمواجهات المفتوحة:

- ◆ لا تدخل في مواجهات أو مجادلات مع مدير /مديرة المركز أو موظفي المركز؛
- ◆ في حالة اكتشاف أوجه القصور أو المخالفات أو الممارسات التي لا تتوافق مع المعايير المحددة، قم بإبلاغ منسق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب، يمكن لهذا الأخير بعد ذلك لفت انتباه مدير أو مديرة المركز إلى هذه الوقائع؛
- ◆ تذكر أن حل المشاكل يرجع إلى إدارة المركز وليس للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب.

إحضار معدات العمل المناسبة:

- ◆ إحضار معدات العمل (مفكرة وأقلام رصاص وكاميرا وجهاز تسجيل إن أمكن)؛
- ◆ تجهيز شبكات التقييم (قوائم مرجعية) بما في ذلك المعايير التي سيتم التحقق منها و / أو شبكات المقابلة.

المحافظة على الهدوء:

- ◆ معرفة بالقواعد / المعايير التي تخضع للفحص أثناء الزيارة. ومع ذلك، بغض النظر عن عددها وأهميتها ودقتها، لا يمكن لهذه المعايير أن تحل محل البصيرة الشخصية لأعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب؛
- ◆ لذلك يجب عليهم تكوين رأيهم الخاص في جميع الظروف.

الموضوعية والحياد.

- ◆ التحدث إلى الموظفين والأطفال بحيادية ودون تحيز؛
- ◆ تجنب النقد والإبلاغ عن الملاحظات السلبية أو غيرها من المشاكل التي لوحظت في مركز آخر، أمام المدير أو المديرية أو موظفي المركز الذي تمت زيارته؛
- ◆ تجنب التورط والانحياز إلى جانب في النزاعات الشخصية بين الموظفين والمدير ورؤسائهم في التسلسل الهرمي؛
- ◆ التحلي بالنزاهة. عدم التصرف وفقا لأسباب شخصية؛
- ◆ تنفيذ المهام وفقاً لولاية الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب ووفقاً للمعايير الدولية لحقوق الإنسان التي تقوم عليها.

الانساق والمثابرة والصبر والدقة

- ◆ جمع معلومات سليمة ودقيقة من أجل التمكن من إعداد تقارير موثقة جيداً وصياغة التوصيات ذات الصلة؛
- ◆ تركيز الانتباه على الوقائع والمواضيع والأسئلة والممارسات والمواقف التي لا تحترم بشكل كبير ظروف الرعاية أو المعايير التي تحكم سير عمل وإيداع الأطفال في مراكز حماية الطفولة - (وجود معايير محددة ومعرفتها).

3. التحضير للزيارة

◆ هذه الخطوة تسبق الزيارة. وتتجلى في قيام الآلية الوقائية الوطنية بتنفيذ الإجراءات الإدارية وجمع المعلومات الأولية عن مركز حماية الطفولة الذي سيتم زيارته. لذلك فإن هذه الخطوة ضرورية. بالتالي، يجب على فريق الزيارة أن يولمها اهتمامًا خاصًا، لأن الإعداد الجيد هو ضمان لنجاح الزيارة، وفي نهاية المطاف، وسيلة فعالة لمنع العنف والتعذيب وغيره من ضروب إساءة المعاملة.

1.3. تحديد أهداف الزيارة ومدتها

◆ يجب أن يكون التحضير للزيارة إطار عمل لتحديد الأهداف. هذه الدقة ضرورية، لأنها تتيح لكل عضو في الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن يتذكر ويضع في اعتباره بوضوح الغرض من الزيارة. وهو الملاحظة في الموقع لإطار العمل وظروف الإيداع وكذلك معاملة الأطفال في المراكز، بغرض من ناحية، بتحديد الأفعال أو الإغفالات التي من المحتمل أن تشكل أفعال تعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة. من ناحية أخرى، «لتحليل الأسباب الجذرية؛ فهم طبيعة المشاكل النظامية وإيجاد طرق للتعامل معها»²².

◆ يجب أن تستمر الزيارات طالما كانت ضرورية لأداء عمل مهني. يجب أن تكون طويلة بما يكفي حتى يتمكن فريق الزيارة من التحدث إلى الموظفين المسؤولين، ومروؤوسهم وعضو في فريق المراقبة.

◆ وبهذا، على النحو الذي أوصى به مجلس أوروبا، إذا كان الوقت المخصص للزيارة قصيرًا نسبيًا، فمن المستحسن أن يضع الفريق الزائر أهدافًا دقيقة ومحدودة وواقعية ويسعى جاهداً لتحقيقها خلال الزيارة²³. بشكل عام، تعتمد مدة الزيارة على العوامل التالية²⁴:

- ✓ مساحة المؤسسة التي تمت زيارتها،
- ✓ عدد الأطفال المودعين،
- ✓ الغرض من الزيارة،
- ✓ عدد الأشخاص الذين يقومون بالزيارة،
- ✓ المسافة والموقع الجغرافي للمركز.

22 مجلس أوروبا، زيارة الأماكن التي يُحرم فيها الأطفال من حريتهم عقب إجراءات الهجرة: دليل البرلمانيين، ص. 27.
<https://edoc.coe.int/fr/migrations/7525-visiter-les-lieux-ou-des-enfants-sont-prives-de-liberte-a-la-suite-de-procedures-d-immigration-guide-for-Parliamentarians.html> (تم الاطلاع عليه في 24 مارس 2023).

23 المرجع نفسه.

24 مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، من إعداد تريفور ستيفنز، مارسين كوسي، يورغ بونت ومحمد أوزكان أصلبيك، (2020)، ص. 6.

2.3. إعداد أدوات جمع المعطيات

1.2.3. اشتراط الإمام الجيد المسبق بالقواعد والمعايير المتعلقة بمراكز حماية الطفولة وبصورة خاصة الأطفال الجانحين والأطفال المعرضين للخطر أو الذين يعيشون في ظروف صعبة

◆ يفترض إعداد أدوات جمع المعطيات وجود معرفة جيدة بمجموعة القوانين الدولية التي تحظر التعذيب وغيره من ضروب المعاملة السيئة بالإضافة إلى تلك المتعلقة بالتعليم الاجتماعي والاقتصادي، وإيداع الأطفال في هذه المؤسسات، وبشكل أعم، تلك المتعلقة بالأطفال الجانحين والأطفال المعرضين للخطر أو الذين يعيشون في ظروف صعبة.

◆ هذه المعايير هي تلك التي يحددها الإطار المعياري الوطني المتعلق بمراكز حماية الطفولة (قانون المسطرة الجنائية بالإضافة إلى دليل الإجراءات، ودليل رعاية الأطفال، وما إلى ذلك). يضاف إلى ذلك المعايير التي وضعها الصكوك الدولية (العامة والخاصة بالأطفال) التي صادق عليها المغرب²⁵، بما في ذلك معايير «القانون غير الملزم» مثل مجموعة القواعد الدنيا للأمم المتحدة لمعاملة المحتجزين (قواعد نيلسون مانديلا)، وقواعد الأمم المتحدة النموذجية الدنيا لإدارة قضاء الأحداث (قواعد بكين)، وقواعد الأمم المتحدة لحماية الأحداث المجردين من حريتهم المعروفة باسم «قواعد هافانا» (1990)، واتفاقية مناهضة التعذيب، والبروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب واتفاقية حقوق الطفل. لذلك من الضروري لأعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب الرجوع إلى هذه الوثائق قبل الزيارات من أجل إتقان المبادئ والمعايير²⁶.

2.2.3. اشتراط الإمام الجيد بالمبادئ التي تقوم عليها مسؤولية الدولة تجاه الأطفال المودعين في مراكز حماية الطفولة

◆ أدى التصديق على الصكوك الدولية الرئيسية لحقوق الطفل إلى تحميل الدولة المغربية مسؤولية اتخاذ التدابير اللازمة لضمان حماية ورفاه الأطفال المودعين في مراكز حماية الطفولة في المغرب.

25 انظر قائمة هذه الصكوك في القسم 1.4.2. المبادئ التي تقوم عليها حماية الأطفال، بما في ذلك أولئك الموجودين في المؤسسات في هذا الدليل.

26 هذه المعايير موضحة أيضاً في الصكوك الأوروبية أدناه. على الرغم من أن المغرب ليس طرفاً في هذه الصكوك، إلا أن المعايير التي وضعها يمكن أن تلهم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب في ممارسة زياراتها. مجلس أوروبا، العدالة المراعية للطفل: من أت إلى الواقع، الوثيقة 13511: 19 مايو 2014. توصية لجنة الوزراء 11 (2008) CM/Rec للدول الأعضاء بشأن القواعد الأوروبية للأحداث المخالفين للقانون الخاضعين لعقوبات أو تدابير. المبادئ التوجيهية للجنة وزراء مجلس أوروبا بشأن العدالة المراعية للطفل. دليل عملي: مراقبة الأماكن التي يُسلب الأطفال فيها حريتهم (المنظمة العالمية للدفاع عن الأطفال - بلجيكا) (2016). التوصية 11 (2019) CM/Rec الصادرة عن لجنة الوزراء بشأن الوصاية الفعالة للأطفال غير المحصنين والمنفصلين عن ذويهم في سياق الهجرة ومذكرتها التفسيرية. التوصية 11 (2008) CM/Rec الصادرة عن لجنة الوزراء للدول الأعضاء بشأن القواعد الأوروبية للأحداث المخالفين للقانون الخاضعين لعقوبات أو تدابير. تقييم العمر للأطفال في الهجرة - دليل لصانعي السياسات (2019). دليل للبرلمانيين: زيارة الأماكن التي يُحرم فيها الأطفال من حريتهم نتيجة إجراءات الهجرة (2017). دراسة عن ممارسات احتجاز المهاجرين واستخدام بدائل لاحتجاز المهاجرين للأطفال (2017).

- ◆ تؤكد اللجنة المعنية بحقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة في هذا الصدد أن «الدولة مسؤولة دائماً عن رفاهية المحتجزين وعن أي انتهاك للمادة 10 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية في مراكز الاحتجاز»²⁷. وهذا يعني أن السلامة الجسدية للمحتجزين ورفاههم تعتمد على السلطات العامة المختصة التي تلتزم بالتالي بتزويدهم بالخدمات والظروف المعيشية التي تضمن سلامتهم ولا تضر بسلامتهم الجسدية.
- ◆ تم إعادة تأكيد هذه المبادئ من قبل المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، التي تذكر باستمرار أنه «يجب مراعاة مصالح الطفل الفضلى باستمرار طوال الإجراءات»²⁸. كما تؤكد المحكمة أنه «بموجب الاتفاقية، يقع على عاتق الدول أيضاً التزام إيجابي باتخاذ التدابير المناسبة لحماية الأشخاص المحتجزين، ولا سيما الأشخاص الضعفاء»²⁹.
- ◆ على المستوى الإقليمي الأفريقي، فإن إعلان كمبالا (1996) هو الذي يؤكد هذا المبدأ من خلال وضع التزام الدولة بضمن «عدم تعرض أي طفل محتجز أو مسجون، أو (...) محروم من الحرية التعذيب أو المعاملة أو العقوبة اللاإنسانية أو المهينة»³⁰.
- ◆ عند تطبيق هذا المبدأ على إطار عمل مراكز حماية الطفولة، فإن هذا المبدأ يعني أن «الأطفال المودعين في مراكز حماية الطفولة» (...) يجب أن يستفيدوا من معاملة مناسبة لأعمارهم، ويتم وضعهم في مؤسسات منفصلة عن البالغين، وحمايتهم من إساءة المعاملة والتعذيب»³¹.

3.2.3. إعداد قوائم مرجعية أو شبكات التقييم

- ◆ تشكل هذه المرحلة مرحلة حاسمة في التحضير للزيارات. في الواقع، يجب أن يتم إعداد شبكات جمع المعطيات أثناء إضفاء الطابع المؤسسي على الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب وأدوات عملها، أي قبل بدء الزيارات أو تنفيذها بوقت طويل.
- ◆ تتكون هذه الخطوة من قيام الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بإنشاء قوائم مرجعية يتم من خلالها تحليل النتائج أو الملاحظات الناتجة عن الزيارة. من الناحية العملية، يتألف إعداد شبكات التقييم من تلخيص وعرض المعايير التي تحظر التعذيب وغيره من ضروب المعاملة القاسية في صحائف موجزة ستستخدمها الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أثناء الزيارات.

27 المادة 10 (1) من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية: "يعامل كل شخص يُحرم من حريته بإنسانية وياحترام للكرامة المتأصلة في الإنسان". كارلوس كابل وماركو باسيني بيرتران ضد أستراليا، الشكاوى رقم 1020/2001، وثيقة الأمم المتحدة CCPR/C/78/D/1020/2001، 2003، الفقرة 2.7: "اجتهادات لجنة حقوق الإنسان" (الجزء الثالث): ما هي سبل الانتصاف لضحايا التعذيب، دليل آليات الشكاوى الفردية لهيئات معاهدات الأمم المتحدة، ص. 209.

28 ل.م. ضد بلغاريا، عدد 14/7472، 19 مايو 2016؛ بوبوف ضد فرنسا، عدد. 07/39472 و 07/39474، الفترات 140-141، 19 يناير 2012؛ ر.م. وآخرون ضد فرنسا، عدد 11/33201، 12 يوليو 2016.

29 ستورك ضد ألمانيا، عدد 00/61603، الفقرة 102، المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان 2005-V؛ ستانيف ضد بلغاريا [الغرفة الكبرى]، عدد 06/36760، الفقرة 120، المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان 2012؛ نانشفيا وآخرون ضد بلغاريا، عدد 06/48609، 18 يونيو 2013.

30 إعلان كمبالا بشأن الصحة في السجون في أفريقيا الصادر في 12 ديسمبر / كانون الأول 1999 في كمبالا (أوغندا)، في التوصيات الأفريقية لإصلاح نظام العقوبات، المنظمة الدولية لإصلاح نظام العقوبات، 2008.

31 المرجع السابق.

3.3. جمع المعلومات حول المركز المراد زيارته

- ◆ قبل القيام بزيارة إلى مركز حماية الطفولة، من الضروري أن يقوم أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بالبحث وجمع المعلومات حول هذه المؤسسة. وهذا يشمل، من بين أمور أخرى، معلومات عن مهام المركز وكذلك الفئة (طفل في نزاع مع القانون أو طفل معرض للخطر)، والجنس (مركز للفتيات أو الأولاد) وعدد الأطفال الذين تم إيداعهم، بما في ذلك ساعات الاستقبال للمؤسسة المراد زيارتها.
- ◆ وبالمثل، عند الإمكان، يوصى بالحصول على معلومات عن الموقع الجغرافي (المدينة، المسافة) ومساحة المركز من أجل تقييم الوقت اللازم للقيام بالرحلة، ومن ناحية أخرى، توفير عدد الأشخاص اللازمين للزيارة.

- ◆ يمكن جمع المعلومات المتعلقة بالمركز وأنشطته من خلال وسائل الإعلام أو المصادر التالية:

- ✓ موقع المؤسسة؛
- ✓ تقارير زيارات الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب السابقة -إن وجدت-؛
- ✓ تقارير المنظمات الدولية والوطنية وغير الحكومية؛
- ✓ مقالات صحفية؛
- ✓ تقارير السلطات الرئيسية.

4.3. استكمال الإجراءات الإدارية

قبل أيام قليلة من الزيارة، يوصى بالاتصال بإدارة مركز حماية الطفولة وإرسال رسالة إليه لإبلاغه بزيارة وفد الآلية الوقائية الوطنية (إذا كانت زيارة مبرمجة). سيسمح هذا الإخطار المسبق لمدير /مديرة المركز بالتحضير للزيارة ولضمان حضور وتوافر موظفي المركز لاستقبال الآلية الوقائية الوطنية في التاريخ المتفق عليه بشكل مشترك.

إتمام الإجراءات الإدارية يتضمن أيضاً إعداد أوامر مهمة لأعضاء الآلية الوطنية لمنع التعذيب المسؤولين عن الزيارة. قد تطلب إدارة المركز هذه الوثائق، خاصة إذا لم يكن الأخير على علم بوجود الآلية الوطنية لمنع التعذيب، ولا بتفويضها. لذلك يوصى بإعداد هذه الوثائق والقدرة على تقديمها لإدارة المركز إذا لزم الأمر.

5.3. تشكيل فريق الزيارة

- ◆ قبل القيام بالزيارات، يجب على الآلية الوطنية لمنع التعذيب تحديد خصائص أعضاء الفريق الذي سيقوم بالزيارة. يجب تحديد هذا الاختيار حسب طبيعة المركز المراد زيارته ونوع الزيارة التي سيتم القيام بها. ومع ذلك، فمن المستحسن أن يكون لديك فريق متعدد ومتنوع من حيث الخبرة والجنس (رجال ونساء) الذي سيقوم بإطار إيداع ومعاملة الأطفال.

♦ يوصى بمراعاة البعد القائم على النوع في تكوين فريق الزيارة وينبغي تنفيذه قدر الإمكان، لأن «الراحة النفسية للمحاورين لها تأثير كبير على جودة المقابلة وبناء الثقة أثناء المحادثة، وبالتالي بشأن الحصول على المعلومات ذات الصلة»³². هذه هي حالة ضحايا العنف الجنسي الذين غالبًا ما يكونون «مترددون جدًا في الحديث عن تجاربهم بسبب مخاوف نفسية واجتماعية مختلفة. إن وجود التنوع ليس فقط على المستوى المهني، ولكن أيضًا على أساس النوع، سيقطع شوطًا طويلاً في بناء الثقة اللازمة للتغلب على هذا التردد»³³.

♦ في إطار مركز حماية الطفولة، يجب أن يشتمل فريق الزيارة، على الأقل، على:

- ✓ محام واحد أو أكثر (متخصصون في مجالات مثل حقوق الإنسان والقانون الإنساني وأنظمة السجون وما إلى ذلك)؛
- ✓ طبيب؛
- ✓ طبيب نفسي (في ضوء حالة الأطفال الهشة)؛
- ✓ اختصاصي تغذية أو أي مختص آخر تعتبره الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب ضروري.

♦ ومع ذلك، بناءً على احتياجاتها، يمكن للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب استدعاء خبراء خارجيين لتعزيز فرقها أثناء الزيارات إلى مراكز حماية الطفولة.

♦ بمجرد تشكيل فريق الزيارة، من الضروري اختيار قائد الفريق الذي سيكون مسؤولاً عن توجيه العمل وتنسيق الوفد وتوزيع المهام والأماكن التي ستتم زيارتها مسبقًا. يجب أن يأخذ توزيع المهام هذا في الاعتبار تجارب وخبرات كل عضو في الفريق.

32 مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، من إعداد تريفور ستيفنز، مارسين كوسي، يورغ بونت ومحمد أوزكان أصليليك، (2020)، ص. 6.

33 المرجع نفسه.

4. القيام بالزيارة: المراحل والترتيبات

- ◆ هذه الخطوة هي جوهر المهمة. وتتكون من ذهاب الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إلى المركز للقيام بالزيارة التي تتم على ثلاث مراحل:
- ✓ (1) الاجتماع التمهيدي مع مدير أو مديرة المركز؛
- ✓ (2) القيام بزيارات إلى أماكن العمل، بما في ذلك إجراء مقابلات مع المقيمين والموظفين؛
- ✓ (3) اجتماع ختامي مع الإدارة في نهاية الزيارة.

1.4. الاجتماع التمهيدي مع مدير المركز

- ◆ يوصى ببدء الزيارة باجتماع تمهيدي يتم تنظيمه مع إدارة المركز. وبهذا، يجب على أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب من التعذيب تحديد مستويات التسلسل الهرمي لمركز حماية الطفولة للتأكد من أنهم يتحدثون إلى الأشخاص المناسبين.
- ◆ هذا الاجتماع التمهيدي هو فرصة لفريق الزيارة لتقديم أنفسهم للمدير، وتقديم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب، وأهدافها والغرض الخاص من الزيارة. في هذا السياق، يجب على وفد الآلية طمأنة الإدارة بأن الغرض من الزيارة هو إجراء تشخيص موضوعي للمركز، بما في ذلك المعاملة والخدمات المقدمة للأطفال وكذلك طرق إيداعهم.
- ◆ بعد هذه العروض التقديمية المعتادة، يدعو فريق الزيارة إدارة المركز لطرح الأسئلة وتقديم مؤسسته وأنشطته. يجب أن تتضمن المعلومات التي يشاركها مدير أو مديرة المركز تلك المتعلقة بمخطط ومساحة مركز حماية الطفولة الذي سيتم زيارته. كذلك، يجب شرح المخطط الجغرافي للمركز لفريق الزيارة خلال الاجتماع التمهيدي مع الإدارة. هذا المطلوب ضروري لأنه قد يكون من الصعب التخطيط للزيارة العامة إذا كان مخطط المركز غير معروف مسبقاً.
- ◆ علاوة على ذلك، ستسمح هذه المعلومات المقدمة من قبل إدارة المركز لأعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بالتعرف على المركز، واقتراح مسار الزيارة، وعند الضرورة، تعديل توزيع المهام الذي تم إجراؤه في البداية. على أي حال، بغض النظر عن مسار الزيارة، يجب على الفريق أن يضع في اعتباره أنه يجب عليهم رؤية جميع الأماكن التي لها علاقة بالحياة في المؤسسة³⁴.
- ◆ يوصى بالتأكد من أن هذا الاجتماع التمهيدي لن يستمر طويلاً لتجنب الاقتطاع من الوقت المخصص للزيارة.

34 هينرنا رئيس، زيارات إلى السجناء من قبل اللجنة الدولية للصليب الأحمر، في التعذيب، الملحق رقم 1، 30-28، ص. 31-30، 1997-01-31، <https://www.icrc.org/en/doc/resources/documents/article/other/571qur.htm> (تم الاطلاع عليه في 24 آذار/مارس 2023).

2.4. القيام بجولة عامة في المركز

- ◆ بعد الاجتماع التمهيدي، يقوم فريق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بزيارة الموقع التي يجب أن تتم قبل المقابلات. وينبغي أن يقوم بهذه الزيارة جميع أعضاء الوفد حتى يتسنى لهم جميعاً إلقاء نظرة عامة على الظروف المعيشية³⁵ في هذه المؤسسة. بشكل عام، تتم الزيارة بتوجيه من أحد أعضاء الإدارة أو إدارة مركز حماية الطفولة المسؤولة عن فتح أبواب المباني وأماكن المعيشة الأخرى³⁶.

1.2.4. زيارة المباني والبنى التحتية

- ◆ تشمل جولة المركز زيارة متعمقة للمباني³⁷ والبنى التحتية والخدمات والبيئة المعيشية للأطفال من أجل تقييم مدى امتثالهم لمعايير حماية الطفل وقضاء الأحداث والمادة 7 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية التي تحظر جميعها التعذيب وغيره من ضروب إساءة المعاملة.
- ◆ من أجل تنظيم الزيارة بشكل صحيح، توصي اللجنة الدولية للصليب الأحمر (CICR) بأن يقوم أعضاء الفريق بتقسيم الأدوار. وبالتالي، يجب على أحد أعضاء الفريق تدوين «ملاحظات خاصة حول مخطط [المركز] خلال الزيارة والتأكد من أن جميع الأماكن قد تمت زيارتها وأنه لم يتم «نسيان»³⁸ أي قسم. علاوة على ذلك، يجب ملاحظة الاختلافات في البنى التحتية والإسكان والاختلافات في المظهر العام للمباني على النحو الواجب. بعد الزيارة، يجب أن تتيح الملاحظات التي تم تدوينها وضع مخطط للمركز بحيث يفهم جميع أعضاء الفريق تصميمه⁴⁰.
- ◆ توصي اللجنة الدولية كذلك بأن يأخذ عضو آخر في الفريق علماً بالوقائع التي لوحظت في الوقت الفعلي، ولا سيما عدد السكان في كل غرفة نوم أو لكل مبنى من أجل مقارنتها بالأرقام الرسمية⁴¹. يجب على عضو آخر في الفريق – ويفضل أن يكون طبيباً – إجراء ملاحظات سريرية على جميع العوامل المتعلقة بالصحة وتقييم الحالة السريرية⁴² للمقيمين. يمكن تكليف عضو آخر من الوفد بمسؤولية التحقق من السجلات وغيرها من الوثائق الهامة التي تسجل المعلومات المتعلقة برعاية والاحتفاظ بملفات الأطفال، بما في ذلك السجل الطبي والدفتر الطبي للأطفال.
- ◆ يجب أن يسمح تقاسم المهام هذا بإسناد دور معين لكل عضو في الفريق، بحيث يغطي بشكل كاف جميع أماكن ومكونات الزيارة.

35 المرجع نفسه.

36 المرجع السابق.

37 غرف النوم والمطبخ والمستوصف والملاعب الرياضية والفناء الداخلي والملاعب وما إلى ذلك (...) أماكن المعيشة والمطابخ والمراحيض والمرافق الصحية الأخرى والمساحات والأماكن الترفيهية الأخرى (...) وحدات العقاب وجميع الأماكن الأخرى المتعلقة بالمعيشة.

38 هيرنان ريبس، المرجع السابق. بعد الزيارة، يجب أن تتيح الملاحظات التي تم تدوينها وضع مخطط للمركز بحيث يفهم جميع أعضاء الفريق تصميمه.

39 المرجع نفسه.

40 المرجع السابق.

41 المرجع السابق.

42 المرجع السابق.

أ. تصميم غرف النوم والبنى التحتية أو أماكن المعيشة الخاصة بالأطفال في المركز

تنص معايير قضاء الأحداث وقواعد الأمم المتحدة النموذجية الدنيا لمعاملة السجناء (قواعد نيلسون مانديلا) على وجوب وضع الأطفال في بيئة صحية تتكيف مع ظروفهم واحتياجاتهم. وهذا، يجب أن تولى الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب اهتمامًا وثيقًا بالنقاط التالية أثناء الزيارة.

يجب أن توجه الأسئلة التالية زيارات فريق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب والنتائج المتعلقة بتكوين غرف النوم والبنى التحتية أو أماكن المعيشة الخاصة بالأطفال⁴³

- ✓ هل يتم احترام ساعات الاستقبال في غرف النوم؟
- ✓ هل يوجد عدد كبير جدًا من الأطفال في غرف النوم وفي المركز بشكل عام؟
- ✓ هل يتمتع الأطفال بمساحة نوم مختلفة عن مساحة النهار حيث يعملون ويمارسون أعمالهم؟
- ✓ هل لدى الأطفال مساحة كافية للتنقل والعيش في غرف النوم؟
- ✓ هل تحتوي كل غرفة نوم على نظام تدفئة كاف في فصل الشتاء؟
- ✓ هل غرف النوم بها أضواء كافية؟
- ✓ هل هناك حمامات كافية للأطفال؟
- ✓ هل غرف النوم جيدة التهوية؟
- ✓ هل البنية التحتية مانعة لتسرب الماء؟ (هل هناك مياه تتسرب من الجدران أو السقف أو أرضية المراحيض والاستحمام وغرف النوم؟)
- ✓ هل تم تكييف البنى التحتية لمراكز حماية الطفولة مع حالة وإعاقة الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة (الإعاقات الحركية)؟
- ✓ هل البنى التحتية في مراكز حماية الطفولة (الحمام والأحواض والمراحيض وغرف النوم والأسرة) مناسبة للأطفال الصغار (الأقل من 12 عامًا) المودعين في مراكز حماية الطفولة للأطفال المعرضين للخطر؟
- ✓ هل الأطفال الذين يعيشون في أوضاع صعبة مفصلون عن الأطفال المخالفين للقانون؟ هل يخضعون لنظام مناسب لسنهم ووضعهم القانوني؟

ب. النظافة الصحية العامة للأطفال وأماكن المعيشة

النظافة الصحية العامة للطفل

- ✓ هل لكل طفل فرصة للاستحمام مرتين على الأقل في الأسبوع؟

نظافة ملابس وملابس الأطفال

- ✓ هل لكل طفل سرير ووسادة ومرتبتي نظيفة وبحالة جيدة؟
- ✓ هل لكل طفل مقروشات (ملابس وبطانيات) تتكيف مع الفصول والمناخ؟

- ✓ هل يتم تغيير ملاءات الأطفال وأكياس الوسائد بانتظام؟
- ✓ هل تُغسل ملابس الأطفال بانتظام (مرة واحدة على الأقل في الأسبوع)؟

◆ نظافة الحمامات والمراحيض وغرف النوم

- ✓ هل المراحيض وأحواض الغسيل الموجودة في غرف النوم التي يشغلها الأطفال دون سن 12 عامًا ملائمة لأعمارهم؟
- ✓ هل المراحيض وأحواض الغسيل الموجودة في غرف النوم مناسبة للأطفال ذوي الإعاقة؟
- ✓ هل يوجد في كل غرفة نوم عدد كافٍ من المراحيض النظيفة والعملية؟
- ✓ هل أحواض الغسيل نظيفة وعملية وكافية في العدد للأطفال؟
- ✓ هل الحمامات نظيفة وجيدة التهوية (إزالة الروائح والعفن). هل هي عملية؟
- ✓ هل أماكن نوم الأطفال وأماكن المعيشة نظيفة (خالية من الأوساخ والقمامة والغبار المرئي وأنسجة العنكبوت)؟

◆ نظافة المطبخ وقاعة الطعام

- ✓ هل الأرضيات والجدران وأدوات المطبخ وما إلى ذلك نظيفة وخالية من الدهون؟
- ✓ هل المطبخ وغرفة الطعام خاليان من الجرذان والفئران والحشرات والصراصير وما إلى ذلك؟
- ✓ هل تقوم مصالح النظافة بفحص المطابخ بانتظام؟

2.2.4. معاملة الأطفال

أولاً- الخدمات المقدمة للأطفال (الشروط المادية للإيداع)

أ. إجراءات القبول

- ✓ هل يتلقى الطفل معلومات كافية عن حقوقه وواجباته عند وصوله إلى المركز؟
- ✓ بمجرد وصولهم إلى مركز حماية الطفولة، هل يتم إبلاغ الأطفال بمصطلحات سهلة الفهم بقواعد الحياة في المركز؟
- ✓ هل تحترم أساليب التفتيش الجسدي كرامة وخصوصية الطفل؟

ب. النظام الغذائي والطعام

- ✓ هل يحصل كل طفل على مياه نظيفة للشرب والاستحمام؟
- ✓ هل يحصل للأطفال على وجبة متوازنة تقدم في درجة حرارة مناسبة حسب طبيعة الطقس؟
- ✓ هل اللوجبات المقدمة للأطفال قيمة غذائية كافية للحفاظ على صحة وقوة الأطفال؟
- ✓ هل يحصل للأطفال على طعام جيد وبكميات كافية ومتاحة في الأوقات المعتادة، أي يتم تقديمه على الأقل ثلاث مرات في اليوم، بما في ذلك الإفطار والغداء والعشاء؟

✓ هل النظام الغذائي يتكيف مع خصوصيات الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة (رضع، أطفال مرضى، إلخ)؟

ت. الضروريات الأساسية

هل للأطفال ما يكفي من:

- ✓ صابون المرحاض وغسل الشعر؟
- ✓ فرشاة ومعجون الأسنان؟
- ✓ ورق المرحاض؟
- ✓ مناشف نظيفة (على الأقل واحدة)؟
- ✓ الفوط الصحية والمنتجات اللازمة لنظافة الفتيات؟

ث. الرعاية الطبية

- ✓ هل يحصل الأطفال على الرعاية الطبية، بما في ذلك خدمات طب الأسنان والصحة النفسية واللقاحات؟
- ✓ هل هناك وجود منتظم لطبيب أو ممرضة في مراكز حماية الطفولة؟
- ✓ هل يخضع الأطفال لفحص طبي في موعد أقصاه 48 ساعة بعد وصولهم إلى مراكز حماية الطفولة؟
- ✓ هل تسجل نتائج الاستشارات في ملف الطفل الطبي بعد كل زيارة طبية؟
- ✓ هل يوجد في مراكز حماية الطفولة مستوصف وإسعافات أولية وأدوية أساسية؟
- ✓ هل يتم طلب الرعاية الطبية إذا كانت هناك علامات تمزقات أو جروح أو أي علامات جسدية أخرى تشير إلى أن الطفل يحتاج إلى عناية طبية فورية؟
- ✓ هل الأطفال المصابون بالأمراض المعدية معزولون والأطفال العنيفون (مدمنو المخدرات أو الكحول) يخضعون للمراقبة لحماية صحة وسلامة المقيمين الآخرين؟
- ✓ هل الأطفال من ذوي الاحتياجات الخاصة (إعاقة جسدية أو عقلية) يتلقون رعاية طبية متناسبة مع احتياجاتهم ووضعهم؟
- ✓ هل تتمتع الأمهات الشابات المودعات في مراكز حماية الطفولة بإمكانية الوصول إلى رعاية صحة الأم والطفل المتعلقة بوضعهن والرعاية الصحية للأطفال المتعلقة بأطفالهن؟

ج. الأنشطة الترفيهية

- ✓ هل الأطفال لديهم الفرصة لممارسة النشاط البدني في الهواء الطلق؟ كم يستغرق من الوقت؟ ما هو عدد المرات؟
- ✓ هل المرافق والأنشطة الترفيهية مخصصة ومنظمة للأطفال (تعليم وترفيه وثقافة)؟
- ✓ هل يتمتع الأطفال ذوو الاحتياجات الخاصة بإمكانية الوصول إلى الأنشطة الترفيهية والرياضية الملائمة لاحتياجاتهم وأوضاعهم وإعاقاتهم؟

ح. محتوى برامج التدريب التربوي أو المهني

- ✓ هل يخضع كل طفل لخطة رعاية فردية؟ هل هذه الخطة مناسبة لسن الطفل وشخصيته وجنسه ومرحلة نموه واحتياجاته؟ متى يتم إعداد الخطة بعد القبول؟ من طرف من؟ كم مرة يتم تقييمها؟
- ✓ هل يشارك الطفل في تنفيذ وتحديث البرنامج الفردي؟
- ✓ هل توفر مراكز حماية الطفولة برامج تعليمية واجتماعية مهنية للأطفال؟ هل تشمل هذه البرامج التدريب الأكاديمي والمهني؟
- ✓ هل يتماشى محتوى هذه البرامج مع أهداف التأهيل وإعادة الدمج الاجتماعي؟ هل تتكيف مع عمر واحتياجات وحالة الأطفال في الرعاية؟ هل من المحتمل أن تعزز الاستقلال الاجتماعي والاقتصادي للأطفال، وكذلك إعادة اندماجهم في المجتمع؟
- ✓ هل يستفيد الأطفال الذين يمرون بظروف صعبة من البرامج والتدابير المناسبة لأعمارهم ووضعهم القانوني وحاجتهم إلى الحماية؟

خ. الروابط مع الأسرة (حقوق الزيارة والتواصل)

- ✓ هل يمكن للأطفال استقبال زيارات والديهم أو معارفهم؟
- ✓ ما هي الأشكال التي تتخذها الاتصالات بالعائلة والمعارف (حقوق الزيارة، وتكرار الزيارة، والشروط، والمدة)؟
- ✓ هل يُسمح للأطفال بالاتصال بالعالم الخارجي، ولا سيما الوصول إلى وسائل الإعلام (التلفزيون والإذاعة) والهاتف واستلام البريد والطرود؟

ثانيا: معاملة الأطفال

أ. الإجراءات التأديبية المطبقة

- ✓ هل الإجراءات التأديبية المطبقة على الأطفال يتم النطق بها على أساس فردي للأطفال؟
- ✓ هل يتم اختيار التدابير التأديبية، قدر الإمكان، استناداً إلى أثرها التعليمي؟ هل يتم تصنيفها حسب خطورة الفعل الذي ارتكبه الطفل؟
- ✓ هل تتناسب مع عمر الطفل الذي تنطبق عليه وقدراته الجسدية والمعنوية. هل هي أثقل مما تبرره خطورة المخالفة؟
- ✓ هل تتبنى مراكز حماية الطفولة حصرياً نظاماً للعقاب لفرض الاحترام والطاعة للقوانين والأنظمة من قبل الأطفال؟ هل تطبيق العقوبات هو الأسلوب الوحيد الذي يستخدمه موظفو مراكز حماية الطفولة لتعزيز احترام الأطفال لقواعد الحياة؟
- ✓ هل تتبنى مراكز حماية الطفولة أيضاً تدابير حافزة تهدف إلى تشجيع وتهنئة الأطفال الذين يكون سلوكهم ملحوظاً أو إيجابياً؟
- ✓ هل حقوق الطفل مضمونة طوال الإجراءات أمام مجلس التأديب. هل يتم إبلاغ الطفل بطريقة يفهمها بالوقائع التي يمثل من أجلها أمام مجلس التأديب؟

- ✓ هل الإجراءات التأديبية التي تشكل عقوبة جسدية وحبس انفرادي وأي عقوبة تضر بالصحة الجسدية أو العقلية للطفل (مثل الضرب والصفع والمكس وما إلى ذلك) تُطبق على الأطفال؟
- ✓ هل التخفيض في كمية الغذاء أو القيود أو حظر الاتصال بالعائلة تُطبق على الأطفال كإجراءات تأديبية؟
- ✓ هل تخفيض عدد الحمامات واستخدام الحمامات والنوم والأنشطة المدرسية والحرمان من الرعاية الصحية تطبق على الأطفال كإجراءات تأديبية؟
- ✓ هل تستخدم المؤسسة الحبس الانفرادي وغير ذلك من الإجراءات التأديبية التي تهدف إلى إذلال الطفل أو عزله؟
- ✓ هل يتم تكليف الأطفال بمهام بدنية شاقة لا تتناسب مع أعمارهم وقدراتهم البدنية والمعنوية؟
- ✓ هل يتعرض الأطفال للإهانات أو السخرية التي تؤثر على جسدكم أو صحتهم البدنية أو العقلية أو النفسية؟
- ✓ هل الإجراءات التأديبية المطبقة على الأطفال يتم الإبلاغ عنها وتسجيلها في ملفات الأطفال؟

ب. إخطار الطفل بحقوقه

- ✓ هل يتم إبلاغ الأطفال دون تأخير بطريقة مفهومة تمامًا لهم بالأفعال أو الانتهاكات التي يتهمون بها قبل تطبيق الإجراءات التأديبية؟
- ✓ هل تتاح للأطفال فرصة شرح أنفسهم قبل تطبيق إجراء تأديبي عليهم، بغض النظر عن طبيعة أو خطورة الأفعال التي ارتكبوها؟

ت. تدابير الحماية في حالة وجود ادعاء بوقوع إساءة معاملة أو عنف ضد الأطفال

- ✓ هل كانت هناك مزاعم عن عنف الموظفين ضد الأطفال؟ ما هي طبيعة هذه الادعاءات؟ كيف تم التعامل مع هذه الادعاءات؟ هل تم تنظيم التحقيقات الداخلية؟ هل تم إطلاع السلطات، بما في ذلك الشرطة، على هذه الوقائع؟
- ✓ هل يتخذ مديرو المركز إجراءات مؤقتة ضد أعضاء هيئة التدريس؟ فيما يتعلق بالطفل، في حال وجود ادعاءات بالاعتداء والعنف ضد الأطفال؟
- ✓ هل يتبنى مسؤولو مراكز حماية الطفولة التدابير اللازمة لحماية الأطفال من عودة أو تكرار إساءة المعاملة أو العنف المزعوم؟
- ✓ هل يتخذ الأشخاص المسؤولون عن مراكز حماية الطفولة التدابير اللازمة للحفاظ على صحة الطفل والتأكد من أن الطفل يتلقى الرعاية الطبية المناسبة، بما في ذلك المساعدة النفسية المعززة باجتماعات مع طبيب نفسي و/ أو عامل اجتماعي؟

ث. تدابير الحماية من الثأر أو الأعمال الانتقامية

- ✓ هل هناك سياسة في مراكز حماية الطفولة تحظر صراحة الانتقام أو الانتقام من الأطفال الذين يبلغون عن إساءة المعاملة أو العنف؟ ضد الموظفين الذين يبلغون عن الانتهاكات أو الإساءات التي يتعرض لها الأطفال؟

ثالثاً: التنظيم الداخلي لمراكز حماية الطفولة

- ✓ هل يتلقى الموظفون تدريباً خاصاً بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الأطفال؟
- ✓ هل تخضع مراكز حماية الطفولة لتنظيم داخلي ونظام لتناوب الموظفين لضمان خدمات وأداء المركز؟
- ✓ هل هناك تنظيم داخلي للموظفين لضمان الإشراف على الأطفال وسلامتهم؟
- ✓ هل هناك ما يكفي من الموظفين لضمان الإشراف على الأطفال وسلامتهم؟
- ✓ هل يتم تأمين مراكز حماية الطفولة ومبانيها 24/24 من قبل أفراد الأمن المكلفين بهذه المهمة؟

3.4. المقابلات مع الأطفال وموظفي مراكز حماية الطفولة

- ◆ بالإضافة إلى زيارة المباني والبنى التحتية وأماكن معيشة المركز، يقوم فريق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بإجراء مقابلات مع الموظفين و / أو الأطفال.
- ◆ تعتبر هذه الخطوة بالتالي عنصراً هاماً من عناصر الزيارة التي يجب على الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن توليها اهتماماً خاصاً. في الواقع، هذه المقابلات هي وسيلة للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب لجمع المعلومات التي تسمح لها بإكمال ودعم وتأكيد أو إبطال النتائج التي تم التوصل إليها أثناء الزيارة. بالإضافة إلى ذلك، فإن المعلومات المستمدة من المقابلات تجعل من الممكن التحقق، إذا لزم الأمر، من المعلومات التي يقدمها⁴⁴ الأطفال. وبالتالي فإن هذا الوقت الخاص المخصص للمناقشات مع الأطفال والموظفين سيسمح لفريق الآلية الوقائية الوطنية بسماع قصة ظروف وطرق الإيداع التي يواجهها أطفال مراكز حماية الطفولة.

1.3.4. المبادئ التوجيهية الأخلاقية لليونيسيف كإطار مرجعي لإشراك الأطفال في المقابلات أو مجموعات النقاش

- ✓ تتبع المقابلات مع الموظفين البالغين العاملين في مراكز حماية الطفولة نفس الشروط والمبادئ التي تطبقها الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أثناء الزيارات إلى السجون التقليدية⁴⁵. من ناحية أخرى، تخضع المقابلات التي أجريت مع الأطفال للقواعد الأخلاقية التي تقع على عاتق أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب احترامها. وهذا يعني بالتالي التكييف الضروري لأساليب وممارسات الزيارات مع الغرض من مراكز حماية الطفولة وحالة الأطفال المدعون في مراكز حماية الطفولة هذه المتطلبات مدفوعة بضعف الأطفال الذين يتطلبون حمايتهم طوال المقابلات.
- ✓ وبهذا، يجب على أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب اعتماد المبادئ التوجيهية الأخلاقية لليونيسيف التي ينبغي أن تكون بمثابة إطار مرجعي لتوجيه التحضير للمقابلات وإجرائها. تتضمن هذه المعايير حماية ومراعاة مصالح الأطفال أثناء جمع المعلومات.

44 مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، المرجع السابق.

45 بالتالي لن تكون هذه النقطة موضع تطوير مفصل في هذا الدليل، على عكس المقابلات التي أجريت مع الأطفال المدعون في هذه المؤسسات.

ينبغي اعتماد التوصيات التالية:

حماية الأطفال واحترام خصوصيتهم وهويتهم (بما في ذلك حقوق الاسم والصورة) في جميع مراحل جمع المعطيات وتحليلها واستخدام البيانات وكتابة تقرير الزيارة. وبالتالي، يجب على أعضاء وفد الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب:

- ◆ احترام الحق في السرية والخصوصية للأطفال الذين سيشاركون في هذه الزيارة، لا سيما أثناء المقابلات أو مجموعات النقاش؛
- ◆ ضمان إخفاء هوية المعلومات الفردية التي يتم جمعها من الأطفال؛
- ◆ تدوين كلمات الطفل بشكل كامل وحر في، دون تشويهها، دون إخراجها من سياقها، عندما يعبر عن رأيه أو يقدم توصيات؛
- ◆ عدم استخدام المعلومات التي تم جمعها، في إطار عمل أو لغرض آخر غير ذلك المتعلق بمهمة الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب؛
- ◆ تجنب تصوير أو نشر صور الأطفال أو هويتهم.

وبالمثل، من أجل منع هذه الانتهاكات وضمان حماية حقوق الطفل ومصلحه الفضلى، ينبغي تطبيق التدابير التالية:

- ✓ اعتماد أساليب / تقنيات المقابلات والمفردات التي تتكيف مع العمر والجنس والوضع الخاص للأطفال. الانتباه إلى لغة الجسد ونبرة صوت المحاور. يجب ألا يكون هذا الأخير مخيفاً⁴⁶؛
- ✓ التواصل بشكل مناسب مع الأطفال الذين يواجهون ظروف معيشية «معقدة» أو نقاط ضعف مختلفة مثل: الأطفال المخالفين للقانون أو الأطفال ضحايا العنف أو الأطفال الذين يعيشون في ظروف صعبة؛
- ✓ التواصل بشكل مناسب مع الأطفال فيما يتعلق بالمواضيع الحساسة. ينبغي إظهار التعاطف ولكن ينبغي كذلك أخذ المسافة اللازمة لجمع معلومات واقعية. دون حكم أو تحيز؛
- ✓ الشرح بوضوح وحدد كيف سيتم استخدام المعلومات التي تم جمعها. قبل كل شيء، الحصول على موافقة صريحة من الأطفال قبل تنظيم المقابلات أو مجموعات النقاش. سيتم طلب هذه الموافقة مباشرة من الأطفال (12 سنة وما فوق). بالنسبة للأطفال الذين تقل أعمارهم عن 12 عاماً، سيتم طلب الموافقة من الوالدين أو الأوصياء أو من خلال المؤسسة التي ترحب بالطفل أو تعتنى به؛
- ✓ إبلاغ الأطفال المختارين بوضوح بالطبيعة التطوعية لمشاركتهم والتزام الفريق الزائر باحترام قراراتهم بالمشاركة، بما في ذلك في حالة الخلاف أو الإحجام. سيتم إبلاغهم أيضاً أنه يمكنهم التوقف عن المشاركة في المقابلات أو مجموعات النقاش في أي وقت، دون ثأر أو انتقام.

46 "هل تمارس الرياضة هنا؟ ما أنواع الرياضات؟"، "كيف حالك؟"، "ماذا تأكل هنا؟". يشجع هذا النوع من الأسئلة الطفل على تذكر الأحداث. مجلس أوروبا، المرجع السابق.

2.3.4. طرق إجراء المقابلات أو مجموعات النقاش

أ. المقابلات الفردية

✓ خلال الزيارة، يمكن لأعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إجراء مقابلات فردية مع الأطفال. بشكل عام، يوصى بإجراء عدة مقابلات فردية مع أطفال من فئات مختلفة. فمن ناحية، سيتمكن ذلك من تقييم وضع هؤلاء بشكل صحيح، للتحقق مما إذا كانت المعلومات التي تم جمعها تصف اتجاهًا عامًا أو وقائع معزولة. من ناحية أخرى، سيجعل هذا النهج من الممكن عدم تحديد أو تحديد الأطفال الذين استنكروا مشكلة واحدة أو أكثر موجودة في مراكز حماية الطفولة؛ وبهذا، سيتم تقليل مخاطر الأعمال الانتقامية.

إجراء المقابلة: القيام بمقابلة عملية دقيقة تتطلب:

- ✓ اختيار الطفل (الأطفال) الذي يرغب فريق الزيارة في إجراء مقابلة معه. كان هذا الاختيار من قبل فريق الزيارة الخاص بالآلية الوطنية للوقاية من التعذيب وليس من قبل موظفي المركز. يجب أن يمثل الأطفال المختارون، قدر الإمكان، فئات مختلفة من المودعين في المؤسسة. سيُشمل ذلك، على سبيل المثال، اختيار كل من الأطفال الذين يعيشون في ظروف صعبة والأطفال المخالفين للقانون. عند التواجد في المركز، يجب أن يكون ممثل مجلس الأطفال جزءًا من لجنة الأطفال التي ستتم مقابلتهم؛
- ✓ لتسهيل هذا الاختيار، يمكن لفريق الزيارة أن يطلب من إدارة مركز حماية الطفولة قائمة بالأطفال الذين ينتمون إلى الفئات الهشة⁴⁷، ثم اختيار هؤلاء الذين ستتم مقابلتهم من هذه القائمة. قد يقوم فريق الزيارة أيضًا بمراجعة الملفات والسجلات لاختيار هؤلاء الأطفال.
- ✓ اتخاذ الاحتياطات اللازمة حتى تتم المقابلة في مكان خاص وسري.
- ✓ خلق جو من الثقة والتأكد من أن «الطفل يشعر بالراحة في التحدث (أسأله عما إذا كان يفضل التحدث إلى شخص من الجنس الآخر، في وجود مترجم آخر). إذا كان الطفل صغيرًا جدًا على إجراء مقابلة معه، أو إذا كان لا يشعر بالراحة في التحدث بنفسه، فيمكن أن يكون هناك شخص داعم له. في هذه الحالة، يجب على الشخص الذي يجري المقابلة أن يضع في اعتباره أن الهدف هو معرفة وجهة نظر الطفل، وبالتالي بذل كل ما في وسعه للحد من الآثار التي يسببها وجود هذا الشخص الآخر في المقابلة. لذا، إذا كان شخصًا بالغًا هو الذي أجاب على الأسئلة، فيجب التحقق مما إذا كان الطفل موافق⁴⁸»؛
- ✓ قدّم نفسك، مع ذكر هويتك ووظيفتك، والتوضيح للطفل أن الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب ليست تابعة لموظفي مراكز حماية الطفولة أو الشرطة. تقديم المترجم الفوري إذا كان موجودًا؛
- ✓ ذكّر الطفل بأن ما يقوله سيبقى سرًا ولن يتم إبلاغ طاقم المركز به. ذكره أيضًا أنه يمكنه إنهاء المقابلة في أي وقت، إذا لم يرغب في مواصلتها؛
- ✓ طرح أسئلة مفتوحة بسيطة، في تناول الطفل، بنبرة غير رسمية تسمح له بالتعبير عن نفسه بشكل عفوي، ورواية قصته؛

47 مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، المرجع السابق. تشمل الفئات الهشة على سبيل المثال: الوافدون الجدد، الفتيات الحوامل أو المريبات، الأطفال الأجانب، الأطفال ذوو الإعاقة.

48 مجلس أوروبا، المرجع السابق، ص 27.

- ✓ تجنب الأسئلة المغلقة التي توجه الطفل وتشجعه على الاعتراف أو تأكيد وقائع معينة⁴⁹؛
- ✓ عدم الهيمنة على المحادثة أو إجرائها كما لو كانت استجوابًا. يجب تشجيع الأطفال على الإجابة بكلماتهم الخاصة؛
- ✓ الاستماع بفعالية إلى التعليقات التي ينقلها الأطفال من خلال الحفاظ على تعبير محايد ودون إبداء آرائهم من خلال الإشارات أو السلوكيات التي يمكن أن تضر بتأسيس مناخ من الثقة⁵⁰؛
- ✓ تطوير المهارات النفسية الاجتماعية المناسبة التي تسمح للطفل بالتعبير عن نفسه والإجابة على الأسئلة. إذا كان الطفل «منزعجًا من الأسئلة أو الذكريات، فقد يكون من الجيد مقاطعة المقابلة، أو حتى طلب المساعدة الطبية»⁵¹؛
- ✓ ملاحظة لغة جسد الطفل وسلوكه طوال المقابلة لاكتشاف أو تحديد أي موقف قد يشير إلى إساءة محتملة؛
- ✓ تذكر مبدأ عدم الإضرار، لأن «المقابلة لا تتعلق باستجواب الطفل بل تتعلق بالاستماع إلى مخاوفه وجمع المعلومات. لا تستخدم الاستبيانات بشكل ميكانيكي للغاية حتى لا تعطي الطفل انطباعًا بأنه يتم استجوابه؛ وهذا ليس في مصلحتهم الفضلى»⁵²؛
- ✓ الاستعانة بمترجم في حالة تحدث الطفل بلغة مختلفة عن لغة فريق الزيارة. في هذه الحالة، يجب أن يكون المترجم مهنيًا يجيد اللغتين المعنيتين. يجب أن يكون الأخير أيضًا قادرًا على استخدام لغة مراعية للطفل وأن يكون قادرًا على نقل الغرض والأسباب من زيارة الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إلى الطفل. يجب أن يكون قادرًا أيضًا على الإبلاغ عما قاله فريق الزيارة من حيث أن الطفل يفهمه⁵³.

ب. مجموعات النقاش

- ◆ يمكن تنظيم مجموعات النقاش التي تضم العديد من الأطفال لاستكمال المقابلات الفردية. قد يكون هذا ضروريًا للحصول على فهم شامل لوضعية الأطفال في مركز حماية الطفولة والحصول على فكرة عن المناخ السائد في المؤسسة. ستسمح مجموعات النقاش هذه أيضًا لفريق الزيارة أن يكون على علم بالمشاكل اليومية المتعلقة بالأنشطة، الطعام، العلاقات مع الموظفين وما إلى ذلك⁵⁴.
- ◆ لا توفر مجموعات النقاش بطبيعتها إطارًا يضمن سرية المناقشات مع الأطفال. لذلك من المستحسن ألا يتم تناول القضايا الأكثر حساسية [تلك المتعلقة بالمعاملة أو الخدمات المقدمة للأطفال] أو القضايا المتعلقة بطفل معين في هذا الإطار⁵⁵.
- ◆ بعد المقابلات و/ أو مجموعات النقاش، تنظم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب اجتماعًا ختاميًا أو استخلاصًا للمعلومات مع إدارة مركز حماية الطفولة.

49 على عكس الأسئلة المغلقة / ("هل تم منعك من الوصول إلى المرافق الرياضية؟"، "هل تعرضت لإساءة المعاملة؟"، "هل الطعام جيد؟").

50 مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، المرجع السابق، ص 27.

51 المرجع نفسه.

52 المرجع السابق.

53 المرجع السابق.

54 المرجع السابق.

55 المرجع السابق.

5. تنظيم اجتماع ختامي في نهاية الزيارة

- ◆ في نهاية الزيارة، يجب أن يجتمع أعضاء الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب الذين أجروا الزيارة لمناقشة المعلومات التي تم جمعها والتحقق من انطباعاتهم وملاحظاتهم. سيسمح لهم هذا الاجتماع أيضاً بمناقشة / الموافقة على النقاط الرئيسية التي يجب مناقشتها خلال المقابلة النهائية مع الإدارة؛
- ◆ بعد ذلك، ينظم فريق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب اجتماعاً ختامياً مع إدارة مركز حماية الطفولة. يجب أن تسمح هذه المقابلة النهائية إلى إجراء مناقشة سرية مع إدارة المركز من أجل تقديم ملخص للملاحظات الأولية والمشاكل الخاصة التي تم لوحظت أثناء الزيارة؛
- ◆ هذا الاجتماع ينبغي أن يكون فرصة لتحديد القضايا والمواقف التي تتطلب إجراءات فورية، فضلاً عن مجالات أخرى من القانون والممارسة للتحسين من أجل تعزيز الضمانات ضد إساءة معاملة الأطفال. وفي هذا السياق، يجب عرض الحالات العاجلة، ولا سيما تلك المتعلقة بمنع التعذيب وإساءة المعاملة على الإدارة على الفور. يجب إعداد هذا التقرير بموضوعية وبدون نقد⁵⁶؛
- ◆ في نهاية هذا العرض الموجز، يدعو فريق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إدارة مركز حماية الطفولة بلطف للرد على الملخص الموجز للزيارة المقدم إليها. عندما لا توجد مشكلة معينة، يمكن أن تكون مقابلة نهاية الزيارة مع الإدارة أكثر رسمية بطبيعتها أو تصبح مناقشة بسيطة. من ناحية أخرى، عندما يتم ملاحظة انتهاكات جسيمة، فإن وفد الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب سيتوجه مباشرة إلى مستوى هرمي أعلى من أجل عدم المخاطرة بأعمال انتقامية ضد الأشخاص الذين قدموا معلومات تتعلق بهذه الوقائع. يجب استخدام هذه الاستراتيجية الأخيرة فقط في الحالات التي توجد فيها انتهاكات خطيرة للغاية لحقوق الإنسان، لتجنب تقويض علاقات العمل دون داعٍ بين الأشخاص الذين قدموا المعلومات ومسؤولي مراكز حماية الطفولة⁵⁷؛
- ◆ في نهاية الزيارة يتقدم الفريق بالشكر للمدير أو المديرية وموظفيه على حسن الضيافة والتعاون.

6. صياغة تقرير الزيارة ومتابعة تنفيذ التوصيات

صياغة التقرير خطوة مهمة في الزيارة. لذلك، ينبغي أن تتم صياغته بعناية. هذا التقرير هو أداة تهدف إلى تحقيق عدة أهداف رئيسية، وهي:

- ✓ إبلاغ مدير أو مديرة مركز حماية الطفولة بالوضع الفعلي المتعلق بمعاملة الأطفال وظروف إيداعهم في المؤسسات؛
- ✓ تحديد وتحليل القضايا الرئيسية المتعلقة بمنع التعذيب وإساءة المعاملة؛
- ✓ تقديم توصيات؛
- ✓ قياس التقدم (أو عدمه) في منع التعذيب وإساءة المعاملة؛
- ✓ إقامة حوار مستمر مع سلطات الدولة والحفاظ عليه.

1.6. التعقب والتحليل اللازمين للمعلومات التي تم جمعها خلال الزيارة

- ◆ بعد الزيارة، تقوم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بإعداد تقرير أولي عن الزيارة وإخطار المدير في غضون فترة معقولة - تحددها الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب - للسماح له بتقديم ملاحظاته أو اعتراضاته واقتراح خطة تحسين أيضًا؛
- ◆ يسبق صياغة التقرير تحليل المعطيات التي تسمح للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بتركيز اهتمامها على الوقائع والمواضيع والأسئلة والممارسات والمواقف التي لا تحترم بشكل كبير المعاملة أو شروط الرعاية أو المعايير التي تحكم التكفل بالأطفال وإيداعهم في مراكز حماية الطفولة (بمعايير دقيقة ومعروفة ذلك). هذا يعني أن الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب يجب أن تأخذ في الاعتبار فقط الملاحظات والنتائج والممارسات التي تكشف أو تشهد على الانحرافات المتكررة والهامة التي تم تحديدها أثناء الزيارة؛
- ◆ علاوة على ذلك، يجب أن يؤدي التحليل إلى تعقب المعلومات، أي فقط تلك الممارسات والوقائع المتكررة/ والمؤكدة هي فقط التي ينبغي أن تدرج في التقرير - بقدر الإمكان - من خلال الملاحظة و/ أو المقابلات و/ أو الوثائق. في هذه الحالة، يجب ملاحظة الإخفاقات في عينة من الملفات، والسجلات المرصودة التي تؤكد عدم الامتثال المتكرر للإجراءات؛
- ◆ على أي حال، يجب أن يُدرج في التقرير فقط ما شاهدته أعضاء فريق الزيارة ولاحظوه شخصيًا، أي ما يمكن ملاحظته أو رؤيته أو قياسه أو توثيقه من الملاحظات والمقابلات والملفات والسجلات، إلخ.

2.6. مكونات وبنية تقرير الزيارة

1.2.6. تحليل متعمق للقضايا المتعلقة بالتعذيب

- ◆ يجب أن تمكّن صياغة التقرير الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب من تقديم تحليل متعمق للقضايا المتعلقة بمنع التعذيب وإعداد جرد للتحديات التي يواجهها مركز حماية الطفولة التي تمت زيارته في التكفل بهم وحمايتهم. ويترتب على ذلك أن التقرير يجب أن يتكون من تحليل امثال شروط التوظيف للمعايير الوطنية والدولية ذات الصلة؛
- ◆ لا ينبغي أن يقتصر التقرير على فحص الامتثال أو عدم الامتثال للممارسات والخدمات وطرق إيداع الأطفال. بدلاً من ذلك، يجب أن يحاول أن يشرح، جزئياً على الأقل، أسباب أي تناقضات. وبالتالي، بخلاف سرد النتائج، يتطلب تقييم منع التعذيب وإساءة المعاملة إجراء تحليل متعمق للنتائج التي تم التوصل إليها من أجل تحديد الأسباب الجذرية ذات الطبيعة الهيكلية والنظامية التي يمكن أن تفسر أوجه القصور. هذه الخطوة مهمة لأن تحليل المشاكل وأسبابها يجعل من الممكن: (أ) تحديد النقاط الحساسة أو المشاكل الأساسية؛ (ب) دمج عامل الوقت في التوصيات (وهو ما يمكن إجراؤه على المدى القصير أو المتوسط أو الطويل)؛ (ج) اقتراح حلول جديدة لبعض المشاكل؛ (د) النهوض بالمعايير.

2.2.6. صياغة التوصيات

- ◆ ينبغي أن يؤدي تحليل الملاحظات إلى صياغة توصيات ذات صلة تهدف إلى معالجة الأسباب الجذرية للتعذيب وإساءة المعاملة واعتماد التدابير اللازمة لمنعها. وبالتالي، ينبغي للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن تقدم توصيات موضوعية وعملية وألا تقتصر على سرد الملاحظات؛
- ◆ كما يشير أحد المؤلفين، تهدف التوصيات إلى تقديم المشورة للسلطات من خلال إبلاغها بالتغيرات التي يتعين اعتمادها⁵⁸. لا يمكن إجراء هذا الفحص بشكل صحيح دون إصدار (...) الملاحظات الناتجة عن الزيارة. ولا يمكن أن يتم ذلك بكفاءة، إلا من خلال فحص شامل مستمد من معلومات جوهرية⁵⁹؛
- ◆ وفقاً لمجلس أوروبا، يجب أن تكون التوصيات «دقيقة ومحددة بوضوح ومدعومة بمعلومات موثقة ومبنية على تحليل متعمق»⁶⁰. وينبغي صياغتها بطريقة تجعل التحسين المقترح قابلاً للتحقيق عملياً ولا يُنظر إليه على أنه اقتناع بعدم الامتثال للمعايير ذات الصلة، بل على أنه فرصة محفزة لتحسين الممارسة، وبذلك يكون هناك احترام أفضل لحقوق الإنسان⁶¹؛

58 D. ، GAER F. ، "الثمار الأولى: إعداد التقارير من قبل الدول بموجب الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب" التقرير الفصلي لهولندا عن حقوق الإنسان، المجلد. 10، عدد 1 (1992)، ص. 42-29.

59 مجلس أوروبا، زيارة الأماكن التي يُحرم فيها الأطفال من حريتهم عقب إجراءات الهجرة: المرجع السابق.

60 المرجع نفسه.

61 مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، المرجع السابق، ص. 16.

◆ يجب أن تكون أيضاً SMART (اختصار لمصطلحات Spécifiques, Mesurables, Réalisables, Temporelles باللغة الإنجليزية)، هذا معناه :

- ✓ محددة (Spécifiques): توصية بشأن مسألة محددة؛
- ✓ قابلة للقياس (Mesurables): ينبغي أن تقيّم زيارات المتابعة مدى تنفيذ التوصيات؛
- ✓ يمكن تحقيقها (Réalisables): يجب أن توضع التوصيات موضع التنفيذ في مراكز حماية الطفولة؛
- ✓ واقعية (Réaliste): يجب أن تكون الإجراءات المقترحة قابلة للتنفيذ وفقاً للموارد المتاحة.
- ✓ محددة زمنياً (Temporelles): ينبغي أن تتضمن التوصيات جدولاً زمنياً للإنجاز (قصير ومتوسط وطويل الأجل).

◆ وبالتالي، يجب أن يقدم تقرير زيارة الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب: (1) معلومات تتعلق بالمشاكل الرئيسية التي تمت مواجهتها أثناء الزيارات وكذلك (2) التوصيات المتعلقة بالتغييرات التي يجب إجراؤها⁶² دون نسيان (3) تلك المتعلقة بمتابعة تنفيذ التوصيات.

7. متابعة تنفيذ التوصيات

- ◆ من المهم أن نتذكر أن «الزيارة ليست غاية في حد ذاتها: فبدون متابعة تكون غير مجدية»⁶³. إذا كانت تساهم في تحسين ترتيبات إيداع الأطفال، يجب أن يتبعها اتخاذ تدابير خاصة متعلقة بالمتابعة. تذكرنا عبارات مجلس أوروبا هذه بأن الهدف الرئيسي للرقابة على مراكز حماية الطفولة هو تشجيع السلطات على تحسين ظروف الأطفال ومعاملتهم. وبهذا، يجب أن تكون الزيارات والتقارير اللاحقة وسيلة لتحقيق هذا الهدف؛
- ◆ لذلك من المهم للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن تضع في اعتبارها باستمرار أن الزيارة تشكل نقطة انطلاق لحوار بناء يهدف، على أساس توصيات ملموسة، إلى إحداث تحسينات طويلة الأمد على النظام. هذا هو السبب في أن مراقبة تنفيذ التوصيات هي واحدة من أهم الخطوات في عملية الرقابة. وبالتالي، لا ينبغي أن تقتصر متابعة التوصيات على تحديد موعد زيارة ثانية للمؤسسة التي تمت زيارتها بالفعل؛
- ◆ يشكل تنفيذ التوصيات التي وضعتها الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب الغرض من الآلية. كما أنه أحد معايير تقييم فعالية الآلية كأداة للوقاية من التعذيب. لذلك من المهم للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن تحدد مسبقاً استراتيجية محددة تمكّنها من إنشاء إطار عالي وأدوات لمتابعة هذه التوصيات. يتضمن ذلك أدوات (مؤشرات) أو نموذج لوحة معلومات يسمح بمراقبة وتقييم مستوى تصحيح أوجه القصور المحددة في تقرير الزيارة⁶⁴؛
- ◆ يوصى أيضاً بإنشاء آلية مراقبة داخلية وتعيين عضو في الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب تكون مهمته الدخول في حوار بناء مع سلطات الدولة لضمان والاستعلام عن حالة تنفيذ التوصيات الواردة في التقرير. بالإضافة إلى ذلك، فإن «آلية المراقبة الداخلية هذه ستعزز التنفيذ الأفضل للتوصيات الناتجة عن الزيارات وستوفر رؤية كاملة لتنفيذها. وبالتالي، يجب أن يكون أهم جانب من جوانب المتابعة هو الحفاظ على الاتصال المستمر مع المؤسسة التي تمت زيارتها، حتى في حالة عدم وجود زيارة متابعة مجدولة»⁶⁵.
- ◆ إحدى الوسائل التي تستخدمها هيئات الرقابة لبدء هذا الحوار البناء هي إرفاق التوصيات بموعد نهائي للتنفيذ موجه إلى مديري مراكز حماية الطفولة التي تمت زيارتها. نظراً لأن هذا المطلب هو ممارسة متجذرة بقوة في آليات الرقابة في أماكن الحرمان من الحرية، يوصى بأن ترفق الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب توصياتها بفترة تنفيذ يُتوقع خلالها من السلطات المعنية تنفيذ التدابير الموصى بها. في حالة عدم تنفيذ التدابير الموصى بها في المواعيد المحددة، يجوز للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب أن تشرع في حوار بناء مع المؤسسات المعنية من أجل تحقيق تنفيذها.

63 المرجع نفسه.

64 تستخدم هذه الأدوات حالياً بواسطة الآلية الوقائية الوطنية.

65 VIJOENF، "المقرر الخاص المعني بالسجون وظروف الاحتجاز في أفريقيا: الإنجازات والإمكانيات"، التقرير الفصلي عن حقوق الإنسان، المجلد 27، رقم 1 (2005)، ص 125-171.

8. تنظيم زيارة متابعة

- ♦ يوصى بإنشاء نظام متابعة يشمل القيام بزيارة ثانية إلى مؤسسة تمت زيارتها من قبل. وفقًا لإيمانويل فيكتور أوير دانكوا، المقرر الخاص السابق المعني بالسجون في اللجنة الأفريقية، فإن تأثير عمله «سيكون أكبر إذا تمكنت للآلية من العودة إلى الأماكن التي زارتها بالفعل لمعرفة ما إذا كانت توصياتها يتم تنفيذها وما إذا كانت قد حدثت تغييرات بين مهمتين»⁶⁶؛
- ♦ لذلك فإن هذا النهج مناسب، لأنه يوفر عناصر واقعية من أجل المقارنة والتقييم الملموس لتأثير الزيارات على ظروف الاحتجاز. وبالتالي، فإن مرحلة ما بعد الزيارة لا تقل أهمية عن الزيارة نفسها، وتتطلب الاهتمام والتخطيط. في هذه الحالة، ستتخذ زيارة المتابعة شكل تحليل للفجوات بين ما هو متوقع وما هو موجود على أرض الواقع؛
- ♦ من أجل تعزيز هذه المتابعة، وبالتالي تنفيذ التدابير الموصى بها، من الضروري أن تصاغ التوصيات الناتجة عن تقرير الزيارة بشكل ملائم وأن يخضع تنفيذها لمتابعة متزايدة. ومن شأن هذه الرقابة أن تجعل من الممكن الحفاظ على الاتصال وتزويد الدول بالمساعدة اللازمة لتطبيق التدابير المقترحة⁶⁷. بالتالي، فإن الزيارة الثانية ستكون إطارًا مناسبًا لتقييم ملموس لمستوى تنفيذ التوصيات المقدمة في نهاية الزيارة السابقة؛
- ♦ من الناحية العملية، يتم تنظيم زيارة المتابعة هذه وفقًا لشكل الزيارة الأولية. وتخضع لنفس إجراءات التحضير والتنفيذ للزيارة الأولى، ولكن مع التركيز الخاص على أوجه القصور والعيوب التي لوحظت وسجلت في تقرير الزيارة الأولية. ولذلك ينبغي أن تسمح زيارة المتابعة بمراجعة ومتابعة التعديلات والتدابير التي اعتمدها رؤساء مراكز حماية الطفولة استجابة للتوصيات الواردة في التقرير الأولي؛
- ♦ يجب أن يأخذ التخطيط للزيارة الثانية في الاعتبار حاجة السلطات إلى تصحيح التدابير المقترحة. وبالتالي، إذا كانت أوجه القصور المحددة ذات طبيعة منهجية و / أو تتطلب تدابير هيكلية أو جوهرية تتطلب وقتًا كبيرًا وموارد مالية، فمن المستحسن أخذ ذلك في الاعتبار عند تحديد موعد والتخطيط للزيارة الثانية. لذلك من الأفضل منح فترة زمنية معقولة للسلطات الوطنية وترك فترة كافية بين الزيارتين. يجب أن تتيح التبادلات بين الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب وسلطات مراكز حماية الطفولة إمكانية التوصل إلى اتفاق حول هذه النقطة.

66 تقرير الزيارة: السجون في مالي، الزيارة الثانية، الأستاذ إيمانويل فيكتور أوير دانكوا، المقرر الخاص السابق المعني بالسجون وظروف الاحتجاز في أفريقيا (27 تشرين الثاني / نوفمبر إلى 8 كانون الأول / ديسمبر 1998). زيلبي ماريون أليس دادي دوبي يورو، "مساهمة اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب في حماية حقوق المحتجزين"، أطروحة دكتوراه: الدفاع عن القانون العام، تحت إشراف إليزابيث لامبرت، 10 يوليو 2018، جامعة ستراسبورغ.

9. التقييم الذاتي

بعد الزيارات وعلى فترات منتظمة، ينبغي للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب إجراء تقييم ذاتي لتقييم نطاق زيارتها للوقاية من التعذيب بموضوعية. وينبغي أن يشمل ذلك استعراضها لأساليب عملها وخاصة تنفيذ المؤسسات التي تمت زيارتها لتوصياتها. وهذا ضروري لأنه، كما يشير مجلس أوروبا، «يمكن تقييم فعالية عمل هيئة الرقابة من خلال تقييم تأثير تقاريرها وتوصياتها بمرور الوقت».⁶⁸

هذه النتائج والاستنتاجات، بما في ذلك التوصيات الناتجة عن هذه التحليلات، ستعمل بالتأكيد على تحسين الآلية وتقوية منع التعذيب وغيره من ضروب إساءة المعاملة في مراكز حماية الطفولة في المغرب. وبهذا، يمكن أن توجه الأسئلة التالية الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب في مرحلة التقييم الذاتي هذه.

- ✓ ماذا فعلنا فيما يتعلق بالنشاط؟ الزيارات؟
- ✓ على ماذا حصلنا؟
- ✓ ما الفرق الذي أحدثناه في منع التعذيب في مراكز حماية الطفولة؟ في المغرب؟
- ✓ ما الذي نعرفه الآن ولم نكن نعرفه من قبل؟
- ✓ هل هناك ثغرات أو أوجه قصور في طرق وأساليب الزيارة لدينا؟ طرق المتابعة لدينا مع رؤساء المؤسسات التي تمت زيارتها؟
- ✓ ما الذي يمكننا تحسينه؟ ما الذي يتعين علينا القيام به لتحقيق ذلك؟ على المدى القصير أو المتوسط أو الطويل؟

10. خاتمة

كان الغرض من هذا الدليل هو توثيق التعليمات والمبادئ التوجيهية لإرشاد الآلية الوطنية لمنع التعذيب في إعداد وتنفيذ ومتابعة زيارات الوقاية من التعذيب إلى مراكز حماية الطفولة في المغرب. سيتم إثراء محتواها من خلال شبكات التقييم أو قوائم المراجعة التي سيتم إعدادها قريباً والتي ستكمل التعليمات الواردة في هذا الدليل.

11. قائمة المراجع

المقالات العلمية والأطروحة

- ✓ جير، ف، د، «التقارير المقدمة من الدول بموجب الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب»، التقرير الفصلي لهولندا عن حقوق الإنسان، المجلد 10، عدد 1 (1992)، ص. 29-42.
- ✓ فيلجوين، ف، «المقرر الخاص المعني بالسجون وظروف الاحتجاز في أفريقيا: الإنجازات والإمكانيات»، التقرير الفصلي عن حقوق الإنسان، المجلد 27، عدد 1 (2005)، ص. 125-171.
- ✓ زيلبي ماريون أليس داداي دوبي يورو، «مساهمة اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب في حماية حقوق المحتجزين»، رسالة دكتوراه: في القانون العام تحت إشراف إليزابيث لامبرت، 10 يوليو 2018 في جامعة ستراسبورغ.

تقارير وأدلة إرشادية

- ✓ مجلس أوروبا، مجموعة أدوات مراقبة السجون، من إعداد تريفور ستيفنز، مارسين كوسي، يورغ بونت ومحمد أوزكان أصليبيك، (2020)، ص. 6.
- ✓ مجلس أوروبا، زيارة الأماكن التي يُحرم فيها الأطفال من حريتهم عقب إجراءات الهجرة؛ دليل البرلمانين، ص. 27.
- ✓ <https://edoc.coe.int/fr/migrations/7525-visiter-les-lieux-ou-des-enfants-sont-privés-de-liberté-a-la-suite-de-procedures-d-immigration-guide-a-l'intention-des-parlementaires.html>، (تم الاطلاع عليه في 24 مارس 2023).
- ✓ مجلس أوروبا، قضاء الأحداث المراعي للأطفال: من الشعار إلى الواقع، الوثيقة 13511؛ 19 مايو 2014. التوصية 11 (2008) CM / Rec المصادرة عن لجنة الوزراء للدول الأعضاء بشأن القواعد الأوروبية للأحداث المخالفين للقانون الخاضعين لعقوبات أو تدابير.
- ✓ إعلان كمبالا بشأن الصحة في السجون في أفريقيا بتاريخ 12/ 12/ 1999 في كمبالا (أوغندا)، في التوصيات الأفريقية لإصلاح نظام العقوبات، المنظمة الدولية لإصلاح نظام العقوبات، 2008.
- ✓ المبادئ التوجيهية للجنة وزراء مجلس أوروبا حول العدالة المراعية للطفل. [دليل عملي: مراقبة الأماكن التي يحرم الأطفال فيها من حريتهم \(الحركة العالمية للدفاع عن الأطفال - بلجيكا\)](#) (2016).
- ✓ [دليل البرلمانين: زيارة الأماكن التي يُحرم فيها الأطفال من حريتهم نتيجة إجراءات الهجرة](#) (2017).
- ✓ [دراسة عن ممارسات احتجاز المهاجرين واستخدام بدائل لاحتجاز المهاجرين للأطفال](#) (2017).
- ✓ هيرنان ريس، زيارات اللجنة الدولية للصليب الأحمر للسجناء، في التعذيب، الملحق رقم 1، ص 28-30، 31-01-1997، <https://www.icrc.org/en/doc/resources/documents/article/other/57jqur.htm>.
- ✓ (تم الاطلاع عليه في 24 مارس 2023).
- ✓ منع التعذيب: دور الآليات الوطنية لمنع التعذيب. دليل عملي. سلسلة التدريب المهني رقم 21؛ منشور للأمم المتحدة صادر عن مفوضية الأمم المتحدة السامية لحقوق الإنسان، (2021)، ص. 1، 21 / PT / P / HR.

- ✓ تقرير الزيارة: السجون في مالي، الزيارة الثانية، الأستاذ إيمانويل فيكتور أوير دانكوا، المقرر الخاص المعني بالسجون وظروف الاحتجاز في إفريقيا (27 نوفمبر إلى 8 ديسمبر 1998).
- ✓ [التوصية 11 \(2019\) CM / Rec الصادرة عن لجنة الوزراء بشأن الوصاية الفعالة على الأطفال غير المصحوبين والمنفصلين عن ذويهم في سياق الهجرة ومذكرتها التفسيرية.](#)

التوصية 11 (2008) CM / Rec الصادرة عن لجنة الوزراء للدول الأعضاء بشأن القواعد الأوروبية للمجرمين الأحداث الخاضعين لعقوبات أو تدابير. [تقييم العمر للأطفال في الهجرة - دليل لصانعي السياسات](#) (2019).

اجتهادات اللجنة المعنية بحقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة والمحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان

- ✓ كارلوس كايال وماركو باسيني بيرتران ضد أستراليا، الشكاوى رقم 2001/1020، U.N. Doc. CCPR، 2001/1020، الفقرة 7.2؛ «اجتهادات لجنة حقوق الإنسان» (الجزء الثالث): ما هي سبل الانتصاف لضحايا التعذيب، دليل آليات الشكاوى الفردية لهيئات معاهدات الأمم المتحدة، ص 209.
- ✓ المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، بويوف ضد فرنسا، عدد 07/39472 و 07/39474، حكم (في الموضوع والتعويض العادل)، الغرفة الخامسة، الفقرات 140-141، 19 يناير 2012؛ المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، ر. م وآخرون ضد فرنسا، شكاوى رقم 11/33201، قرار بتاريخ 12 يوليو 2016.
- ✓ ستورك ضد ألمانيا، عدد 00/61603، الفقرة 102، المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان V-2005؛ ستانيف ضد بلغاريا [الغرفة الكبرى]، عدد 06/36760، الفقرة 120، المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان 2012؛ نانشفيا وآخرون ضد. بلغاريا، عدد 06/48609، 18 يونيو 2013.